

Joël Feydel – André Duny

***TOUT LE POUVOIR  
AUX COMMUNES***

*petit manifeste d'écologie sociale en contexte d'effondrements  
et modeste contribution à une suite du mouvement des gilets jaunes*

## **Avertissement aux lectrices et lecteurs**

Ce petit livre était en cours d'écriture depuis un an quand le mouvement des gilets jaunes est né spontanément, a pris le devant de la scène et perdure depuis. Nous y avons décelé les mêmes interrogations qui étaient nôtres, portées par une classe sociale qui avait croyait-on disparu depuis longtemps, mais qui n'avait pas oublié ses fondements : la lutte contre l'injustice sociale, la solidarité, la fraternité, qui sont les versants fertiles de la lutte des classes, avec toutefois deux grandes nouveautés : la place essentielle prise par les femmes dans ce mouvement inédit, et la crise écologique. Comme tout mouvement social d'importance, le problème est celui de son aboutissement politique. Nous nous situons dans la filiation de la pensée de Bookchin, le communalisme libertaire, et nous pensons que la traduction politique de ce mouvement peut trouver dans cette ouverture de l'espace politique une issue momentanée, sans préjuger d'autres mouvements à venir. Ce livre peut constituer une base de discussions à enrichir, contester, amender ... Il se veut théorique et pragmatique, partant du réel et non de l'idéal, des humains réels de la vraie vie et non des entités philosophiques désincarnées.

Joël Feydel et André Duny sont animateurs d'une association d'éducation populaire, la CEN.

## **SOMMAIRE**

<b>PROLOGUE</b>	<b>4</b>
<b>REFONDER LA DEMOCRATIE</b>	<b>12</b>
<b>INSTAURER L'ECOLOGIE SOCIALE</b>	<b>43</b>
<b>SUPPRIMER L'ECONOMIE</b>	<b>71</b>
<b>EPILOGUE</b>	<b>97</b>

*«Être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni le titre, ni la science, ni la vertu...*

*Être gouverné, c'est être, à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé ; puis, à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré.»*

**Pierre Joseph Proudhon**

## PROLOGUE

Que faire<sup>1</sup> ? se demandait déjà Lénine. Du capitalisme d'état fut sa réponse, les masses russes « *n'étant pas prêtes pour le communisme* », et le mot d'ordre « *tout le pouvoir aux soviets* » (assemblées locales et d'entreprises), fut transformé en « *tout le pouvoir au parti !* », puis à la fraction dirigeante... puis à la fraction de la fraction... avec les conséquences désastreuses que l'on connaît. Cette imposture de l'utopie transformée en camp de concentration à ciel ouvert mit 70 ans à s'effondrer, emportant également avec elle l'imaginaire d'un autre monde possible, social, économique, politique et culturel, conforté a posteriori par le *TINA* de Margareth Thatcher : *There Is No Alternative !*

De fait, les grands penseurs commettent aussi de grandes erreurs. Il aura fallu longtemps pour admettre que la lutte des classes n'est pas LE moteur universel de l'histoire, simplement l'un d'entre eux, l'histoire ayant été soumise antérieurement et postérieurement à d'autres moteurs aussi puissants et toujours bien présents : le religieux tentaculaire, le patriarcat millénaire, le nationalisme identitaire qui regagne en ferveur partout en Europe et dans le monde : Brésil, Philippines, USA, Russie, Hongrie, Turquie... Plus récemment, on pourrait citer encore les technologies numériques, qui modifient profondément nos modes de vie, la lutte des femmes et des peuples autochtones... La classe ouvrière n'a donc pas été LA classe élue pour faire LA révolution, selon un déterminisme qui a gelé l'initiative historique. Les classes dominées continueront cependant, ailleurs et avec d'autres à révolutionner le mode de production et les modes de vie. L'histoire a tranché, pas dans le sens souhaité, et le capitalisme globalisé, mondialisé, financiarisé, étendant son domaine partout sur la planète, a réussi lui à transformer cette lutte des classes en une infinité de luttes concurrentielles d'entreprises au niveau mondial et en définitive de tous contre tous. Il n'y a pas non plus de lois en sciences sociales qui nous dicteraient un avenir radieux, mais simplement des luttes quotidiennes, générationnelles, vectrices d'un mieux être toujours à conquérir pour toutes et tous, et remises en cause systématiquement dès que la pression se relâche : code du travail, sécurité sociale, droit à l'avortement chez nous, revendications sur les terres ailleurs, simple droit à l'existence en beaucoup d'endroits... Qui aurait pu pronostiquer, un demi siècle après la monstruosité du nazisme, que cette idéologie ferait à nouveau de nombreux adeptes en Europe, avec des partis installés durablement dans le paysage politique et pour certains mêmes aux portes du pouvoir d'état ? Qui aurait pu dire que le peuple juif, qui a le plus souffert de cette idéologie, se conduirait comme un vil dictateur vis à vis du peuple palestinien ?

N'omettons pas cependant quelques fulgurances bien

---

1- Que Faire ? Lénine, collection « points politiques » Seuil Paris 1966

pensées par Marx et devenues réelles qui font œuvre de prophéties à presque deux siècles de distance : la mondialisation du capitalisme, la domination de quelques grandes firmes transnationales, la concentration gigantesque du capital, la marchandisation de tout ce qui peut l'être, le besoin frénétique d'innovation technologique, pour rentabiliser le capital, jusqu'au stade où l'on innove pour innover, sans égards pour de réels besoins, la répétition des crises, la finance stérile... L'imbrication cul et chemise entre l'état et le marché fait que la régulation se réalise autant par l'un que par l'autre, malgré la vulgate libérale. Quand le marché faillit, l'état vient à son secours, notamment pour sauver les banques, comme cela eut lieu lors de la grande crise financière de 2008. Mais encore que les idées dominantes sont celles de la classe dominante, en possession de nos jours des moyens de production, certes, mais aussi ceux de la production intellectuelle, de l'information, des chercheurs, de la monnaie... Que l'accumulation gigantesque continue sous forme de méga-projets : extractions mortifères, mines, barrages, gazoducs, aéroports, avec pour corollaire le bannissement des populations locales, toujours au nom du « progrès », et aussi que *« tout progrès de l'agriculture capitaliste est non seulement un progrès dans l'art de piller le travail, mais aussi dans l'art de piller le sol... »*,<sup>2</sup> sans oublier enfin cette posture philosophique nouvelle de vouloir que le monde soit transformé par les plus exploités pour, finalement, *« faire de chaque homme un artiste »*<sup>3</sup> ! Difficile, après avoir lu ça, de faire de Marx le fondateur du goulag. Ses épigones, ceux de la « troïka »<sup>4</sup> russe communiste, par contre, si, ainsi que tout ceux qui les ont copiés servilement, malheureusement il y a foule, et on en paie toujours le prix ! Après le « que faire » léniniste, on continuera longtemps à se poser les questions suivantes : comment cela a-t-il pu se faire ? Comment un tel aveuglement massif a-t-il pu se prolonger aussi longtemps ? Comment a-t-on pu laisser faire ? Comment, avec ces pesanteurs historiques, continuer et faire autrement ? Comment ne pas reproduire ce que l'on combat ?

Mais même si la lutte des classes a pris du plomb dans l'aile, elle est toujours à l'œuvre, de façon moins visible certes mais bien réelle, ce qui permet à un prédateur capitaliste, Warren Buffet, de déclarer que sa classe l'a gagnée ! En effet, ce milliardaire américain confiait en 2006 au New York Times : *« Tout va très bien pour les riches dans ce pays, nous n'avons jamais été aussi prospères. C'est une guerre de classes, et c'est ma classe qui est en train de gagner. »* ! Ce représentant du capitalisme victorieux et toujours belliqueux, oubliait que cette victoire globale fut acquise au prix de vils pillages coloniaux, de l'esclavagisme, du génocide des indiens, commencé depuis la conquête de l'Amérique. Déjà, au milieu du XIX siècle,

---

2- K.Marx / Le capital / T I / Editions sociales /

3- K.Marx / ibid /

4- Lénine, Trotski, Staline

Tocqueville<sup>5</sup>, admiratif de la démocratie représentative américaine naissante, s'aveuglait sur ces massacres, parmi les plus importants de toute l'histoire. Que représentent, en effet, des peuples sauvages à demi-nus plein de plumes ou des noirs enchaînés, au regard d'une constitution démocratique qui prône la liberté formelle pour tous ? Déjà, nous n'étions plus sur la même planète !

L'Europe ne fut pas en reste d'ailleurs, par la suite, puisqu'elle donna naissance à son tour à deux ignominies : la guerre des impérialismes de 14/18 où furent décimées les populations dont les colonisés de nombreux pays (10 millions de tués) et celle fondée sur le suprémacisme racial, avec l'appui des industriels allemands et une collaboration d'industriels américains et français.<sup>6</sup> Les camps de concentration à l'abri de miradors et barbelés firent 6 millions de morts sur un total de 60, dont 300 000 américains et... 26 millions de russes ! Comme dit le chanteur : « *Si les ricains n'étaient pas là, nous serions tous en Germanie* » ! (Sic). Le vingtième siècle fut donc le plus meurtrier de tous les temps : meurtres de masse, guerres coloniales, guerres organisées par les multinationales et guerre générale de leur productivisme carboné, de leurs nouvelles technologies, de l'agro-chimie d'empoisonnement général contre les équilibres naturels, et au final une guerre au vivant.<sup>7</sup> La Chine, de nos jours, est la nation la plus « intelligente » que l'histoire ait jamais connue, menant de concert un pouvoir politique vertical et autoritaire avec la répression des mouvements d'opposition et des minorités ethniques, une surveillance numérique délirante de ses sujets, et une économie capitaliste concentrationnaire ravageuse de son environnement, chevaux d'un même attelage conduit par les successeurs du grand timonier. Chapeau Mao ! Et, de fait, à l'est comme à l'ouest, les exégètes ne tarissent plus d'éloges sur cette grande nation, nouvelle maîtresse du XXIème siècle qui réussit à imposer les horaires de notre XIXème occidental à ses ouvriers, sans contestation majeure. C'est sans doute pourquoi les occidentaux s'y précipitent les uns après les autres, y cherchant sans doute le modèle de leur paix sociale : un univers carcéral international du lever au coucher du soleil, identique sur toute la planète. Orwell avait vu bigrement juste<sup>8</sup>. Les consciences anesthésiées et crétinisées par le système médiatique et le consumérisme à tout crins dessinent les contours d'une catastrophe anthropologique : la mondialisation de l'indifférence et du consentement.

La naissance politique des mouvements écologiques n'est pas le fait du hasard, elle concorde historiquement avec la fin du communisme réel, Chine et Russie en étant les plus purs exemples, entraînant la fin des idéologies de gauche. La chute

---

5- A.Tocqueville - De la démocratie en Amérique – Ed. Robert Laffont - 2010

6- C.de Gaulle :

7- JP Berlan : La guerre au vivant / Ed Agone / 2001

8- G.Orwell : 1984 / Poche / Hatier / 2004 /

du mur de Berlin constitue le moment phare où les partis socialistes renoncent et deviennent libéraux, et où le système capitaliste n'ayant plus de limitation est renvoyé à sa logique profonde : retour à l'exploitation des humains modèle débridé, et destruction massive des ressources et des équilibres naturels. L'écologie sociale est désormais un mouvement réel qui dépasse gauche et droite de multiples façons : elle plonge ses racines plus profond en réinsérant l'humanité dans la nature, elle monte sa tête plus haut en refusant que la violence soit inhérente à la fondation de l'humanité, elle refuse que l'état conquis ou contraint soit l'acteur principal des transformations économiques, politiques et culturelles requises par une vie vivable en contexte de la double catastrophe présente, humaine et naturelle. Elle est un nouveau champ de pensée qui, tout en apportant des réponses nouvelles, nous projette dans une autre sphère de compréhension et d'interprétation du monde. C'est le même système de production, de consommation, et de culture hors sol qui détruit et la planète et les humains. Donc, toute politique qui tendrait à faire de l'écologie sociale une nouvelle composante de la gauche ne pourrait qu'être réductrice de ce qu'elle est. Dépasser ne veut pourtant pas dire nier. Si l'écologie transcende les clivages historiques de droite et de gauche, elle ne les fait pas disparaître. Droite et gauche ont inventé le monde politique moderne que nous connaissons : régime parlementaire représentatif, républicain et inachevé, largement dépendant des puissances économiques qui tirent les ficelles en coulisse. Aujourd'hui, ces forces ont leurs mandataires directement au pouvoir tandis que la noblesse d'état chargé du bien public se sert au lieu de servir, pantouflant du public au privé et du privé à l'état après avoir rempli ses carnets d'adresses dans les grandes écoles. Mais le monde moderne ne se résume plus à l'affrontement entre deux classes, tout comme l'idéologie du marché « libre et non faussé » n'ouvre un quelconque avenir vivable pour la multitude. Quant à la gauche elle a sans doute aussi vécu en tant que solution globale aux problèmes de notre temps, il serait temps de s'en rendre compte. Le marxisme politique n'est plus cet « horizon indépassable de notre temps », dixit Sartre, même si « *Le capital* » demeure un outil d'analyse parfaitement valide d'un système destructeur. Ses continuateurs, penseurs des biens communs, ouvrent les voies de son dépassement, lequel est indissociable d'une vie vivable en contexte d'effondrement.

Aux thuriféraires de la victoire finale du libéralisme et du mieux être continu par la destruction créatrice,<sup>9</sup> aux chantres du développement durable, à ceux de la croissance verte, à ceux des solutions high-tech et à ceux du capitalisme vert collaboratif, nous réaffirmons l'antienne désormais largement connue « *qu'il ne peut exister de croissance infinie dans un monde fini, notre surcroissance se heurte à la finitude de la biosphère, car avec*

---

9- J.Schumpeter : « la destruction créatrice » in « Capitalisme, socialisme et démocratie »



*2% l'an, il nous faudra 30 planètes en 2050, avec l'augmentation de la population» !<sup>10</sup> Tout est dit ou presque.*

Cette croissance, remède à tous les maux, continue de produire en même temps richesses et exclusions à chaque bout de la chaîne, puissants et exécutants, créateurs et servants, aristocrates du pouvoir et du savoir et pauvres en masse, indifférents à la marche du monde et à leur propres forces créatrices, car uniquement préoccupés de subsister. Citoyens et citoyennes se rendent compte chaque jour de leur impuissance, tant sur le plan politique que sur les plans économique ou écologique. Dans un monde globalement de plus en plus riche les écarts de revenus se creusent entre pays et entre classes sociales, le culte libéral de l'individu roi prime sur la société des biens publics et communs, avec d'un côté la figure du gagnant dans un contexte de compétitivité hyper-violente, et de l'autre l'évangile de la compassion où un camembert hors d'âge claqué le bec du pauvre aux restos du cœur. L'océan d'inhumanité du système se mesure au fétichisme de la marchandise, de la technologie et de l'argent portés au pinacle, ainsi qu'au nombre de migrants qui se noient à nos portes, tandis que pérorent les chefs d'états sur qui doit appliquer le droit international pour ne pas les repêcher. Des murs honteux et gigantesques se construisent partout sur une planète qui n'avait jamais connu de frontières autres que naturelles, entre Mexique et USA, Israël et Palestine, Inde et Bengladesh... Ce monde se délite sous nos yeux et dans toutes les directions, des espèces disparaissent chaque jour, la pénurie des métaux et de l'énergie menacent, une moitié de l'humanité manque d'eau, la sphère financière est au bord de l'implosion et la crise climatique s'installe...

Que faire ? question lancinante, en oubliant Lénine et en ajoutant : que faire aujourd'hui, dans 2 ans, dans 5, dans 10 ? et à plus long terme... ? La réponse n'est pas celle de l'idéologie libérale individualiste, à savoir le chacun chez soi à accomplir ses petits gestes environnementaux, comme fermer l'eau du robinet quand on se brosse les dents, ou à jouer aux petits colibris qui ajoutent leurs petites gouttes d'eau qui s'évaporent immédiatement dans le grand incendie ! Des colibris, il n'y en a plus (dans la légende amérindienne, le colibri meurt d'épuisement) et l'eau nous est comptée ! Pour avoir un ordre de grandeur, et casser ce genre de discours où chacun fait sa part vers le gouffre, l'agriculture intensive consomme à elle seule 43% de l'eau potable dans notre pays, qu'elle rend ensuite impropre à la consommation ! Agir sur la consommation d'eau agricole nitratée et pesticiidée serait donc bien plus efficace que ce que nous enjoint la vulgate quotidienne de la transition moralisante, à grand renfort de journalistes myopes ou asservis et de figures de la société du spectacle en mal de notoriété écologique.

La réponse n'est pas non plus dans la fondation par

---

10- S.Latouche : Le pari de la décroissance – Ed Pluriel - 2010

chacun de sa petite auto-entreprise, summum de l'idéologie libérale où l'individu devient d'abord son propre entrepreneur, bien ficelé dans un contrat lucratif avec les propriétaires des plate-formes numériques (Blablacar, Uber, Amazon...), capitalistes ayant trouvé, grâce à la technologie la plus récente le moyen d'exploiter à distance sans payer leur part de cotisations sociales et d'impôts dans le pays. Il n'y a pas de petits profits ! Elle n'est pas dans l'établissement de petites fermes autogérées comme bases arrières révolutionnaires, mais dépendantes de la générosité de quelques mécènes et sous l'œil attentif des drones. Elle n'est pas dans le développement personnel, sensé apaiser le monde après s'être apaisé soi-même, vie hors sol, hors nature, hors territoire, hors société, hors planète, hors lutte de classe, hors saccages du monde, hors tragédies sociales, hors guerres géopolitiques menées par les multinationales contre les peuples, et hors effondrement de la vie sur toute la planète. Elle n'est pas non plus dans les marges, toujours tolérées, voire même encouragées de l'économie solidaire, des monnaies locales, du micro-crédit ou du revenu garanti. Tant que les peuples seront occupés sur des voies de garage, le monde des prédateurs pourra dormir tranquille. Elle n'est pas enfin dans le discours beaucoup plus radical mais tout aussi impuissant de la disparition de l'état ou de la monnaie.

Elle est dans ce qui attaque le système capitaliste dans ses fondements, et que l'on pourrait résumer par le schéma "technique-pouvoir-politique-perte de sens", à savoir : la technique<sup>11</sup>, qui partout impose ses solutions sans le moindre débat, ou dans des débats bien ficelés à l'avance : centrales nucléaires, autoroutes, compteurs Linky, zones commerciales, ventes d'armes... Le pouvoir, celui des grandes écoles de la République (Polytechnique, ENA...) formant l'ossature des multinationales, faisant disparaître tout ce qui concerne la vie de proximité pour le gigantisme des mégalo-pôles, organisant la privatisation des services publics, vente du patrimoine, ports, aéroports... avec la complicité totale du politique, de l'État, instrument du marché militariste, exerçant ses violences structurelle et symbolique, secondé par une pseudo démocratie représentative impuissante, assemblées croupion, parlements aux ordres, ce qui nous emmène tout droit aux catastrophes naturelles basées sur l'idéologie de la croissance éternelle, et anthropologique ( la propriété privée de l'économie à grande échelle, lieu de la violence des riches, ayant pour corollaires la propriété privée de la production intellectuelle et culturelle), sœurs siamoises de la perte de sens de l'humanité. Comme disait l'économiste François Perroux<sup>12</sup>, suivant en cela la conception d'Antonio Gramsci : « *ébranlons les fondements culturels de l'économie de marché, et pas un de ses édifices ne résistera* ».

Il convient donc de substituer à ce schéma le schéma

---

11 - J.Ellul : Le bluff technologique / Pluriel

12 - F.Perroux : Dialogue des monopoles et des nations /

inverse, à savoir "sens-politique-pouvoir-technique". Ce faisant, c'est un renversement total de notre façon d'être et de penser le monde qu'il nous faut opérer. *L'écologie sociale*<sup>13</sup> est pour nous ce mouvement qui dépasse les limites singulières, qui repousse les limites sociales et qui intègre les limites naturelles. Le sens, c'est assurer la survie des espèces dont la notre par la décélération, la décroissance, la moindre prédation, l'égalitarisme mondial, la lutte contre le gigantisme, la remise en état de la planète, la paix. C'est aussi la reprise en main du politique, lieu du peuple réellement souverain par l'organisation du quotidien à base de communes fédérées, communalisme, municipalisme libertaire, démocratie générale de pouvoirs locaux imposant à terme et en dernier lieu la technique, ultime rouage du fonctionnement social, condition de la survie planétaire. Prendre du pouvoir, c'est circonscrire l'action de l'État, le borner, lui imposer des limites, par des assemblées populaires permanentes, démocratie du quotidien. Cette réaction massive nécessaire est sans doute possible. De plus en plus de gens refusent d'accepter en spectateurs à la déconstruction de notre modèle social, tout comme aux effondrements globaux<sup>14</sup> qui s'avancent, les partis politiques sont discrédités et le sentiment d'impuissance citoyenne règne en maître. Le mouvement des gilets jaunes en France qui a pris une réelle ampleur en peu de temps est sans doute l'un des prémices annonciateurs de cette prise de conscience globale et des solutions qui émergent. Il n'a pas su éviter l'écueil de la représentation électorale, tant celle-ci est systématiquement présentée comme LA démocratie, mais les bavardages électoraux n'auront que peu de prise sur les véritables secousses qui naissent et auxquelles il va falloir répondre.

Au discours sur la crise économique qu'on nous sert régulièrement depuis quarante ans nous opposons les catastrophes anthropologique et « naturelles » (climatique et effondrement de la biodiversité) en corollaire, aux cris d'orfraie que nous lancent les spécialistes de tout poils et de toutes obédiences à propos de la dette financière insupportable des états répond en écho le hurlement des ours blancs de la dette écologique mondiale, qui nous dit qu'entre la banque et la banquise, il faut choisir !

---

13- M.Bookchin / Qu'est-ce-que l'écologie sociale / Atelier de création libertaire / 1999

14- P.Servigne : Comment tout peut s'effondrer / coll anthropocène / seuil

## REFONDER LA DEMOCRATIE

Notre démarche sera double : proposer des mesures révolutionnantes, applicables rapidement dans l'état actuel de la société, avec l'imaginaire limité du légalisme tel qu'il s'est construit sous les différentes républiques, et des mesures révolutionnaires qui viendront bousculer cet ordre présent mais qui forcément auront besoin d'être débattues à plus long terme et dans des rapports de force à construire, pour instaurer ce que nous nommerons à terme une démocratie générale,<sup>15</sup> en essayant d'articuler une contradiction majeure : tout changement à long terme prend du temps, or ce temps nous ne l'avons pas forcément !

Tout comme la révolution française est née d'une dette gigantesque de l'état ainsi que d'un hiver rigoureux suivi de faibles récoltes, ce qui provoqua la convocation des états généraux, le mouvement des gilets jaunes, comme beaucoup de *camilleries*<sup>16</sup> avant lui, est né à son tour d'une contestation des taxes, épiphénomène d'un malaise beaucoup plus profond, et en peu de temps a mis sur la table bien d'autres revendications : retour de l'ISF, RIC, vote blanc, égalité, justice fiscale, écologie, anti-racisme... débats indispensables pour une transformation radicale de la société à l'heure des effondrements qui s'annoncent : climatique, économique, financier, social, humain. Né spontanément dans une France qui déborde de richesses, qui est toujours l'un des 5 ou 6 pays dans le peloton de tête des PIB<sup>17</sup> mondiaux, où l'indécence des riches atteint un tel point qu'il n'y a même plus lieu de se cacher. L'écart abject des revenus planétaires (les 26 milliardaires en tête possédant autant que la moitié de l'humanité la plus pauvre, qui vit avec un ou deux euros par jour) donne envie de vomir. Cette révolte des gueux se cherche, expérimente, ne défile pas gentiment de la Bastille à la Nation encadrée par un service d'ordre adéquat, ne dépose pas de demande d'autorisation pour ce faire,<sup>18</sup> bloque les flux, s'agite aux ronds-points, tracte, se réapproprie le drapeau révolutionnaire tricolore délaissé aux sportifs et à l'extrême droite nationaliste jusqu'à peu... Jamais, lors de manifestations depuis 1968, il n'y eut autant de blessés, de garde-à-vues, de mutilations des yeux et des mains, de mises en détention, de condamnations rapides, la France étant le seul pays d'Europe à utiliser des armes de guerre contre les manifestants ! Nous sommes entrés, ici comme ailleurs, dans un phénomène généralisé de mise sous surveillance totale de la population, de coercition globalisée, de dictature rampante. Nous sommes aussi sommés de rentrer dans le rang et de nous mobiliser contre le

---

15 - Takis Photopoulos / Vers une démocratie générale / Seuil / 2002

16 - Néologisme sur fond de contestation sociale, apparu dans les ZAD et avec un sens plus large que celui de jacquerie, plus spécifiquement confiné aux luttes paysannes

17 - Produit Intérieur Brut

18 - Dans un principe législatif d'autorisation, tout est interdit, sauf ce qui est autorisé. Dans un principe législatif d'interdiction, tout est autorisé, sauf ce qui est interdit. Donc, paradoxalement, une législation d'interdiction est beaucoup plus démocratique qu'une législation d'autorisation

« terrorisme », tandis que le gouvernement continue tranquillement de vendre ses armes à des dictatures sanguinaires, telles l'Arabie Saoudite ou l'Égypte. La police, dépositaire de la violence d'état, toujours présentée comme légitime, au final défend toujours celui-ci contre le peuple, quelles qu'en soient les conséquences, preuve s'il en est que le peuple *n'est pas* souverain, malgré les arguties politiques ou philosophiques avancées pour démontrer le contraire. Difficile, en effet, de tirer sur le peuple au nom du peuple ! Suite à cette agitation de long terme, politisation sociale rapide de groupes inorganisés prenant du pouvoir, dont ils se sentaient dépossédés depuis longtemps, il convient de dessiner les contours d'un futur possible, souhaitable, enviable, avec moins d'injustices, plus d'égalité et de liberté, par une redéfinition globale de la démocratie, qui ne soit plus délégataire donc confisquée mais œuvre de toutes et tous, irruption du peuple dans les affaires publiques, les siennes.

C'est la démocratie généralisée à base de communes libres qui sera en effet l'alpha et l'oméga des changements à venir parce que la démocratie représentative, instrument des puissants sous la coupe des multinationales et de leurs lobbyistes omniprésents est à jeter aux orties, elle a fait son temps. De plus en plus multinationales, pouvoirs financiers et politiques s'affranchissent même de cette démocratie délégataire, sans doute encore trop prégnante à leurs yeux : vote sur le traité européen non respecté, retour aux urnes en Irlande et au Danemark, pressions sur la Belgique, mise en coupe réglée de la Grèce, lobbyisme intensif<sup>19</sup>... pour imposer leurs lois et diktats, disposant de moyens gigantesques pour ce faire : dette, chantage à l'emploi, délocalisations, fiscalité, lobbyisme qui va jusqu'à leur permettre d'écrire les textes en lieu et place des élu.e.s... Le marché n'a intrinsèquement aucune limite, car tout peut se vendre et s'acheter, de la brosse à dents aux armes. Il s'attaque à l'éducation, à la santé, aux lois, à la nature, en gros à tout ce qui fait l'essence de la vie sociale, après s'être affranchi de la création monétaire, fonction historique du souverain seul habilité historiquement à « battre monnaie ». Celui-ci doit alors se tourner vers les marchés financiers pour finir ses fins de mois, ce qui augmente la dette dans des proportions régulières, quand la doxa médiatique tonne que ce sont les dépenses publiques qui plombent les comptes. Demain il s'attaquera aux autres fonctions régaliennes que sont police, armée et justice, jusqu'à en faire disparaître les états. L'armée américaine en intervention extérieure est déjà constituée majoritairement de mercenaires, retour au moyen-âge, les sociétés de sécurité fleurissent partout et le fichage social méthodique est organisé. A son tour, la nature est financiarisée (marché carbone, banques spécifiques de protection des espèces...)<sup>20</sup> Alors, n'en doutons pas, la

19 - Il y a 10 000 lobbyistes au parlement européen pour 750 députés !

20- S.Feydel, C.Bonneuil : Nature, le nouvel eldorado de la finance / Seuil / 2016

disparition pour demain de l'État est déjà programmée, non pas physiquement, il peut encore servir pour mettre les peuples en rang, mais dans toutes ses autres prérogatives. Cela aurait pour conséquence la mainmise totale des multinationales dans tous les secteurs de la vie et de la planète, commencée, puisque des états peuvent déjà se faire convoquer devant des tribunaux d'exception privés de par les derniers traités internationaux.

Pour nous, il s'agit au contraire, par la démocratie générale, de faire de l'État une entité nouvelle qui, au lieu de s'abaisser sans défense devant les puissances financières, se replace en lieu autonome de pouvoir vis à vis d'elles, parce que derrière, un peuple tout entier serait capable de se mobiliser à tout instant, parce que des dégâts importants peuvent être occasionnés à nombre de multinationales présentes sur le territoire (nationalisation, socialisation, expropriation, interdiction...), mais plus encore parce que l'imagination au pouvoir rendrait totalement impossible les prémices du monde futur déjà perceptible avec cette mise sous contrôle total de la population de par les technologies avancées. Le peuple législatif dominant l'état exécutif, l'état exécutif dominant multinationales et puissances financières, sous le contrôle d'une justice totalement indépendante, tel est l'imaginaire à construire. C'est par ce triple mouvement que nous aurons des chances d'influer largement sur le devenir du monde. Abaisser le niveau mondial des conflits, donc des armes, donc des états et multinationales imbriqués et mettre sur pied à divers niveaux, locaux et nationaux, par la force de nouvelles institutions fédéralistes, une refondation totale des démocraties, première marche d'une réorganisation mondiale des peuples.

D'autres utopies opposables existent : celle d'un gouvernement mondial auquel certains aspirent, tel l'économiste Jacques Attali, sorte d'ONU des pleins pouvoirs. Cette utopie là serait la vraie fin de l'histoire, une oligarchie auto-régénératrice régnant sur 10 milliards de personnes qui n'aurait de réel pouvoir que celui du bâton. Une seconde, à l'opposé, est celle de la disparition de la valeur, de la monnaie et des états qui s'ensuivrait, que certains appellent de leurs vœux, tel le philosophe Anselme Jappe. Cette utopie là laisserait des sociétés exsangues aussi violentes que celles existantes, ayant pour régulation la loi du plus fort, le crime organisé des chefs mafieux et des seigneurs de guerre, tel qu'en Libye actuellement.

Les moments de crise politique sont aussi les moments les plus créatifs du peuple, le carcan institutionnel desserrant son étreinte, le mouvement des gilets jaunes en étant le vivant exemple, et il ne tient qu'à nous de dessiner en commun un avenir désirable. A l'heure actuelle, citoyens et citoyennes<sup>21</sup> sont de fait condamnés<sup>22</sup> à l'impuissance programmée, résultat d'une

---

21- Entendus ici comme habitant une commune

22- Nous appliquons ici l'accord de proximité pour plus de lisibilité

société dans laquelle la réflexion se limite au choix entre candidats et candidates et l'action au bulletin de vote tous les 5 ans. Le choix imposé est celui de nos maîtres (il y a fort peu de maîtresses à dire vrai !) et l'alternance démocratique consiste à changer le barreur sur le même bateau qui suit le même cap, avec pour toute liberté de faire des ronds dans l'eau quand le vent tombe. Depuis longtemps, le mot « démocratie » est dévoyé. La souveraineté, le gouvernement du peuple par le peuple, ce n'est pas le gouvernement par ses représentants, quoiqu'en disent la « déclaration de l'homme et du citoyen », diverses constitutions et autres textes sacrés. Lorsque je donne un pouvoir, je ne l'ai plus, de même que lorsque je donne mon vélo, je ne peux plus rouler, et que lorsque je donne mon argent, je ne peux plus acheter. La démocratie serait donc cette chose singulière qui consiste à se dépouiller d'abord de son pouvoir pour gouverner ensuite ? Mais comment pourrais-je être concerné par une chose si je commence par m'en défaire ? Comment gouverner lorsque j'ai abdiqué mon pouvoir ? Absurde ! Le vote sous-tend donc deux choses, l'une définie, l'autre bien cachée : choix entre des candidats et remise d'un pouvoir. On a toujours mis l'accent sur le défini, le choix (droite / gauche le plus couramment), le présentant comme essentiel, démocratique, hors l'essentiel c'est l'autre, le pouvoir, sur lequel cette fois ci tout le monde s'entend. Qu'y aurait-il donc de démocratique dans le fait de se séparer de son pouvoir ? Certes, tout ne peut se régler en bas dans de petites assemblées, mais pourquoi se dépouiller de son pouvoir pour autant ? Un mandat pourrait fort bien exister pour chaque résolution de problème particulier, avec retour régulier devant des assemblées populaires pour chaque type de problème. On fait un choix pour qu'une personne représente à un niveau plus adéquat et général le règlement de ces problèmes, mais cette délégation n'est pas de pouvoir, c'est une simple navette entre base et sommet. Dans les élections actuelles, c'est le choix qui est présenté comme la démocratie, et le pouvoir n'est pas, lui, remis en question, il est consubstantiel, non interrogé. Il y a accord des candidats sur ce point, mais aussi de la population, dans la mesure où faisant consensus depuis longtemps. Comment s'étonner dès lors que dans un pays comme le Brésil, exemple récent parmi d'autres, on puisse voter à un moment pour un candidat de gauche, Lula, puis que plus tard on vote pour un candidat d'extrême droite, Bolsonaro, véhiculant des valeurs à l'antithèse du premier ? C'est qu'entre deux élections, le peuple a été laissé dans son impuissance, simple spectateur d'une scène se déroulant sans lui, que n'ont pas été mises en place les structures faisant que ce type de situation ne puisse plus jamais arriver. En fin de compte, on ne demande jamais au spectateur de monter sur scène, ni d'écrire la pièce, juste de payer sa place. Donc, il condamne ce à quoi il n'a pas participé, d'un côté comme de l'autre et sans chercher plus loin. Voter et ne faire que ça, c'est simplement consommer

de la démocratie, en choisissant dans une offre politique, vocabulaire économique ayant largement débordé dans la sphère politique. Les citoyens et citoyennes qui ne votent pas, les abstentionnistes, les pêcheurs et pêcheresses du dimanche, condamnées par les voix officielles médiatiques ainsi que par une partie de la population sont de fait, à contrario, les plus politisées, puisque refusant de se défaire de leur pouvoir !

La démocratie générale ne peut qu'impliquer tout un chacun face aux effondrements qui s'annoncent, indiquant des seuils naturels et sociaux à ne pas franchir, ainsi qu'à une réaction immense indispensable face à la misère mondiale dans le même temps. Il s'agit de rééquilibrer les plateaux d'une balance qui ne cesse de pencher du même côté. Un processus constituant s'avère indispensable, élaboration collective du peuple lui-même dans son ensemble. Il s'agit pour le peuple d'étendre ses pouvoirs, de façon à ce que chaque individu, où qu'il soit, se sente non seulement partie prenante, mais aussi qu'il ait le sentiment que sa voix porte, qu'il ait la capacité d'influer sur la marche générale.<sup>23</sup> Un peuple pour être peuple doit inventer lui-même ses propres conditions de vie et d'organisation sociale et écrire une constitution, tel le peuple islandais récemment.

Imaginons une assemblée populaire délibérative, les habitants et habitantes de la commune, se donnant les pleins pouvoirs, imaginons cent ou mille lieux faisant pareil, imaginons en même temps la disparition des administrations intermédiaires actuelles, telles que communautés de communes, cantons, régions... étages se surajoutant les uns aux autres et s'annihilant, au détriment et de la démocratie générale et de l'efficacité. Imaginons, à la place d'un bulletin de vote anonyme inséré dans une urne de façon cachée, des débats au vu et au su de tous, contradictoires forcément, mais exprimés, combattus, défendus, polémiques, conflictuels, appropriés par tout un chacun, débouchant sur l'exécution locale des décisions prises. Ces prises de pouvoir sur l'organisation générale de la société ne peuvent que déborder dans la vie propre de chacun. Il s'agit de ne plus se laisser imposer par d'autres « qui savent », par les « pouvoirs institués » (politiques, économiques, experts...) existants, les solutions qu'ils ont pensées soi-disant pour le bien être de tous. Il s'agit de se réapproprier la chose perdue, à savoir ce qui nous concerne. C'est au niveau de chaque groupe actif, commune pour commencer, mais ensuite entreprise, quartier, école, puis au niveau de la société toute entière que doivent s'inscrire ces pratiques nouvelles. Il s'agit bien de repolitiser toute la vie au quotidien, les lois de nos jours n'étant même plus faites par les parlements, censés représenter citoyens et citoyennes, mais par les exécutifs, soumis eux-mêmes aux pressions du lobbying industriel. La politique,

---

23- Constitution du 24 juin 1793 : **art 7** / Le peuple souverain est l'universalité des citoyens français. **Art 10** / Il délibère sur les lois. **Art 29** / Chaque citoyen a un droit égal de concourir à la formation de la loi



étymologiquement gestion de la polis, de la cité, en est donc devenue spectacle. Le communalisme ici prôné, c'est l'inverse : la déconcentration, la décentralisation, la *dilution* du pouvoir central donnant au plus bas niveau les moyens de fonctionner, afin que chacun puisse se consacrer à l'essentiel, la vie quotidienne, la vie sur terre, son maintien pour les générations futures.

Pour cela, initier un mouvement national tel celui qui mena à l'affranchissement progressif des communes aux Xème et XIème siècle<sup>24</sup> face aux seigneurs, et qui se poursuivit les siècles suivants. En effet, l'affaiblissement de la noblesse dû aux croisades, son appauvrissement, l'obligea souvent à vendre des fiefs, facilitant ainsi l'émancipation des villes, mouvement qui se traduisit par l'élaboration de chartes bornant le pouvoir des seigneurs, instituant et constituant la cité sur des bases indépendantes du caprice des grands. Ces chartes étaient des contrats, des cahiers des charges, définissant les droits et devoirs de chacun dans une négociation égalitaire : redevances, défense, magistrats, fonctionnaires municipaux, impôts... Tout était négociable... En un mot, les communes, les « villes franches » avaient conquis du pouvoir face au pouvoir central ! De la même façon mettons sur pied des alliances communales face à l'état dans un équilibre à définir, en regroupant les communes jusqu'à leur donner une force de négociation conséquente. Nous sommes loin ici des listes partidaires communales pour le partage des places, nous sommes dans un mouvement d'émancipation, agrégation de forces locales face au pouvoir central. Un autre événement concomitant favorisa l'émancipation des communes du moyen-âge : le droit d'asile des églises, lieu de refuge inviolable offrant aux proscrits, coupables et fugitifs, des lieux sécurisés qu'ils étaient à même de vouloir défendre, ce qu'ils faisaient, y compris par les armes. Dès lors, comment ne pas penser que ce qui a pu être possible au moyen-âge ne puisse l'être maintenant ? Faisons aussi ce large pied de nez à l'Europe et aux partis sécuritaires. Ensuite, l'urgence de la situation mondiale oblige à aller beaucoup plus loin, à mettre sur pied de nouveaux principes révolutionnaires qui renversent les pouvoirs existants, prémices à une nouvelle philosophie de l'intervention des peuples dans leurs propres affaires.

Premier principe : « *l'usage prime sur la propriété* », ce qui évitera d'avoir des logements vides et des familles sur le trottoir, d'assister aux expulsions annuelles quand le printemps arrive, ainsi qu'aux délocalisations sauvages d'entreprises dans des pays où la vie est à vil prix, l'œil rivé sur les futurs profits tandis que la vallée se désertifie. Devant l'essor de la propriété privée gravée dans le marbre, rappelons que nous parlons de la propriété privée des moyens de production, terres, bâtiments et machines. La première nous est consubstantielle, et donc son appropriation privée n'est qu'un abus de pouvoir historiquement

---

24 - A.Gabourd : Histoire de France / Ed.Lecoffre / Paris / 1855

déterminé, notamment par l'appropriation aristocratique par la force, tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle des « communs », puis bourgeoises pendant la révolution par l'achat, tandis que les secondes ont été construites par tous et fonctionnent avec tous, et que leur appropriation privée est aussi abus de pouvoir.

Second principe : « *le travail prime sur le capital* », ce qui remet aussi d'emblée la propriété à sa place et rend le pouvoir à celui qui crée la richesse, l'individu réel, ou le groupe humain agissant, ou le collectif constitué, et non « l'entreprise privée » comme on nous le serine à longueur d'idéologie. L'entreprise est une entité juridique qui n'a jamais produit quoi que ce soit, seul le travail humain produit de la richesse, qu'il soit manuel ou intellectuel, simple ou élaboré, dans une structure privée, le fonctionnariat ou en cultivant son jardin. La bataille sémantique fait aussi partie de la guerre totale. Il n'est que de voir les inversions libérales du sens des mots : une réforme, historiquement, était une amélioration des conditions de vie, salariales ou autres. De nos jours, c'est l'acceptation d'une régression de celles-ci (loi travail, retraites...) ! Une révolution était un changement dans l'ordre du monde, de nos jours, c'est un slogan publicitaire, avec la figure du « Che » en effigie sur des briquets ! Et que dire encore du « participatif », adjectif attrayant masquant d'emblée le fait que l'on n'atteint jamais le niveau de la responsabilité, donc du pouvoir : vous participez, mais je gouverne !

Troisième principe : « *la puissance publique, sous quelque forme que ce soit, communes, État, entités spécifiques, a tout pouvoir d'intervention à l'échelon le plus adéquat* ». Il s'agit là de l'antithèse du capitalisme et de son idéologie libérale, où tout est fait au service des grands : effacement des dettes, diminution des impôts, des « charges », arrangements avec les lois, pressurage des populations, renoncement aux services vitaux de base, privatisation des services publics, socialisation des pertes, dumping, évasion fiscale, paradis, renflouements...

Quatrième principe : « *acheter au plus près* ». Ce principe désintègre complètement le marché global mondialisé, faisant de la distance et non plus du prix le socle de l'économie, permettant à toute commune constituée d'établir là où elle est ses propres entreprises et son propre marché, réduisant drastiquement la circulation des produits, permettant un développement basé sur l'intelligence collective, sur le débat et la nécessité.

Ces quatre principes remettent en cause tout l'édifice économique dans lequel nous baignons, et seront la base d'un nouvel édifice législatif de par la jurisprudence, de par les nouvelles assemblées et de par les communes. Des communes ayant des compétences générales (économie, l'écologie, travail, nature, agriculture, eau, propriété, droit, justice, la police...) pourront choisir, déterminer les besoins, se poser en tant que force effective dans les domaines réservés jusqu'à ce jour

(salaires, prix, profits, conditions de travail, impôts...) installant la démocratie générale en tous lieux, société et entreprises. Elles pourront négocier, municipaliser, exproprier, mettre en œuvre, créer, vendre, acheter, préempter, intervenir contre toute atteinte au droit des personnes. Imaginons une négociation d'entreprise non plus entre les murs de celle-ci, mais à la maison commune, la mairie, devant la population réunie qui a son mot à dire, parce que les employés de l'entreprise sont les citoyens de la commune, parce que les citoyens de la commune qui ne travaillent pas dans l'entreprise sont concernés au quotidien par la production et l'action de l'entreprise à tous les niveaux, avec surtout le pouvoir conféré par le fait que la hiérarchie interne n'existe plus dès lors que le pacte social déborde des limites de la propriété privée ! Dans cette configuration la négociation change soudain d'échelle. A un rapport de force défavorable répond un autre égalitaire, parce qu'il n'en va pas que de l'entreprise omnipotente et de son corollaire, l'impuissance individuelle ou syndicale, il en va de l'entreprise insérée dans la commune et dans la vie des habitants toute entière. De façon sous-jacente à cette réorganisation, il y a tout le symbole de la lutte des LIP en 1973 : on fabrique, on vend, on se paie, mais bien plus que ça : on discute de la hiérarchie des salaires et des fonctions, on réorganise les postes de travail de façon à ne pas toujours faire la même chose... Dans le même temps, on fait bien plus que de l'économie, on fait société : on parle, on se solidarise, on discute en assemblée générale de l'avenir, on prend du pouvoir sur soi en osant prendre la parole, et du pouvoir tout court en n'ayant pas peur d'avancer ses idées, on casse l'idéologie de la place innée de chacun / chacune dans la machinerie productive, on n'accepte plus impuissant que son sort soit réglé ailleurs et par d'autres, dans la sphère financière ou étatique, que la planète soit gérée par un cénacle de privilégiés, on brise à la fois la chaîne productive et la chaîne mentale ! Dans les usines Ford, au début du XXème siècle, il fallait recruter dix fois plus de personnes que nécessaire pour que tous les postes de travail soient pourvus de façon régulière, tant il y avait de démission d'un travail jugé inhumain et abrutissant !<sup>25</sup> Si cette organisation du travail a fait florès, c'est parce qu'il a fallu payer très cher les employé.es pour les faire rester, l'argent compensant le manque d'intérêt du travail. Ici comme ailleurs, faire machine arrière serait signe de progrès social.

Comment le communalisme peut-il prendre naissance effective, quel est l'angle d'attaque à mettre en place ? Un mouvement de fond est à lancer avec ces objectifs, Mouvement Ecologique Radical des Communes Insoumises (MERCRI !<sup>26</sup>). Proposer partout sur le territoire dès les prochaines élections de 2020 la mise en place de cette force, de ces principes, dans un rapport conflictuel à l'État. Le mouvement des gilets jaunes,

---

25 - K.Sward : The legend of Henri Ford / Kinehart / 1948

26 - Suite à l'appel de Commercy, voici MERCI

déjà constitué, peut tout à fait devenir le fer de lance de ces nouvelles institutions, tant dans sa formation que dans ses pratiques il a démontré qu'il n'était pas récupérable de façon politicienne. A la place de listes partidaires concurrentielles instituées qui, une fois en place, n'ont guère d'autre choix que de continuer ce qui se faisait déjà, dans les limites de leur budget, intervenir dans toutes les assemblées constitutives qui commencent à poindre, ou monter des listes communales où chacun serait convié d'abord à s'exprimer sur ces nouveaux principes de base, à les débattre. Ensuite, s'engager à mettre en route le rapport de force indispensable avec l'état, puis s'inscrire dans des commissions de travail constituant tout le spectre de la vie collective future à l'heure des grands défis qui s'annoncent. Pas de programme « clé en mains », mais réunion d'habitants et d'habitantes qui vont « faire le programme », directement issu de la vie quotidienne mais aussi des grands problèmes du temps : les écoles qui ferment, les logements à isoler, la mise en place de la souveraineté alimentaire, l'entreprise en difficulté, la ligne de chemin de fer que la région veut supprimer, l'énergie à trouver, l'eau, les déchets, l'hôpital, les maisons vides, le repeuplement des campagnes, la crise climatique... Il s'agit donc de dissocier dès maintenant le pouvoir du choix, en laissant le pouvoir au peuple, et en ne faisant du choix que l'expression momentanée et fonctionnelle des nécessités immédiates. Choix non pas entre des listes concurrentes, mais entre des actions diverses à entreprendre. Il n'y a rien de fondamentalement nouveau dans cette approche, et l'histoire est pleine de telles expériences à diverses échelles : les communautés villageoises affranchies au moyen-âge tel que nous l'avons rappelé, des cités républicaines, les soviets de Russie, les entreprises anarchistes dans l'Espagne en guerre, ainsi que tout le mouvement coopératif historique : budget participatif à Porto-allègre, élaboré par des milliers de personnes ; Mondragon, au pays basque, et ses 200 coopératives, qui existent depuis 50 ans et ont même leur banque ; Marinaleda en Espagne, le mouvement zapatiste au Chiapas, Vandoncourt dans le Doubs, mais aussi depuis les dernières municipales la petite commune de Saillans dans la drome. Il est intéressant de revenir sur cette expérience neuve et prometteuse. Face à un petit maire autocrate, désirant installer une grande surface dans sa commune, qui par là même aurait fait crever les rares commerces subsistants, une mobilisation a lieu un an avant les élections, qui se transforme en liste municipale, qui emporte tous les sièges aux élections ! Le fonctionnement fut ensuite radicalement différent : assemblées régulières, débats intenses, commissions qui font le plein... Trois cents habitants sur le millier de la commune qui participent régulièrement à la vie locale, qui prennent du pouvoir, qui savent tous que leur parole compte, et surtout qui se donnent les moyens d'agir, moyens cependant limités dans le contexte actuel. Résultat aux européennes : 27% pour les

écologistes, et 11% pour le RN, soit l'inverse du résultat national. Quand les gens s'investissent à fond, discutent, proposent, la solidarité s'exprime et le racisme recule.

Reprenons ce principe de subsidiarité et généralisons le sur tout le territoire, alors que l'inverse est à l'œuvre : transfert de plus de pouvoir à des assemblées de cumulards, éloignement des citoyennes par la création de communautés de communes, diminution par deux du nombre des régions, restrictions financières de l'état, etc. Le renouvellement, face aux gigantesques problèmes climatiques et sociaux qui nous attendent, passe par la plus importante relocalisation qu'il convienne de faire, celle de la démocratie, en retournant le slogan éculé du « vote utile » avec les pieds, en faisant de chaque commune une *mobilisation populaire permanente*. Créons pour commencer mille Saillans partout en France, dès les prochaines municipales. Ensuite, ces communes nouvelles définiront elles-mêmes leur propre territoire, à partir de cette donnée fondamentale que pour fonctionner démocratiquement, la petite taille est indispensable, mais aussi que de trop petites tailles ne donnent pas les moyens financiers nécessaires. Disons que cinq mille personnes est une taille convenable, parce que 4 personnes en moyenne par foyer font 1250 foyers par commune, une personne représentant chaque foyer, cela fait 625 personnes à réunir quatre ou cinq fois par an, pour fixer et rendre compte des grandes lignes politiques, soit un grand cinéma, une salle communale, chose tout à fait envisageable sur tout le territoire. Cela fait treize mille communes qui se dotent de tous les pouvoirs actuellement dévolus aux grandes entités administratives définies mais aussi de tous les bras armés ministériels déconcentrés, tels préfecture et entités ministérielles diverses, s'affranchissent en s'instituant omnipotentes, communes libres, déclaration symbolique dans un premier temps, le temps nécessaire pour atteindre une masse critique qui ne pourra que déborder dans un second temps. Dans les campagnes, les petites communes se fédèrent pour atteindre le seuil, alors que dans les villes, les quartiers se scindent jusqu'au seuil. Restera ensuite à prendre effectivement les pleins pouvoirs, ce qui ne pourra se faire qu'en engageant le fer contre l'État. Un maire est aussi représentant de l'état, donc supprimer les préfectures, reprendre les pleins pouvoirs dans l'organisation générale sociale, c'est redonner place et vigueur à de nouvelles formes de démocraties plus larges et plus ouvertes, c'est, de fait, rendre le peuple réellement souverain.

Dans un second temps, à l'échelon national, pour gérer les problèmes qui ne peuvent trouver solution à l'échelle communale et imaginer un futur possible (trains, énergie, sortie des énergies fossiles...), on respecte le bicamérisme en mettant en place les garde-fous nécessaires : assemblée législative paritaire, lieu des affrontements idéologiques nécessaires, élue au suffrage universel sur scrutin de liste national et à la

proportionnelle intégrale avec mandat non renouvelable, avec des député.e.s payé.e.s au salaire moyen, la députation étant une fonction représentative, et non un carriérisme politique. Une chambre des communes avec des représentants nommés par les communes et révocables à tout moment, en lieu et place du Sénat actuel, ventripotent et inutile. On peut imaginer un représentant pour 20 communes, soit six cent cinquante représentants au total. La chambre des communes sera directement issue de la population hors partis, et aura des comptes à rendre à chaque nouvelle loi votée. Un échelon intermédiaire régional peut être nécessaire, avec une vingtaine de communes rassemblées également et représentant donc une centaine de milliers d'habitants, traitant des problèmes régionaux délégués. Les deux chambres ont pleine compétence législative et l'initiative des lois, formellement interdite au gouvernement (RIC<sup>27</sup>, vote blanc, élaboration d'une constitution, et toute autre forme démocratique née du peuple...), et à l'inverse du système actuel c'est la chambre des communes, représentant le peuple et non les partis qui a le dernier mot. D'anciens principes réellement démocratiques mais jamais appliqués doivent être mis en œuvre, telle la séparation réelle des pouvoirs entre législatif, judiciaire, exécutif, avec des chambres totalement responsables de leur fonctionnement, avec un système judiciaire totalement indépendant de l'exécutif, avec un exécutif exécutant et non légiférant. Suppression du Conseil Constitutionnel, qui devient simple chambre supplémentaire du Conseil d'état, puisqu'en réalité ce sont bien des professeurs constitutionnels qui font le travail en amont et non les membres cooptés par le népotisme en place, suppression de tous les avantages indus de cette caste politique qui redevient simplement citoyenne par chacun de ses membres, et le gouvernement est nommé par la chambre des communes, issu de son sein. Il s'agit bien de *contraindre* l'état actuel, de le *borner* dans ses prérogatives, de lui *interdire* ses pratiques antidémocratiques, de *l'annihiler* en tant que suprématie responsable. L'état actuel est un ennemi des peuples, comme il l'a toujours été de par sa naissance même. De nos jours, il possède de plus en plus de pouvoirs, mettant en place des systèmes de contrôle et de coercition sophistiqués, de par les avancées technologiques, n'ayant jamais existé auparavant. Il faut tout d'abord l'affaiblir, car c'est de son affaiblissement et des prises de pouvoir populaires que naîtront les réelles avancées nécessaires face aux gigantesques défis qui nous attendent.

Le judiciaire devra être totalement indépendant de l'organisation de l'état, et soumis à l'administration de la chambre des communes seulement dans son fonctionnement, ses prérogatives étant sous l'essor des communes. Le ministère de la justice sera supprimé, attentatoire à la séparation des

---

27 - RIC : Référendum d'Initiative Citoyenne

pouvoirs. Les juges professionnels seront nommés par les communes ou leurs regroupements, ce qui les mettra hors circuit des pressions de l'exécutif. Des cercles de résolution de conflits, des juges de paix,<sup>28</sup> heureuse expression, seront instaurés dans chaque commune sous son autorité. Ce pourrait être de simples citoyens, à tour de rôle, secondés par des magistrats professionnels si besoin est. Puisqu'on fait déjà appel à l'heure actuelle aux citoyens pour les affaires criminelles dans les cours d'assises, avec le pouvoir d'envoyer des personnes en prison à vie, nul doute qu'on ne puisse le faire aussi pour résoudre nombre de problèmes du quotidien beaucoup moins difficiles. Ce faisant, c'est une justice populaire qui se mettrait en place, au plus près des habitants, issue des communes nouvelles, non plus répressive mais organisatrice du quotidien, avec des citoyens prenant régulièrement la place de médiateurs et d'arbitres, mais aussi avançant des solutions qui n'ont pas leur place dans l'ordre juridique actuel. Les sanctions, la prison, avec une population d'un tiers des personnes en prévention puisque non encore jugées, donc innocentes, devront être reconsidérées dans leur entier, tant il est improbable qu'une participation massive des citoyens au quotidien ne puisse trouver là encore des solutions originales. En même temps que punir, une société se devant de protéger *tout* ses membres, il s'agit bien de mettre en place un système d'accompagnement, de soins, de réinsertion pour les prisonniers, les hors-circuits, puisque *membres* de cette société. Dans un premier temps, pour vider les prisons de tous ceux qui n'ont rien à y faire, victimes sociales avant d'être coupables individuel.les, les nouvelles communes pourraient d'ores et déjà se saisir de cette opportunité pour avancer des solutions originales, car les futures séances de tribunaux, n'en doutons pas, seront plus sûrement celles de la comparution des crimes écologiques et économiques que celles de la petite délinquance, celles des profits éhontés, des passe-droits, du népotisme, en un mot de la délinquance en col blanc de ceux qu'on appelle les « élites » que celles de la pauvreté ! La précarité, l'analphabétisme et l'isolement sont les causes principales d'emprisonnement. Seulement 0,4% des personnes condamnées à de la prison le sont pour crime, et la moitié des peines ont moins de deux ans. On peut dès lors affirmer que l'on peut vider les prisons de la moitié de leurs effectifs en confiant les prisonniers à des communes chargées de s'en occuper, avec des commissions adéquates, au vu et su de la population, plutôt que d'embaucher des gardiens supplémentaires comme la myopie syndicale corporatiste traditionnelle nous y invite.

L'État est à ce jour le représentant de la classe dominante, et il a su bien évidemment mettre en place les conditions de son renouvellement, ayant réussi à phagocyter toutes les « oppositions ». Mais des fractionnements d'États se

---

28- **Const.24 juin 1793 : art 88** / Il y a des juges de paix élus par les citoyens des arrondissements déterminés par la loi. **art 91** / Il y a des arbitres publics élus par les assemblées électorales.

font jour : les écossais qui souhaitent retrouver une autonomie, les catalans qui souhaitent faire sécession, les basques, abandonnant la lutte armée pour se retrouver puissance locale, les corses et leur velléité d'indépendance depuis longtemps... Ces évolutions sont positives. Au plus les états seront petits, au moins ils seront forts et à même de jouer un rôle mondial ! Au moins les états seront forts, au plus les structures dont se doteront les citoyens à la base le seront. Favoriser l'émergence de petits états là où l'intention s'en fait sentir, rendre autonomes à l'intérieur d'un état d'autres entités géographiques le désirant, et borner la puissance des états là où les citoyens s'en donnent les moyens.

Renforcer le pouvoir souverain, c'est faire en sorte que la société s'autorégule hors du pouvoir de l'État, et c'est, dans un second temps, permettre à cet état de faire de même sur son sol par rapport aux multinationales qui dominent le monde, et s'en donner les moyens par le fait que localement et en de multiples lieux, celles-ci seront sous les feux des regards citoyens, de par leurs prérogatives générales, avec non plus l'omnipotence des actionnaires absents mais la présence quotidienne du peuple. En municipalisant la grande distribution par exemple, en interdisant l'extension des zones commerciales qui mangent l'espace agricole et qui contrôlent la chaîne entière de distribution imposant ses prix, en équilibrant le territoire entre petits commerces de proximité et grandes surfaces de façon à en faire un débat permanent, une complémentarité et non une concurrence folle. Le pouvoir municipal s'exerçant dans tous les domaines et en tous lieux, y compris à l'intérieur des entreprises, la politique fondamentale de la ville s'en trouvera automatiquement transformée. C'est ensemble que les habitants construiront leur futur.

D'autre part, on ne nous fera jamais croire qu'un état, disposant de la police, de l'armée, du droit, reconquérant sa monnaie, soit pieds et poings liés face aux multinationales ! C'est bien qu'il y a une abdication totale de ce type de pouvoir si cela arrive, et l'on en connaît les raisons, qui sont les carnets d'adresse, les liens de passage, le pantouflage entre toutes les structures des classes politiques et industrielles et la sacro-sainte défense de la propriété privée. Si le pouvoir de la contrainte doit exister, c'est bien dans cette direction qu'il doit s'exercer, envers celles qui mettent la planète à sac sans le moindre remord, sans la moindre considération, empochant les subsides et se dégageant de leurs responsabilités. La puissance d'un état, basée sur une société réellement démocratique peut être un ferment gigantesque de transformations futures, les idées sociales dégagées de la chape de plomb de la gangue idéologique libérale présentant ses logiques « naturelles » ne pouvant qu'être régénératrices d'une démocratie générale.



Le même consensus démocratique dit encore que le peuple « *consent à l'impôt* », <sup>29</sup> formule consacrée, alors qu'on ne lui a jamais demandé son avis, et que des assemblées auto proclamées l'ont simplement écrit dans les mêmes grands textes sacrés, et que la classe politique et économique dominante essaie d'y échapper dans le même temps : patrons du CAC 40, ministres, grands sportifs, artistes, ... Entre l'amour du pays proclamé haut et fort et leurs finances bien cachées, le choix est vite fait ! Quant aux autres multinationales, GAFA <sup>30</sup> et cie, elles ne font que les optimiser dans un système taillé à leur mesure. Souvenons nous toujours du mot du ministre de l'économie allemand à propos des grecs et de leur dette, qui avaient voté en un référendum le non remboursement de celle-ci, situation familière au cours de l'histoire, où les dettes ont été abolies maintes fois, <sup>31</sup>dette les étranglant : « il n'est pas question qu'un référendum puisse dicter sa loi aux traités » ! Tout est dit ! Mieux vaut laisser crever la population plutôt que de lui donner de mauvaises habitudes ! Tout un chacun est bien conscient qu'il faille des trains, des écoles et des hôpitaux, de l'investissement productif, et donc prendre une part du revenu global pour la collectivité, mais chacun sait aussi que, comme toujours, les plus puissants peuvent facilement s'exempter de faire ce qu'ils conseillent à la multitude (paradis fiscaux, négociations, fuites, chantage à l'emploi...). Donc on a masqué par de grands textes symboliques l'imposition du fait du prince, et installé un système de coercition d'où le quidam moyen ne peut s'extraire mais où le puissant nage dans les eaux boueuses de la cupidité. Donc, puisque nous *consentons* à l'impôt, autant le percevoir et le gérer nous-mêmes, puisque nous *consentons* à la démocratie, autant l'imaginer et la faire nous-mêmes. C'est d'abord et avant tout en se réappropriant l'impôt et la monnaie que toute révolution sociale avancera. Le fameux mot de Rothschild disant « *donnez moi le pouvoir monétaire de n'importe quel pays, et peu m'importe qui fait les lois* » en est l'exemple le plus frappant. Dans cet objectif, les communes réunies se donnent un pouvoir monétaire. Elles ont déjà les impôts locaux, mais en plus elles s'octroient la TVA, ayant de nouvelles et grandes compétences dans tous les domaines. Cela prive l'état de sa ressource principale, qui représente la moitié de son budget, et donc l'affaiblit au profit du peuple, thèse recherchée. Ceci provoquerait déjà un séisme national, car c'est d'un vrai pouvoir d'intervention au quotidien dont se dotent ainsi les communes. Tout individu, toute structure, paie la TVA lors de ses achats, et celle-ci est collectée par les entreprises et reversée au trésor public. Il suffit que les entreprises reversent cette taxe aux communes nouvelles constituées, dans un système de

---

29 - DDHC - Art. 14. Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

30- Google, Amazon, Facebook, Apple

31- Graeber David – Dette – 5000 ans d'histoire – Les Liens qui Libèrent - 2013

péréquation à inventer pour que chacune ait à peu près le même budget, puisque de même taille, pour donner à celles-ci des moyens énormes<sup>32</sup>. Cette collecte pourra, dans un second temps, aller de pair avec la mise sur pied de banques populaires municipales ou supra municipales, ayant à leur disposition une masse d'argent considérable, et pouvant dès lors prêter cet argent, octroyer des crédits, installer les productions diverses indispensables face aux événements qui viennent, développer la commune, installer des paysans, des entreprises ou de nouvelles entités productives fonctionnant différemment... Ceci aurait une toute autre dimension que les monnaies locales ou le revenu universel. Ceci permettrait aussi à l'économie de se développer d'une autre façon : à la place du discours lénifiant de « l'entrepreneur individuel qui prend des risques et mérite son profit », même s'il se sert de la rivière qui coule à côté comme d'un dépotoir, et sans se préoccuper de l'utilité de son produit du moment qu'il rapporte, nous aurions un développement pensé globalement à petite et grande échelle, intégrant par la pensée et par l'action tout le monde, l'argent redevenant de fait chose publique, réappropriation populaire. Des banques locales fonctionnant comme les comptes municipaux, suivis régulièrement en ligne par les citoyens, à l'heure d'Internet ce n'est pas difficile. Quant à l'argument à l'encontre de la TVA, nous sommes bien conscients de cet impôt limite, mais c'est là le moyen le plus rapide et efficace à mettre en œuvre. Ce contre quoi il faut lutter, c'est la concentration des pouvoirs entre les mêmes mains à quelque échelon que ce soit. Plus question d'avoir des élus permanents qui s'occupent de tout, une classe politique dont l'objet principal est sa perpétuation en tant qu'espèce nouvelle au sein du vivant, qui passe d'assemblée locale en assemblée nationale, d'assemblée nationale en assemblée européenne, pour revenir au sénat, puis dans le département... Y'a basta ! Ces communes nouvelles se donnent le pouvoir de déterminer ce qu'elles veulent consacrer aux différentes entités en tant que budget, mais aussi à l'État ! Nous avons là tous les ingrédients d'une vraie révolution pacifique, d'une vraie démocratie à inventer au quotidien, de vrais pouvoirs d'intervention immédiats. Gageons que ces communes inventeront de nouvelles façons de procéder en ce qui concerne la propriété, la pauvreté, les droits des personnes et des groupes, mais aussi de l'entité globale à mettre en place, puisqu'elles auront des moyens importants et surtout de par le fait que leurs décisions seront collectives, discutées, amendées, œuvre commune élaborée et non imposée, les contradictions sociales les traversant pouvant être discutées localement, au plus bas des instances... Par exemple, en commençant par s'attaquer à la misère dans notre pays. Quelle aberration que ces tentes de SDF sur les trottoirs soixante dix ans après l'appel de l'abbé Pierre ! Pourquoi pas des yourtes dans les parcs publics, la

---

32- Environ 10 millions d'euros par commune de 5 000 ha.

réquisition des campings, des bureaux et appartements vides... Il y a trois millions de mal-logés en France, mais aussi trois millions de résidences secondaires ! Hasard sans doute ! Chassons le superflu, le luxe, les yachts, hors-bords, châteaux, hélicos, ferrari, pour se consacrer à l'essentiel : logement décent pour tous, alimentation de qualité pour tous, éducation, santé et dignité égale.

Cette nouvelle démocratie devra également prendre des mesures effectives nationales pour assurer et sa pérennité et une vraie justice : interdiction de la spéculation, lutte contre les paradis fiscaux par l'enfermement préventif de tous les conseils d'administration des banques qui se seront laissé aller à ces pratiques, tout comme l'a encore fait l'Islande. Nous avons là tous les ingrédients d'un changement systémique à grande échelle qui doit déborder sur tous les peuples. Il ne faut pas se leurrer, il va y avoir un dérèglement complet de la société à partir d'une masse communale critique nécessaire pour se poser en interlocutrice de poids face à l'État. Mais là est la possibilité des solutions que les circonstances exceptionnelles dans lesquelles nous sommes plongés exigent !

Le troisième champ décisif sera celui de l'emploi, au sens traditionnel du terme. Jamais la population ne rejoindra un système fait de plus d'incertitudes, si elle n'a pas l'assurance d'une vie meilleure pour tout le monde, qui passe par les moyens de vivre, l'emploi, mais aussi par une réorganisation totale de celui-ci, notamment dans la redéfinition des besoins. L'important sera que chacun soit sûr de manger à sa faim, d'être bien logé, avec des services publics sociaux efficaces assurés par les communes. De profondes réflexions à la base permettront de reconsidérer tout un système de besoins, de même que la façon de travailler, qui ne transitera plus forcément par des entreprises ou l'Etat, mais par des systèmes locaux d'entraide et de travail, comme par exemple, en son temps, l'association des castors de Saint-Étienne fabriquait des maisons pour chacun de ses membres, ce qui mettait en branle bien plus qu'une construction, une solidarité fondamentale entre les membres qui se prolongeait bien après la construction. Imaginons encore mobiliser quatre ou cinq millions de chômeurs actuellement fichés, montrés du doigt, vilipendés, plus tout ceux qui souhaitent travailler sans être inscrits nulle part... Plus que de l'emploi, droit constitutionnel constamment galvaudé, contrairement au droit de propriété, abondamment délibéré, il s'agit de faire de l'organisation sociale le déterminant des besoins. C'est à une diminution drastique du temps de travail contraint à laquelle nous assisterions, laissant du temps libre pour s'occuper de la chose commune, mais aussi pour réparer les dégâts du progrès.<sup>33</sup> Mais plus encore, des pans entiers de travail nocif et inutile devraient être carrément supprimés : publicité, voitures en surnombre, amusements de la galerie, émissions

---

33- CFDT : Les dégâts du progrès – coll « points » - Seuil - 1977

débiles, luxe ostentatoire, armes... L'imagination doit enfin venir au pouvoir ! Tout comme l'idée des révolutionnaires de 89, en faisant des communes, était de faire de petites républiques avec leur parlement, le conseil municipal, en installant jusqu'au moindre recoin de la France, dans la plus petite campagne reculée les ferments révolutionnaires d'un ordre nouveau et d'une vraie démocratie, l'idée communaliste est bien de pousser le bouchon encore plus loin, en dotant ces communes de leurs propres moyens financiers par l'impôt et les banques municipales, de leurs propres moyens législatifs par l'élaboration des prémices de lois futures, et d'un débat démocratique permanent sur ce qu'il convient de faire, sans laisser personne au bord du chemin.

Mais pourquoi de petites communes fédérées à un échelon supérieur, feraient-elles mieux qu'un état ? Si l'on prend comme critère unique l'appréhension de la crise climatique, on ne peut guère se tromper, vu qu'à part de grandes messes et de grands colloques tout autour de la planète, qui en terme de coûts financiers et carbonés sont exorbitants, rien ne bouge, que les décisions essentielles ne sont pas prises, que quand elles sont prises elles ne sont pas contraignantes, que quand elles sont contraignantes elles ne sont pas appliquées ! Donc de telles communes ne peuvent faire moins, car moins que rien ça n'existe pas. Mais peuvent-elles faire plus ? Une donnée essentielle, longtemps niée mais aujourd'hui largement partagée va changer en peu de temps toute la vie des gens : les effondrements ! Climatique, économique, financier, sanitaire... On va bouger parce qu'il y a nécessité ! Ce faisant, une puissance est à l'œuvre, la lutte contre l'atomisation de l'individu chère à nos sociétés, le regain de pouvoir collectif, car les discussions politiques touchent les gens lorsqu'il s'agit de la résolution de problèmes concrets. De plus, une autre force agissante est aussi à l'œuvre : la certitude de la réduction inexorable des inégalités. L'insulte quotidienne de la doxa libérale sur le mérite, la richesse extrême éhontée présentée comme normale, naturelle une fois encore, établissant une hiérarchie naturelle elle aussi, la théorie du ruissellement, l'œuvre artistique prioritaire de la sculpture de soi-même, les inégalités comme moteur de la croissance, le self-made-man, l'écart insupportable des revenus, le mépris des classes supérieures, la pub aux mille femmes étalées, tout ceci ne rencontre pas une minute l'assentiment de la majorité lorsqu'elle est consultée, réunie autour d'une table à discuter et à établir des priorités, car tout ceci ne concerne que l'individu isolé dans sa tour et devant sa télé, proie des marchands de rêves destinés à le rester. Quand il s'agira de trancher le débat entre remplir la piscine du bourgeois du coin ou arroser les jardins communaux partagés car l'eau sera devenue un bien rare, la décision sera vite prise. Quand il s'agira de discuter d'éducation, de santé, de pollution, de nourriture saine, du nombre de cancers qui

augmente... avec la puissance du débat et sachant avoir les moyens financiers d'y faire face, la société prendra un autre chemin. Toutes les petites coopérations à petite échelle ne peuvent que déboucher sur de grandes coopérations à grande échelle. La mise en chantier de chacun dans la totalité de sa vie, le pouvoir de transformation qui va avec, les budgets et l'initiative, ne peuvent que se traduire de la même façon à l'échelon supérieur. L'agriculteur qui participe depuis plusieurs mois, avec courage, dans une assemblée populaire où l'on dénonce la mal-bouffe, l'ouvrier qui œuvre à l'amélioration des circuits d'eau de la petite commune qui n'a pas les moyens de payer un emploi, alors que l'usine où il travaille émet des rejets dans la rivière proche, le chômeur qui pourrait accomplir un travail qui ne peut être fait que par l'entreprise dans un cadre déterminé imposé, l'instituteur qui en a marre de voir ses enfants en classe scotchés à des tablettes parce tel en a décidé le rectorat, la personne atteinte d'un cancer et qui, au lieu de rester cloîtrée, vient témoigner, et se rend compte qu'elle n'est pas seule, ne peuvent rester indifférents à la vie telle qu'elle se déroule, surtout quand ils ont conquis *le pouvoir d'agir au quotidien*.

Ensuite, d'autres pans entiers de la vie actuelle ne peuvent que s'en trouver simplifiés. Des ateliers locaux de réparation, une simplification drastique des objets qui nous entourent, la lutte contre l'obsolescence programmée, la fin de la sophistication (qui arrivera d'elle même de par la pénurie de métaux et d'énergie qui nous attend).<sup>34</sup> Il y a cinquante ans, une boîte à outils était livrée avec chaque voiture et une panne se traitait au bord du chemin. De nos jours, il faut une assistance totale avec téléphone, dépanneuse, personnel qualifié et valise électronique. On est au tout jetable, mais rien n'empêche de faire machine arrière, c'est à dire de se projeter dans une société qui a *déjà existé*, où les objets du quotidien étaient *tous* réparables, et où existaient les métiers pour ce faire et où l'on ne jetait rien.

Ensuite, au lieu de la construction de mégapoles anonymes, le retour dans les villages campagnards, la réinstallation de milliers de paysans et des métiers qui tournent autour, le fractionnement des grandes entreprises agricoles, la densification de l'habitat rural, l'installation dans les maisons de campagnes de nouveaux habitants permise par un impôt féroce qui oblige à vendre ou louer les résidences secondaires, la remise en route des trains de campagne permise par une politique d'abandon de la voiture à terme partout où c'est possible, la reconquête des espaces publics, la construction de ceintures vertes aux alentours de toutes les villes et villages donnant de façon certaine à manger à tout le monde, réaffirmant ainsi les autonomies sociales, réinstallant de formidables liens sociaux. L'important étant que chacun ait le sentiment qu'il peut

---

34- Philippe Bihouix : L'âge des low-tech – Coll anthropocène – Seuil - 2017

être un acteur déterminant du processus. La hiérarchisation de l'indispensable, du nécessaire, de l'utile, du jetable. Procéder ainsi, c'est bien plus qu'installer une vraie démocratie, c'est réinstaller l'économie comme sous-ensemble de la société, place qu'elle n'aurait jamais dû quitter, c'est réinterroger le sens de la société, c'est remettre la solidarité comme ciment social en lieu et place de l'argent désintégré social. Rendre le sujet puissant, imaginaire, actif dans son quotidien, c'est le début de la fin de l'aliénation. L'aliénation inclut la hiérarchie, la peur de la hiérarchie, l'obéissance à la hiérarchie, l'impossibilité de dire, de faire ce qu'on pense, de donner des avis, d'influer sur la marche de l'entreprise, de la société. L'aliénation se rencontre aussi dans les apparences qui voilent les faits. Toute action nécessite de la dépense de travail, de l'énergie au sens physique, mesuré en joules et watts, et une action transformatrice sur la matière au sens social. Tout changement dans l'ordre du monde, construire une table, transporter un colis, soigner un enfant, dessiner une maison... est donc dépense d'énergie. La fin de l'aliénation est donc aussi le fait de la prise de conscience que tout ce qui fait monde est l'œuvre de l'humanité, mais que certains ont pouvoir sur d'autres, s'accaparent de ce fait plus que les autres, et que quand cette prise de conscience arrive, c'est une libération qui se fait jour. A l'impuissance succède la puissance de vie. Nous ne serons pas en démocratie tant qu'un seul homme, une seule femme, un seul enfant, un seul pays sera exclu de la démocratie. Il n'y aura pas de démocratie réelle tant qu'un seul des membres de la société sera dépossédé des moyens non seulement de subsister mais aussi de penser, ayant élaboré les pouvoirs conceptuels nécessaires à l'écriture de sa vie et de la vie de l'humanité, la capacité des hommes à se réaliser eux-mêmes par l'intermédiaire des structures qu'ils créent. C'est au plus près des gens que les choses importantes se décident, avec eux, sans perdre de vue la relation globale qu'il doit y avoir. Cela veut dire insuffler des dynamiques au sein du corps social. Cela veut dire aussi que le théâtre, la poésie (tel Augusto Boal<sup>35</sup>, tel Paulo Freire<sup>36</sup>), seront aussi importants demain dans le champ social que l'économie aujourd'hui, parce que permettant aux individus la création, qui se retrouvera également dans la vie de la cité, l'individu ayant fait tomber ses chaînes mentales pour s'instituer citoyen à part entière tous les jours de sa vie et non seulement une fois tous les cinq ans. Au travail succédera la création, et de l'objet et des conditions, qui est recherche, activité mentale de l'homme, à mille lieux des gestes répétitifs aliénants. Les personnes qui travaillent dans les domaines créatifs, que ce soit d'art ou de recherche, ne comptent jamais les heures qu'elles font, de même que l'entraide entre copains dans des domaines spécifiques : réfection de maisons, réparation d'ordinateurs, culture... Une société écologique ne peut qu'être une société

---

35- Augusto Boal, théâtre de l'opprimé – La découverte – coll poche

36- Paulo Freire, pédagogie des opprimés – Libertalia

créatrice dans chacun des membres qui la composent, elle ne peut que rejeter le travail à la chaîne, les productions néfastes et les heures creuses. S'instaurant créateur, l'homme transcende son réel et le façonne à sa main. Les conditions de la survie ne pourront qu'être l'œuvre de l'homme créateur, c'est-à-dire celles de chaque homme créateur : *"la poésie sera faite par tous, ou ne sera pas"*, disait Lautréamont. Être créateur, c'est d'abord briser les chaînes aliénantes et quotidiennes de l'être impuissant, terrassé par la vision des montagnes qu'il doit gravir et soumis au bon vouloir des puissants, créateurs d'aliénations. Nous devons passer de la société récréative, productrice d'aliénations, de conformisme, d'idées reçues, de télévision abrutissante et de médias à la botte, qui filme l'élevage des veaux en batterie en même temps que le gavage des cerveaux en amphi, à la société créative dans tous ses représentants, individuels et collectifs. A l'effigie d'un Taylor amoureux des chronomètres et des gestes répétitifs décervelants, substituer celle d'organismes autogérés intégrant l'intelligence de chacun, et, en plus, laissant du temps pour vivre.

Penser le monde, c'est le transformer. La nouvelle démocratie à mettre en place est celle du pouvoir que se donnent groupes et citoyens de transformer le monde. C'est donc faire sien des savoirs, des compétences, de l'information, en vue de les prolonger dans une action utile à la société. Cela suppose la construction, chez chaque individu, de capacités opératoires, cognitives, mettant en relation des données, élaborant des concepts organisateurs. Face au chacun pour soi libéral, il y a nécessité de retour au peuple, au pouvoir du peuple, par des capacités collectives d'organisation, d'individus se réalisant par et dans le groupe. Plutôt que chercher chacun sa place dans une entreprise en essayant de se vendre sur le marché du travail, faire entreprise commune, bâtir ensemble. Que chaque individu s'intègre au monde en tant que sujet agissant, parce qu'il en a les capacités créatives, ainsi que celles de théoriser ses actions sur ce monde. La théorisation impose la transformation, qui impose à son tour le changement de statut de chacun. Il s'agit bien pour chacun/chacune de prendre tout pouvoir sur le monde, car c'est seulement en exerçant des pouvoirs qu'on les acquiert, comme c'est en exerçant la responsabilité, la liberté, qu'on devient responsable et libre. Il n'y a pas d'apprentissages préalables dans un champ donné, qui se transformeraient en savoirs opératoires dans l'instant où le lieu d'après. Tous les apôtres des incapacités, des spécialisations, des difficultés inhérentes aux problèmes complexes, ne sont que les propagandistes des situations figées, les profiteurs du système, les partants pour la lutte des places. C'est en plaçant les hommes dans l'exercice de la responsabilité, avec tous les pouvoirs que donne celle-ci, que l'on apprend celle-ci, et c'est en devenant libre que l'on apprend la liberté.

Faire des citoyens veut dire, là encore, renverser la problématique actuelle et faire de l'accès aux savoirs le véritable

fondement de la démocratie, en lieu et place du laisser-faire économique libéral qui, sur ses valeurs de compétition et de sabotage de la planète produit des individus uniformes dans leurs façons d'être et de consommer. C'est par le sens que les sociétés se donnent de la culture, et c'est par elle que nous ferons reculer la barbarie et l'état de guerre larvée qui sévit de partout. A la veille de la guerre du golfe, 80 % des français étaient contre celle-ci. Au lendemain de la déclaration, le rapport était inversé ! Fatalité ? Non, mais impuissance programmée depuis l'enfance par un système éducatif qui cloisonnant l'apprentissage de la réflexion sur le monde, interdit à l'individu de devenir citoyen.e. Il faudrait d'abord apprendre pour penser ensuite. Mais comment être un adulte citoyen quand, dans les premières années de la vie collective, dès l'école, on n'a rencontré qu'obéissance, hiérarchie, soumission, classement, etc.? Comment s'étonner, après, que la domination des gagners se fasse avec le consentement de leurs victimes ? L'horreur est autant dans l'acceptation de la guerre que dans la guerre elle-même.

Pour construire une nouvelle citoyenneté, une révolution dans la pensée s'impose, révolution des utopies, des comportements, des raisonnements. Comment accepter la guerre, un seul SDF, le meurtre annuel de 300 femmes, les enfants battus...? La vraie violence est là, et non pas dans le bris de vitrines ! La place que chacun occupe est le produit simultané d'une violence réelle et d'une violence symbolique, et le SDF est le résultat naturel d'un système où chacun n'a pas sa place, où la collectivité des hommes ne travaille pas pour chaque homme, mais où chacun ne travaille que pour lui-même, selon les bons principes libéraux, négation historique de l'instinct grégaire, de la culture et de la collectivité. Il faut insuffler les débats sociaux (drogue, vente d'armes, police, justice, prostitution, place des femmes, école, ...) dans les assemblées communales avec comme explicite que cette réflexion collective trouve un aboutissement général. Il faut travailler les représentations mentales du corps social, dans des états généraux permanents. Il faut également que dès l'enfance, une citoyenneté dans le savoir s'installe.

Dans ce sens, il est impératif tout d'abord de transformer complètement le système de transmission des valeurs par l'éducation, base de la transmission de toutes les valeurs d'une société, espace où s'élaborent ici, dans les démocraties représentatives internes, les notions de compétition, de hiérarchie et de soumission, par les notes, classements, compétences individuelles... L'éducation véhicule ses valeurs dominantes par des pratiques d'enseignement castratrices, provoquant et véhiculant des inégalités, une idéologie à l'insu même des agents de transmission. Tout système éducatif est à l'image de la société qui le porte, et la désintégration de la notre ne pourra que mettre en place un nouveau système à même de devoir régler les plus grands problèmes de tous les temps. *"La*



*question de l'éducation nouvelle est la plus grande du temps présent*", écrivait déjà Romain Roland dans les années trente. Celle-ci, on l'ignore quelquefois, plonge ses racines dans une lointaine histoire, celle de toutes les pensées rebelles à l'assujettissement de l'homme, celle de la Boétie, de Rousseau et de bien d'autres : Makarenko, Cousinet, Ferrer, Freinet, Korczak : *"l'enfant commode, disait ce dernier, c'est le rêve de l'éducation contemporaine... bon, obéissant, docile. Pense-t-on jamais à cet homme veule et lâche qu'il risque de devenir ?"*. Il savait de quoi il parlait. Socrate des temps modernes, il choisit de mourir à Tréblinka avec les orphelins du ghetto de Varsovie dont il s'occupait, refusant de s'échapper alors qu'il en avait eu la possibilité, après avoir aussi refusé de porter l'étoile jaune en pleine guerre raciale ! Quand on pense à la richesse sociale de ce type d'homme, tandis que la société du spectacle nous donne à admirer des footballeurs ou des miss France, on ne peut que rester confondus devant le vide béant de la vie actuelle ! Comment continuer à se satisfaire de l'école de classe créée par la bourgeoisie, laïque et républicaine, fondée sur l'illusion largement répandue de l'accès de tous au savoir et à la conceptualisation du monde, à l'égalité des chances ? Et si, historiquement, on ne peut admettre que comme un bienfait l'école obligatoire et la séparation de la mainmise de l'Église sur elle, force est de constater qu'on ne s'est pas séparé de la mainmise de l'État et des valeurs libérales qu'il véhicule. Une réalité évidente depuis longtemps, et contraire à la pensée progressiste qui fait de l'école un lieu d'émancipation, est que l'école fonctionne bien, en ce sens qu'elle fournit au monde économique les forces et les cerveaux dont il a besoin, par ses pratiques de sélection. Car en réalité le véritable échec est là et très profond. Il est l'échec même de la réussite scolaire, que l'on peut voir tous les jours : comment des ingénieurs aguerris aux mathématiques, aux connaissances sur l'énergie, ont-ils pu laisser se développer l'énergie nucléaire, le chauffage électrique, non sans énergétiques ? Comment, en tant qu'architecte peut-on construire des tours énergivores, comment, en tant qu'économiste peut-on prétendre résoudre la crise par un surplus de croissance, comment en tant que chercheur peut-on tranquillement se placer dans la recherche militaire, inventer des clones ou des OGM etc. ? L'école actuelle, c'est la réussite du parvenu, la non maîtrise de la pensée, la pyramide intellectuelle des titres étant censée apporter la caution crédible. Mais il suffit de poser des problèmes réels, à tous niveaux, du CM à l'université pour constater l'implosion des connaissances laborieusement empilées, l'inhibition de l'imagination créatrice, l'individualisme des approches. Lire le monde avec des habitudes de pensée scolaire, c'est prendre ce qu'on voit pour le sens des événements, c'est être préparé au chewing-gum télévisuel des yeux, c'est-à-dire à être spectateur au fond de son fauteuil après l'avoir été dix ou quinze ans en classe.

Qui parle une langue étrangère, qui a compris et intégré les phénomènes essentiels de la physique, qui dépasse le niveau primaire en mathématiques, etc. après être allé 15 ans à l'école ? Le grave problème de l'école actuel est celui d'un empilage de connaissances coupé des conditions de sa naissance, de son histoire, et prêt à servir rapidement, dans des conditions données, afin de pouvoir être mieux oublié le lendemain. Le second grave problème de l'école actuel est celui d'une totale soumission des enfants à l'ordre institué, des enseignants à leur hiérarchie, de la hiérarchie à la hiérarchie. Il n'est que de voir ces rangées de chaises alignées faites pour écouter la bonne parole d'un cours magistral de celui qui sait vers ceux qui ne savent pas, assis pendant des heures. C'est toujours en contraignant le corps que l'on finit par contraindre l'esprit. L'échec massif de l'école est encore plus visible une fois qu'on en est sorti : qui continue de lire, de s'instruire, de se former ? Qui s'inquiète des effondrements qui s'annoncent, des pics de pétrole, de l'augmentation du nombre de personnes sous le seuil de pauvreté, des migrants qui arrivent par bateaux entiers, contraints de fuir de par nos guerres lointaines ? L'école, qui devrait conduire à l'autodidaxie tout au long de la vie, conduit en fait au fatalisme, et en conséquence à la reconnaissance des élites et des chefs.

Il y a dans tout acte d'éducation une contradiction capitale : peut-on former quelqu'un ? Que ce soit pour apprendre la bicyclette, à parler, à tenir debout, à penser, un enfant, un adulte, ont besoin d'être les sujets des actions transformatrices qu'ils ont sur le monde, et des réflexions qu'ils peuvent faire par rapport aux propriétés de ces actions. C'est le contraire des dictées, des cours, des résumés à apprendre par cœur, des leçons, des autorisations à demander. Mais pendant quinze années, le sujet intériorise les règles du système car c'est un moyen de s'en sortir et de se fabriquer en tant que gagnant, valorisé par ces mêmes règles qui pénètrent au cœur des apprentissages. Ce n'est pas des gagnants qu'il nous faut fabriquer, mais des gens qui pensent par eux-mêmes, qui mettent en cause les statu-quo, les hiérarchies établies, les vérités révélées, les dogmes, la soumission. Provoquer à penser ne peut se faire que par des prises de pouvoir dans un double mouvement : on ne peut être responsable de ses actions que si on pense, et on ne peut penser que si on est responsable de ses actions. Cela suppose autour de l'éducation un vaste champ d'idées nouvelles, une révolution dans les mentalités. Où en sont les agents de transmission dans leurs pratiques ? Est-ce qu'ils classent, notent, hiérarchisent, comparent, ou est-ce qu'ils essaient de créer des situations de réussite collective, est-ce qu'ils forment des battants du système ou est-ce qu'ils cultivent des avancées de concert ?

Le plus important, c'est l'invisible. Quand il y a un cours de mathématiques, qu'y a-t-il là-dedans de non mathématique ? Il y a que je sais que les mathématiques sont un instrument de

sélection, qu'il vaut mieux faire en même temps du latin et de l'allemand, que c'est abstrait, qu'il faut avoir une bosse à la naissance et que si je ne l'ai pas tant pis pour moi, etc... Quand on construit un savoir, on construit des raisonnements et on mobilise des capacités à structurer ces savoirs. Quand un enfant explique à un autre comment il fait pour faire 38 plus 14 avec l'associativité, c'est beaucoup mieux que s'il dit 52, parce qu'il a construit une vraie compétence, c'est à dire une opération mentale logique qui est condition de structuration de tous les savoirs. Ensuite, il s'est construit que lui, il y est arrivé, en recherche avec les autres, et ça c'est une dimension de savoir et une dimension éthique. Ensuite, il s'est construit que le savoir n'est pas réservé à une élite, qu'il ne descend pas du ciel ni du maître mais qu'il se construit dans l'action, qu'il ouvre d'autres champs d'intervention. Ensuite, le sujet à une conception du monde tout à fait différente : il devient un acteur de la transformation du monde ! Mais l'école actuelle, elle, est à cent lieux de ça : elle transmet des savoirs morts car coupés de leurs contextes d'élaboration, historique et conceptuel, elle annihile toute imagination créatrice, elle crée un artifice virtuel, un espace et un lieu où il suffirait de s'asseoir pour savoir ! Puissance du verbe, magie des mots, exhalaison des incantations! Ce faisant, elle façonne des esprits dans une obéissance sans faille, et modèle des comportements d'attentisme, tout en fustigeant la passivité qu'elle crée, tout en maudissant le faible taux d'écoute. Elle va plus loin encore : elle tue l'école buissonnière de la réflexion alors que la science s'en nourrit, elle érige le savoir en question de spécialistes qui font qu'ensuite leur vie durant les humains iront chercher leurs réponses chez les autres oubliant de se poser leurs propres questions, prélude nécessaire à leurs propres savoirs. Plus encore, l'école véhicule l'idéologie de neutralité au cœur des apprentissages (neutralité politique de la matière et neutralité conceptuelle de l'élève)<sup>37</sup>. Elle rend les hommes infirmes en laminant leurs potentialités, en faisant qu'ils apprennent à se penser incapables de... et se décident enfin à consommer : leur argent, leur temps, leur vie. L'une des avancées pédagogiques, donc humaines, les plus significatives aura lieu au contraire quand chacun se sentira porteur d'une théorisation de sa pratique et la mettra constamment à jour, sous le feu de ses critiques.

Ensuite, savoir déplaire, oser dire des choses que les gens n'ont pas envie d'entendre, cultiver les conflits, les contradictions, montrer que personne ne détient une quelconque solution et que tous les scénarios sont envisageables, que des avancées collectives se font chaque jour. Faire de la pensée constructiviste<sup>38</sup>, la pensée de l'invention, de la recherche, la pratique généralisée dans les lieux d'apprentissage et dans la société toute entière, en place de l'actuelle pensée hiérarchisée

---

37 - André

38 - Piaget - André

de domination et de soumission, rechercher les ruptures, les provoquer, les inventer, être à l'affût de tout ce qui est possible en brisant les routines du quotidien, attiser les révoltes, faire que les gens développent la pugnacité, l'intelligence, en un mot s'insurgent !!! De même que les partis communistes furent les premiers obstacles au développement du communisme, la pédagogie transmissive et frontale est le premier obstacle à l'apprentissage. La nécessaire pédagogie par erreur doit être appliquée dans tous les domaines, y compris ceux de l'apprentissage social. Mais le leitmotiv démocratique fait des ravages. Étant donné que nous vivons dans une démocratie, celle-ci doit s'exprimer telle quelle à l'école. Hors, une démocratie, cela s'apprend, se construit, tout comme le reste, et on a le droit d'expérimenter dans tous les domaines sociaux à l'école : assemblées, citoyenneté, débats, de la maternelle à l'université devraient être reconnus. Or, il n'existe que 1% des classes qui fonctionnent de manière coopérative ! Et l'on s'étonne ensuite de la violence à l'école ! Mais quid de la violence *de* l'école, celle qui oblige d'abord à écouter de longues heures, pour ensuite demander l'autorisation de parler ? On y apprend sans doute encore la composition des assemblées, leur rôle, mais sans jamais passer aux exercices pratiques ! Comment dès lors former des citoyens adultes et responsables pour affronter la multiplicité des problèmes à résoudre de façon planétaire ? Si l'on prend en compte le nouveau regard de la science sur l'univers, on y voit à l'œuvre l'élan complexificateur, comme étant la nature même de la matière. *"Nous sommes dans cette matière les champions de la complexité"* dit A. Jacquard. Une complexité qui est telle qu'elle participe à sa propre structuration. Si ce regard est valide, alors la mise en réseaux complexe des hommes leur donne un pouvoir progressivement illimité de résoudre communautairement les plus graves des problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés. Désormais, à l'éthique de la connaissance, doit s'ajouter une éthique de la survie et du développement qui hiérarchise les recherches à entreprendre en fonction des enjeux majeurs. La lutte doit se faire aujourd'hui sur tous les terrains d'exclusion. L'école doit réinventer la coopération, la démocratie, l'entraide. Elle doit se mettre en recherche, elle doit mettre en pratique les antiques valeurs qui ne se retrouvent chez elle qu'aux frontons des portiques, juste à côté du drapeau colonial bleu blanc rouge : liberté, égalité, fraternité, mais aussi contestation, remise en cause, désobéissance, recherche, réussite pour tous. Elle doit devenir permanente à tous les âges, droit du citoyen, elle doit diversifier ses voies d'accès, et non proposer un modèle uniforme, elle doit donner envie d'apprendre toujours, et surtout à penser : le monde, la matière, les relations, les problèmes humains... Elle doit se donner de plus les moyens de rompre avec les logiques productrices d'échec scolaire. Ce qu'il faut, de façon urgente, c'est un changement de regard, une lecture positive des

"apprenant en actes", un pari sur les capacités, une considération d'égal à égal se libérant du modèle transmissif empirique. On sait depuis longtemps (Piaget, Wallon, Bachelard...) que l'on n'apprend que lorsqu'un problème vient perturber les représentations et construire une vision nouvelle des choses, en interaction cognitive avec les compréhensions des autres, car ce n'est pas l'action qui est apprentissage, mais son analyse. A l'école tayloriste qui saucissonne et prétend développer des programmes doit se substituer une école qui développe des hommes. L'école crève de son repli sur elle-même. Elle se doit d'aller au devant de la société, de créer des ponts dans un mouvement social multiforme, véritable laboratoire de recherche. L'école actuelle nie ses responsabilités criantes dans l'échec du plus grand nombre. Elle trie, classe sélectionne les bons, ceux de sa caste. Toute pédagogie a toujours été au service d'une société, d'une façon d'être et de penser, d'une relation au monde. Comment pourrait-il en être autrement d'ailleurs ? Dans un monde sans école, dans une société sans école,<sup>39</sup> il existerait, il existe, des tas de lieux et de moments servant à structurer la société autour de ses valeurs : apprentissage des rapports sociaux, familiaux, de la chasse, rites initiatiques, relation à la mort, etc. Gestes quotidiens qui sont et de la pédagogie pratique et de la reproduction de l'ordre existant. Il en va de la survie de la société, et l'école étant un des maillons de la reproduction, il est illusoire de penser qu'elle puisse devenir le maillon privilégié d'un changement profond : *"on n'enseigne pas ce que l'on sait mais ce que l'on est"* disait Jaurès, et entre les idées que nous portons et ce que nous sommes réellement, il y a un monde. Illusoire encore de penser qu'il n'y a que le temps passé à l'école qui compte. Tout ceci pour dire qu'il ne faut pas d'abord changer l'école, mais aussi. Dans les multiples causes (sociales / le milieu, individuelles / la personne, pédagogiques / l'enseignant, historiques / les valeurs) qui interagissent sur l'enfant, l'enseignant a la capacité d'agir sur l'un de ces facteurs, qui régit et est régis par les autres. Il a existé assez de militants politiques et syndicaux, mineurs, métallos, cheminots... capables de s'affronter quotidiennement avec le droit et l'économie face à d'autres payés pour ça pour savoir que la chose à faire naître et conserver est d'abord et avant tout l'auto-formation, la curiosité, l'envie d'aller chercher.

Le véritable but de l'école ne peut-être que l'homme lui-même, son développement culturel, intellectuel, voire spirituel. Multiplions les développements potentiels dans toutes les directions, humaines, artistiques, scientifiques... Le but de la société est d'employer des hommes disposant de savoir-faire précis, le but de l'école est d'apprendre (n'oublions pas l'étymologie du mot école : en grec, skole, le loisir !). Lorsque Platon dit qu'il va entreprendre des études, il parle justement de tout ce qui n'est pas utilitaire, à savoir la musique et la peinture.

---

39 - Yvan Illich – Une société sans école – Seuil – coll points poche -

Le but de la société est de minimiser l'erreur (le zéro défaut des japonais), le but de l'école est de prendre appui sur elles puisque c'est par elles qu'on apprend, le but de la société est de se perpétuer telle qu'elle, le but de l'école est l'apprentissage de la citoyenneté, qui est attitude critique sans laquelle il n'y a point de démocratie, le but de la société est de maximiser ses valeurs propres qui sont temporelles, le but de l'école, prenant l'homme pour but, est de diffuser des valeurs universelles, le but de la société est le savoir-faire, celui de l'école le savoir-être, le but de la société vise des techniques, celui de l'école des comportements. La société fait de l'homme un moyen au service d'une technique, tandis que l'école doit faire d'une technique un moyen au service de l'homme. Faites faire de la recherche et vous obtiendrez des hommes libres, faites apprendre par cœur et vous obtiendrez des hommes soumis. Dans un cas, des hommes créatifs, inventeurs, capables de s'attaquer à toutes sortes de problèmes, dans l'autre des hommes passifs et fatalistes, abandonnant vite et dépassés par tout ce qui les entoure. Comment sinon expliquer que des savants, des scientifiques de haut vol, aient collaboré sans faille avec les régimes totalitaires ? Une réussite dans le domaine d'appréhension des contenus se traduisant par une soumission totale à l'ordre institué. Pourquoi ? Parce que l'activité détermine la structure mentale qui va se construire. Chercher et trouver donne du pouvoir sur le réel et l'envie d'aller en chercher encore. Ne pas chercher et accepter la vision établie de l'autre ne peut qu'enfoncer dans une incompréhension qui fait que je vais laisser le pouvoir à l'autre, l'accepter, et m'en remettre à lui.

La multiplicité des objets consommatoires nourrit l'unicité des individus. Le résultat de cent chaînes de télévision produit un homme identique dans ses façons d'être et de penser. Le bonheur consommatoire ne peut trouver sa fin que dans l'utilitaire, il est donc limité. Le culturel, prenant sa fin comme développement de l'homme n'a pas de fin. Il faut ôter l'école aux marchands et à l'État après l'avoir ôtée aux clercs pour la rendre au peuple. Ce n'est que quand enseignants, chercheurs-praticiens, parents, et enfants travailleront de concert à l'élaboration de la société future que changeront et l'institution et la vision de la société future. En trois mots, remplacer l'activisme technique à courte vue mais directement opératoire du "lire, écrire, compter" de Jules Ferry et dans lequel se sont complus nombre de gouvernements progressistes et républicains, uniquement destiné à sortir le peuple de sous la coupe de l'église pour mieux le mettre sous la coupe de l'état et de l'entreprise, par un "penser, apprendre, agir" plaçant l'individu, dès le départ, dans une perspective transformatrice de sa propre personne apprenante et de la société toute entière. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions relever les fabuleux défis qui nous attendent. C'est à ça aussi que devront servir les nouvelles communes, car un enseignant qui prend son poste

peut toujours rêver de changer le système. Il va vite réaliser qu'il est dans une machinerie qui se rappellera à lui s'il ne veut ni diffuser des contenus politiquement et historiquement corrects, mais creuser sous la croûte des évidences et convenances, les soumissions à la hiérarchie administrative et inspectoriale, ni noter, pour ne pas fabriquer de petits soldats du Capital, ni faire cours magistralement, c'est à dire casser la capacité à penser par soi même, ni punir, ni dominer, pour aller vers l'horizontalité et la république des égaux, via l'apprentissage coopératif de la démocratie, ni classer ni orienter... L'état comme structure structurante et éducative se rappellera vite à lui !

Dans la société de spectacle qui nous sert de miroir et de réceptacle, on vit de la pensée virtuelle qui devient réelle. L'écran de télévision qui produit le meurtre en direct est plus chargé d'émotion que le clochard qui s'enferme dans son carton pour y passer une nuit d'hiver, et devant lequel on passe sans s'arrêter. Une fois le meurtre passé, on va se coucher en évitant de faire des cauchemars, de même qu'une fois le clochard dépassé on va se coucher en évitant de penser. La société de l'image vit et prospère dans la pensée figurative, celle où l'homme pense toujours que le soleil tourne autour de la terre, puisqu'il le voit, et celle où il pense que la radio-activité n'est pas dangereuse, puisqu'il ne la voit pas. Penser, c'est se donner des objets réels ou mentaux qui vont faire construire des concepts permettant de comprendre plus et mieux, autrement et autre chose. La chose essentielle dans la construction de la pensée, c'est le temps : quelques millénaires pour l'outil, des dizaines, des centaines d'années pour tout concept important : la gravité, l'expansion, la matière, etc... la société du spectacle donne à consommer pour empêcher de penser. Il faut évacuer le problème du temps, du temps hors écran, de réflexion et de recherche, parce que le temps est l'impensable de la société du spectacle. Il faut donc multiplier les temps où l'on ne peut penser, en donnant à voir et à écouter. Le silence, le rêve, la lenteur, sont des données subversives. Il faut multiplier les chaînes réelles pour produire des chaînes mentales, qui prouveront qu'il n'y a rien à penser puisqu'il suffit de regarder, et comme c'est partout pareil, c'est que c'est vrai. Notre société qui cultive la technique, étend ce mode de pensée à toutes les sphères de la vie. La technicisation de la pensée est le fait d'attendre des spécialistes d'une technique des réponses à des solutions globales. Elle s'étend ainsi à l'espace et au temps, ainsi qu'aux rapports humains. La voiture modèle l'espace et le conforme à sa vocation, le piéton disparaît des grandes mégapoles au point d'en devenir suspect. Le temps est la chose du monde la mieux gérée, car il coûte, et nombre d'objets nouveaux produits ne le sont que pour gagner du temps, en accroissant la vitesse : concorde, TGV, Internet, et l'on prévoit de nouvelles montres qui ne prendront qu'un millionième d'écart

en un an d'avec le temps réel ! Ouf, j'ai failli être en retard ! En parallèle, la pensée ne prend plus comme objet de réflexion la liberté, l'égalité, la morale ou la justice. Les grands débats nécessaires n'existent plus, alors qu'inconsciemment, et même chez ceux chez qui l'approche technique est primordiale, on sent obscurément des angoisses, des incertitudes face au monde qui arrive. De libératrice qu'elle fut au niveau des travaux de force, la technique est revenue surveiller l'homme affranchi de ce rapport à l'objet, qui se retrouve à l'échelle planétaire : les démocraties internes pratiquent le totalitarisme planétaire par l'intermédiaire de la voie économique, de la dette et du soutien aux dictatures, de même qu'à l'intérieur de leurs frontières, par la surveillance généralisée du citoyen : caméras en tous lieux, informatisation de tous les gestes quotidiens qui permettent de remonter chaque étape de l'individu (cartes bancaires, internet...), accoutumance à la militarisation sociale (vigipirate), à la violence télévisuelle qui va dans le sens d'une plus grande demande de sécurité, aux sports de masse, etc...

La société du spectacle, du clinquant, des lumières qui éblouissent rejette dans l'ombre ce que l'on n'a pas trop envie de regarder. L'important est plus dans l'emballage que dans le produit. Le cinéma a remplacé la vie, il est devenu la vie mise en scène et réifiée, puis le clip a remplacé le cinéma qui gardait encore un pouvoir subversif. Dans un clip, même la misère est belle. De ce fait, toute révolte est absente, surannée, rejetée en arrière plan de l'histoire humaine. Attiser de nouveau cette révolte, par le communalisme, tel est bien l'objet des transformations sociales indispensables à venir ! L'écologie sociale invite donc à mettre en place cette autre société qui soit l'anti-thèse de celle où nous vivons actuellement : la société des hommes et femmes non rationnel.l.es. mais qui cherchent, altruistes, généreux et généreuses, se préoccupant de leurs enfants jusque dans les générations futures, car tous les enfants sont nos enfants, extrêmement socialisée par de multiples rites sociaux, au marché restreint, se préoccupant d'environnement et de développement de la sphère autonome, ne remettant pas à d'autres son destin, multinationales et gouvernements. Elle fait des valeurs qu'elle pose et auxquelles nombre de personnes adhèrent déjà, l'un des ressorts les plus puissants d'un avenir à tracer : l'homme primant le capital, la puissance collective face à la sélection, l'éducation de masse contre l'élitisme, la didaxie opposée au mérite, la sécurité commune contre la défense, la non violence, la création face au travail enchaîné, le don face à l'argent, l'intelligence construite collectivement face à l'inné, la personne présente contre l'individu anonyme, la paix opposée à la guerre, la coopération plutôt que le marché, l'égalité face à la hiérarchie, l'autonomie contre le pouvoir, la qualité contre la quantité, la responsabilité face à la compétition. Où que l'on pose ses regards, il n'est pas possible de ne pas trouver une valeur plus humaine que celles véhiculées quotidiennement par



les chantres du marché. Il y a urgence de valeurs nouvelles, car chaque jour un peu plus de gens sont atteints par le mal du siècle, la perte de sens.

D'autre part, le communalisme ne peut rester simplement l'échelon premier de l'organisation politique, en se désintéressant de ce qui se passe « au-dessus », à l'échelle gouvernementale, étatique. L'organisation horizontale démocratique en communes doit donc déboucher sur une organisation verticale qui doit prendre en compte ce qui constitue tout état, à savoir les relations internationales, avec tout l'apport démocratique des communes, et en n'ayant pas peur de bousculer l'ordre établi. Doit-on commercer avec des dictatures comme la Chine ou la Turquie, des pseudo-démocraties comme les USA, continuer à vendre des armes dans un premier temps pour respecter les accords internationaux... ? Comment réagir face aux banques qui ne vont pas manquer de saper tout dispositif mis en place pour les verrouiller ? Comment appliquer seuls, dans un premier temps, les dispositifs écologiques indispensables à une baisse des émissions de gaz à effet de serre ? Doit-on remettre des droits de douane conséquents sur des produits extérieurs que l'on peut fabriquer nous-mêmes, mais plus chers ? Comment borner la commission européenne qui pousse dans le sens du cataclysme ? Comment contrer les multinationales ? Que faire des déchets nucléaires qui pullulent, des centrales vieillissantes... La stratégie communaliste, puissance en devenir, peut complètement changer la donne. Il suffit de lire « le canard enchaîné » chaque semaine pour se rendre compte de tout ce qui est caché par l'information officielle, de tout ce dont on ne parle jamais dans les grands médias qui se targuent d'indépendance et de neutralité. Les institutions locales que nous préconisons ont tout loisir de mettre de l'ordre à ce niveau pour créer une vraie démocratie du quotidien. D'autre part, du fait même de l'éjection des femmes de la décision à quelque niveau que ce soit dans tout le système politique patriarcal institué, celles-ci n'ont pas eu à en subir les avatars constitutifs : compétition, lutte des places, coups fourrés, alliances contre-nature, marchandages, scénarios personnels... D'où la possibilité d'une « féminisation » de la politique, non pas essentialisme qui supposerait une nature différente, mais simple arrivée massive dans le débat public, qui ne peut qu'aller à l'encontre de l'ordre établi (attitude qui existe cependant chez toutes celles qui s'intègrent au jeu politique traditionnel masculin), mais bien au contraire d'un renouveau des façons de faire, plus direct, social, local, horizontal, parce qu'en prise depuis longtemps sur des situations réelles, et redonnant sa vraie place au politique en tant que gestion de la cité : logement, eau, électricité, école, budget, ordures ménagères... Barcelone a un conseil exécutif de 8 personnes, une équipe de coordination de 40 personnes, chaque entité étant composée paritairement. Dans le mouvement de libération kurde toutes les positions de commandement sont partagées entre

hommes et femmes. Le communalisme peut offrir cette possibilité basée sur des faire locaux plutôt que sur la citoyenneté légale ou l'identité, lieu où le féminisme peut conquérir la place politique qu'il n'a jamais eu. Les femmes sont nombreuses dans le mouvement des gilets jaunes, et c'est une première dans les mouvements sociaux. Exploitées à l'extérieur dans la sphère sociale et à l'intérieur dans la sphère privée, cette mise à plat publique des problèmes spécifiques rencontrés est salutaire : salaires inférieurs, à tous les étages et quel que soit le niveau de qualification (sauf le fonctionnariat ! ), près de 100 000 tentatives de viols chaque année, 5 millions de violences dans l'espace public (mais que fait la police ?), sexisme, discriminations de toutes sortes, oppressions, femme-objet des prestations publicitaires, double journée de travail... Alors faisons notre plus que jamais le mot de Charles Fourier d'il y a presque deux siècles : *les progrès sociaux s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté. L'extension des privilèges des femmes est le principe général de tout progrès social.*<sup>40</sup>

---

40 - Charles Fourier / vers la liberté en amour / Folio / Gallimard

## INSTAURER L'ÉCOLOGIE SOCIALE

Il n'y a pas *une* écologie, une et indivisible, sorte de prêt-à-penser idéologique, mais *des* écologies, que l'on pourrait partager en trois courants dominants, divers et difficiles à faire cohabiter : l'écologie naturaliste, l'écologie scientifique, et l'écologie sociale, qui nous préoccupe plus spécifiquement aujourd'hui.

La nature c'est la sélection, comme nous l'a appris Darwin, et c'est la lutte pour la vie de l'un par la mort de l'autre, dans une "harmonie" qui a placé la mort comme principe vital, et où chacun n'existe que par l'accomplissement de cette mort. L'écologie naturaliste est l'adoration religieuse de cette théorie, de cette « harmonie existante », et le respect de la nature est aussi, fondamentalement, le respect de cette vie qui ne vit que par destruction de vie. Transféré sur un mode d'organisation sociale, humain, le système politique qui correspond le mieux à l'écologie naturaliste est le fascisme intégral, le droit du plus fort primant sur tous les autres, niés jusque dans leur vie propre. L'idée de nature menée politiquement à terme ne peut qu'induire un système du fort sur le faible : lois hitlériennes sur la protection des animaux (l'aigle, symbole de la prédation, tandis qu'on brûlait les juifs, race inférieure dans la nomenclature nazie, donc pouvant être éliminée "naturellement"), hiérarchisation des cultures et des êtres humains, droits différents... On a souvent d'ailleurs parlé de darwinisme social avec raison, même si Darwin est totalement étranger à cette conception, ce serait lui faire insulte. D'autre part, le naturalisme a étendu partout sa sphère d'influence, car il est bien difficile de lutter contre tout ce qui est « naturel », et d'ailleurs, pourquoi le faire ? Si la nature est ce sur quoi nous ne pouvons rien changer, autant l'accepter et faire avec : d'où le fait que qualifier de naturel tout ce qui peut en arranger certains socialement : la guerre naturelle, prolongation de la prédation entre espèces, et son corollaire la défense du territoire, comme s'il existait des territoires naturels et non construits par l'homme de par les frontières changeantes au cours des siècles, le racisme naturel, la domination naturelle, mise en avant par les puissants pour leur profit, la hiérarchie naturelle, l'intelligence naturelle, la sexualité naturelle...

L'écologie scientifique, c'est l'étude de notre rapport quotidien aux éléments, minéraux, végétaux, animaux, à notre environnement. Elle étudie les inter-connexions sans fin qui font que le monde est monde. Notre époque est pourtant d'une cécité monstrueuse envers tout ce qui touche de près ou de loin, à cet univers abstrait, tandis que les scientifiques acquièrent le redoutable pouvoir de "gens qui savent", et qui, dans l'inconscient collectif doivent conduire. Le Saint-Simonisme du XXIème siècle est à notre porte, et la tentation du scientisme est au bout de la route : OGM, pesticides, engrais,

nanotechnologies... étant toujours présentés par l'idéologie dominante comme des certitudes d'amélioration à un moment donné, alors que la science est doute, fondamentalement, que toute avancée scientifique qui résout un problème en ouvre plusieurs autres, et est donc de ce fait, à contrario, génératrice de plus *d'incertitude*. Certains voudraient avoir une fois encore découvert la panacée politique et l'appliquer. C'est oublier qu'avant d'être cette image idéalisée d'elle-même qu'elle se plaît à véhiculer, la science est aussi l'endroit où s'expriment les vertus libérales de concurrence et de compétition (contentieux scientifiques sur la découverte des virus du sida, mémoire de l'eau, fusion froide...), voire de désinformation.<sup>41</sup> Derrière la science, il y a les marchés, et les scientifiques volontairement ou à leur insu sont aussi des marchands. Le chercheur n'ayant aucun compte à rendre à la société, peut se permettre de chercher dans tous les sens. La société est le plus souvent devant le fait accompli, car qui sait ce sur quoi l'on cherche, à part ceux qui cherchent et ceux qui financent ? Clonage de Dolly, bébé éprouvette, mères porteuses, nanoparticules, nouvelles armes, cryogénération, colonisation des planètes, transhumanisme... La liste est longue des recherches scientifiques qui, si elles relevaient d'un débat démocratique, seraient immédiatement mises à la poubelle, car générant soit de la domination, soit du peu d'intérêt social, soit, et c'est le plus souvent, de gigantesques profits. C'est aussi oublier que dans de grands pans structurants de la vie sociale, la science est hors-jeu : arts, idéaux, politique, démocratie, religions, philosophies... Elle ne peut qu'apporter ses réponses partielles à des questions globales. La pénicilline et la bombe atomique en sont deux exemples antinomiques que l'on pourrait multiplier à l'envi. Car la science « objective », paradoxalement, impose aussi ses croyances : croyance qu'elle fait le bien, croyance qu'elle est rationnelle, croyance qu'elle est à même de résoudre les problèmes sociaux, croyance qu'elle est neutre, croyance qu'elle diminue les inégalités, croyance qu'il faut toujours brûler plus d'énergie pour vivre mieux, croyance que tout progrès technique est un progrès social, croyance que seuls de grands cerveaux peuvent guider les peuples, croyance que toute recherche est un bienfait... C'est oublier qu'au cours des siècles, la science a "prouvé" que les races existaient, que l'intelligence des noirs était inférieure à celle des blancs de par leur configuration crânienne, que la génération spontanée était une réalité et que certain génie tel Newton pratiquant aussi l'alchimie, pensait changer le plomb en or, sans oublier plus récemment les erreurs monumentales d'autres génies, tel Einstein et son univers stable ou Fermi qui reçut un prix Nobel de physique pour la découverte de nouvelles particules n'ayant jamais existé ! Les exemples sont légion.

Rappelons aux scientifiques, écologistes inclus, qu'il n'y a de vérité que relative à un moment donné, dans un champ de

---

41 - Michel de Pracontal : L'imposture scientifique en dix leçons – coll points - seuil

pensée donné, au sein d'une culture donnée. Dès lors, le ressort de la science est culturel : il naît de par les valeurs, problèmes, réflexions, que les sociétés se donnent. Sitôt remise sa blouse de chercheur le scientifique en oublie aussi souvent sa propre rationalité. Que dire de ces prix Nobel qui donnèrent leur semence à la banque de sperme du même nom née aux États-Unis ? Une extrême rationalité dans un domaine scientifique traduite par une extrême naïveté ou ignorance dans un autre domaine scientifique, la génétique ! Ils n'ont donc jamais pensé, tout ces génies, que même des prix Nobel pouvaient donner naissance à des trisomiques, comme n'importe quel humain ? Les faits scientifiques n'infèrent aucune valeur sociale, et vouloir faire des scientifiques "rationnels" des philosophes objectifs ou des guides avérés porteurs d'une morale infaillible ou d'un sens politique sans égal ne peut que dévoyer le sens des sociétés qui lui, ne peut naître que des valeurs subjectives que les sociétés se donnent. Capitalisme, nazisme et communisme sont là pour nous rappeler la complicité totale de la science aux pires exactions et aux pires mensonges. L'alerte scientifique a du bon en ce sens qu'elle nous responsabilise. C'est un phare clignotant pour l'avenir. Là s'arrête son rôle. Les sociétés ne peuvent dès lors que s'emparer du débat pour, en se repensant, repenser la totalité de leurs actions. Il n'y a pas lien de causalité entre la bougie et l'ampoule pour s'éclairer, entre l'arc et le fusil pour chasser, entre le cheval et la voiture pour se déplacer... La science dans sa tradition conforte une vision, puis la détruit pour en installer une autre. Multiplicatrice d'incertitude, elle ne peut donc que nous faire nous débattre dans "l'à peu près", l'incertain, au mieux le probable, et le politique qui voudrait asseoir l'avenir social sur la science, sur l'écologie scientifique, ferait irrémédiablement fausse route. La technologisation de nos sociétés, à l'heure actuelle, en est le dernier avatar : la ville intelligente, le monde connecté, Internet, les réseaux sociaux, Facebook... auraient raison de tous les problèmes : sécurité, chômage, santé... Mais alors posons nous la question : et pourquoi pas avant, juste avant, c'est-à-dire hier, quand la science avait *déjà* fait de grands bonds par rapport aux périodes précédentes, ou devra-t-on encore attendre jusqu'à demain, c'est-à-dire le suivant ? Les avancées scientifiques et techniques sont là, palpables, et la société devient pourtant de plus en plus injuste, dangereuse, inégalitaire, et la nature est de plus en plus attaquée... Que des améliorations scientifiques pénètrent la société est évident, que malgré ces améliorations des monceaux de problèmes ne sont jamais réglés est une autre évidence car ils ne dépendent pas de la science, simplement de la vie en société, des luttes sociales, des choix politiques, des arbitrages, des nouvelles pensées et façons de vivre qui s'installent. Faire de la science le fer de lance des transformations sociales c'est infantiliser l'homme et en faire le jouet manipulé des élites, économiques et politiques, la marionnette servile des pouvoirs

en place. Donc s'emparer de ce qui nous regarde nous oblige à mettre en avant relativité, incertitude, probabilité, choix, empirisme, doute... Le regard que nous portons sur le monde n'est que le notre, et nous savons qu'il est partiel, partial, orienté, fragmentaire. Pour avancer, nous ne pouvons que le mesurer à d'autres, à ceux qui pensent que l'appréhension du temps n'est pas la même, que l'asservissement à la technique n'est pas fatal, que l'aménagement de l'ordre n'est pas immuable, que progrès, retard, modernité ne sont que des données relatives. L'écologie, émergence d'une nouvelle pensée au sein du vivant, est la naissance de la conscience que l'homme est une partie du tout, et non le tout, qu'il n'en est pas détaché, dernier maillon le plus complexe sans doute (bien qu'il y ait plus de gènes, par exemple, dans un grain de maïs que dans une cellule humaine ! ) d'une chaîne évolutive que les hasards ont conduit à le faire s'interroger sur sa condition. Cette conscience est née des différents rapports au monde selon les différents lieux d'existence, et les cultures de ces différents rapports. Ce n'est pas le retour à la nature qui est programmé, utopie démobilisatrice car nous n'avons jamais quitté la nature, c'est le retour *de* la nature dans notre réflexion sur l'homme. Car la nature n'a que faire de nous, la terre continuera immuable dans ses ellipses bien après que l'homme aura disparu, tout comme elle le faisait déjà avant sa naissance. On pourrait ainsi avancer que la seule réelle *nature* de l'homme, c'est celle d'un être *et* naturel *et* social, puisque né de la nature *et* vivant en société, qui change *et* la nature *et* le social depuis qu'il y a posé le pied, épiphénomène de trois millions d'années sur une terre de 4,5 milliards. La nature est entièrement sociale et culturelle : éradication des arbres géants de la forêt amazonienne, gigantesques barrages, réseau électrique mondial traversant les montagnes, sixième continent de plastique dans le pacifique, chalutiers géants, augmentation des gaz à effet de serre... Il n'y a plus de nature *essentiellement* naturelle, parce qu'il n'y a pas un arpent de terre, un mile carré marin ou un mètre cube d'atmosphère qui ne porte la marque de l'homme. Le retour à la nature *naturelle*, s'exprimant sans intervention de l'homme que préconisent certains ne se fera qu'avec la disparition totale de celui-ci ! Ce n'est certes pas le but recherché, d'où la réorganisation de la nature et des sociétés dans un sens de moindre prédation, de plus de préservation, afin de faire face aux défis majeurs du futur : une population en extension sur une terre qui rétrécit de par la montée des eaux, des minerais et de l'énergie fossile qui se raréfient, des montagnes de déchets à gérer, un climat qui se réchauffe, de l'eau douce qui s'amenuise, des pollutions gigantesques... avec en corollaire tout l'aspect social à traiter en même temps car il en est partie intrinsèque, voilà de quoi nous préoccuper encore quelques années ! Bienvenue sur terre !

Ce n'est pas l'homme en général, pas plus que la somme des individus, même si leur nombre a explosé, mais c'est bien un

système de développement particulier qui a conquis la terre entière. « l'Homme-qui détruit-la-planète » est un coupable bien commode, mais n'a-t-il pas encore au moins avec lui l'une des 90 multinationales qui ont produit les 2/3 des gaz à effet de serre par milliards de tonnes ? « l'Humanité » qui a colonisé et détruit les espaces naturels » n'était elle pas secondée par les comptoirs coloniaux des épices, du bois, du cacao, de l'or, depuis des lustres ? Puis par les compagnies des milliardaires du pétrole, qui ont empêché de développer les transports collectifs et doux, puis ont achevé de tuer les campagnes par les engrais, les pesticides, les fermes géantes, par la bagnole et les autoroutes avant le TGV des riches ? L'ouvrier de l'anthropocène qui coule du béton pour Vinci, Eiffage ou Lafarge est il coupable à faire ainsi vivre sa famille quand, de son yacht et depuis son ordinateur, « l'investisseur » donne l'ordre de mettre des millions d'actions sur la production en masse de plastiques avec bisphénol et phtalate, et quelques autres dont Total qui va lancer sa plate forme de forage du pétrole dans le golfe de la Guyane, après une autre de gaz en pleine mer Caspienne, malgré les 5 000 avis contraires d'autorités scientifiques et bien plus de paysans et pêcheurs du coin, épouvantés et tristes... Et eux sont ils coupables en tant qu' « Hommes » de cuire le poisson aux copeaux de bois issus de la fabrication d'une nouvelle embarcation en regardant Total commencer l'exploration ? L'ouvrier à l'empreinte écologique 100 000 fois moindre, peut, certes, être seulement préoccupé de son salaire à lui et indifférent aux sort de ses frères de classes ou fâché contre les migrants, ou hors sol vis à vis de mère nature ou dans "un laisser faire le mal » à l'égard de son riche exploitateur mais est-il aussi coupable que son PDG ou les actionnaires ? Dans le brouillard tous les veaux sont gris même ceux en or massif ! A l'ère du Capitalocène,<sup>42</sup> l'homo « capitalicus » peut espérer passer, seul, entre les gouttes des tragédies qui s'avancent, comme aussi à travers les effets des résidus chimiques de sa nourriture mais pour survivre de façon civilisée aux crashes qui s'en viennent il va bien falloir se serrer les coudes...

Plusieurs faits sont têtus :

- 1 – Le réchauffement global de la terre est sans cesse confirmé, quelles que soient les méthodes d'approche du phénomène.
- 2 - Les 7% les plus riches consommaient en l'an 2000 la moitié du CO2 (ça s'est aggravé depuis!)
- 3 – 2,6 milliards de pauvres n'utilisent presque pas d'énergie fossile.
- 4 – Le capital a été multiplié par 134 entre 1700 et 2008.
- 5 - Entre les brûlis de nos ancêtres et les torchères géantes d'Exon, Youkos, Total, Shell... y a t-il photo ? Entre la marine à

---

42 - Armel Campagne : le capitalocène – éditions Divergences - 2018

voiles et les porte-containers, mondialisation oblige, et pétroliers géants, consommant 20 à 50 tonnes/heure de fuel lourd détaxé (dont les 15 plus grands à eux seuls consomment plus que les 780 millions de voitures de la planète), y a-t-il photo ?

6 - 500 000 espèces sont condamnées à disparaître dans les forêts pluvieuses tropicales. Le rythme a pris une dimension d'apocalypse : 30 % de la totalité des espèces pourraient s'évanouir en 50 ans.

7 - Un million d'hommes et de femmes sur terre il y a 100 000 ans, 5 millions il y a 10 000 ans, 150 millions au début de l'empire romain, 500 millions il y a trois siècles, un milliard en 1840, deux en 1930, trois et demi en 1962, quatre en 1975... 7,5 milliards en 2000, donc... en 2030 ? La terre, radeau de la méduse ?

Ceux qui pensent que l'augmentation de la population n'est pas un problème, du fait notamment qu'une personne née au Burkina consomme 100 fois moins d'énergie qu'une née aux USA en oublient simplement un paramètre important, à savoir : l'eau douce. Celle-ci est un stock donné, qui représente 3% du volume de l'eau sur la planète, et dont seulement 3% également est utilisable. Donc, même une agriculture hautement productive, quelle qu'elle soit, rencontrera inévitablement cette limite, qui influe directement sur la population maximale possible. L'eau est déjà une matière première stratégique (conflits sur le Jourdain, l'Euphrate...). D'autre part, le réchauffement climatique, en faisant monter le niveau des mers, diminuera encore cette ressource, de même que le raccordement mondial de tous aux réseaux à construire. En effet, l'eau au robinet multiplie la consommation par  $10^{43}$  comparée à l'eau de la fontaine du village, qui est encore massivement utilisée à la surface de la planète. Sachant, de plus, que tous les grands fleuves de la planète sont pollués, que 95% des rivières françaises le sont, le futur risque de raccourcir !

Un changement d'ère n'est pas un simple changement de paradigme dans tel ou tel domaine. Un changement d'ère transforme tout : géographie, géologie, climat, flore, faune... A notre petite échelle humaine, il s'agit de savoir comment, dans notre barque, réagir à un tsunami annoncé, sachant en être aux simples prémices, et sachant que des points de non retour, des seuils, sont déjà atteints ou en passe de l'être. Étant donné que nous avons réussi à déstabiliser le climat en deux petits siècles, depuis la révolution industrielle, alors que jusqu'à présent des changements de climat se produisaient sur des milliers d'années (pendant la dernière glaciation, toute l'Europe du nord était sous 30 m de glace, et l'Angleterre n'existait pas encore), comment faire pour la survie des espèces les siècles suivants, dont la notre ? La science, la technique, *n'ont pas* la réponse, malgré toutes leurs utopies géniales et irréelles : dévier les rayons solaires avec des miroirs géants, basifier les océans,



piéger le carbone dans les profondeurs, enterrer les déchets nucléaires, aller chercher de l'hélium 3 sur la lune, mettre au point le moteur à hydrogène... tandis que fondent déjà les derniers glaciers, et que si l'on arrêta aujourd'hui toute émission de carbone ils fondraient encore pendant 50 ans ; tandis que les oiseaux ne chantent plus, que les pare-brises sont vides d'insectes, que les abeilles disparaissent et que l'on continue de dilapider la forêt amazonienne. D'autre part, même avec les meilleures intentions du monde qui sont de remplacer l'énergie fossile par des énergies « nouvelles », celles-ci reposent pour leur construction et leur renouvellement sur l'énergie fossile, c'est à dire que la transition repose sur l'utilisation de ce que l'on cherche à éliminer, pétrole, gaz et charbon ! Contradiction majeure. Doit-on continuer à les utiliser et profiter de ce qu'elles sont encore là pour quelques temps et changer de direction, ou les utiliser encore nous fait-il avancer un peu plus rapidement vers le gouffre ?

Le capitalisme, lui, par contre, a déjà la réponse, car rien ne l'arrête : c'est par la financiarisation de la nature<sup>44</sup> que l'on va s'en sortir, en la transformant en produit de marché et en donnant un prix aux nouvelles actions créées. L'économie traditionnelle professait qu'il n'y avait que deux facteurs de production, le capital et le travail, le reste, la nature, l'eau, l'air, les minéraux, les arbres, étant qualifiés de biens libres, inépuisables. Il suffit donc d'intégrer une nouvelle donnée, un nouveau facteur de production par la nature, et le tour est joué. D'où des banques de la nature qui prolifèrent aux USA, la protection d'espèces variées (mouches, tigres...) par vente de titres, marchés économiques nouveaux et prometteurs, produits financiers verts dérivés... *« Figurez vous que des milliards d'abeilles travailleuses trimaient jusqu'à ce jour gratuitement, alors que ce « service de pollinisation » atteint 200 milliards de dollars. En gros, on pourrait dire que chaque abeille « vaut » un dollar ! »*<sup>45</sup> Et nous ne l'avions pas vu ! Que, malgré cette approche, les abeilles continuent de disparaître de par l'intense autre facteur de production qu'est le travail humain épandeur de pesticides n'est pas un problème en soi. La « loi » de l'offre et de la demande étant la base de la pensée libérale, tout ce qui devient rare devient cher, donc c'est par la disparition de la nature qui va faire augmenter son prix que l'on va la sauver ! Et l'on se dirige vers un système où l'on attribue aux plus gros pollueurs de la nature la solution des problèmes qu'ils ont créés ! Cela a débuté avec les marchés du carbone, cela continuera avec des marchés beaucoup plus importants pour la vie humaine, comme l'eau, l'air, la biodiversité. La nature est le nouvel eldorado<sup>46</sup> de la finance. Autres exemples : ceux des compensations, où l'on détruit d'un côté pour reconstruire de

---

44- Ibid

45 - ibid

46 - ibid

l'autre, comme si une zone humide constituée depuis des siècles pouvait être remplacée par un lac artificiel, comme si une forêt primaire pouvait être remplacée par une forêt d'eucalyptus ou de palmiers à huile... C'est ignorer que toute espèce vit en symbiose avec celles qu'elle côtoie, qu'en détruire une seule c'est les détruire toutes, donc qu'en protéger une au milieu des autres c'est faire n'importe quoi. Aux USA, la loi protège bien les espèces, et c'est le marché qui en assure la protection. Il existe ainsi des titres « cactus », « chiens de prairie », « lézards »... !!! Ils dépendent du marché. Aujourd'hui au plus haut, demain au plus bas ! Actions et titres sont la négation même de ce qu'ils prétendent sauver, la nature, car ils en représentent l'exact contraire, seconde contradiction majeure, à savoir : tout ce qui est marché dépend du court terme, l'offre et la demande étant traitées à la bourse au jour le jour, alors que tout ce qui est nature dépend du long terme. Il faut des centaines d'années, des milliers d'années, pour faire un arbre, un lac, une espèce, une vallée, dans laquelle on va trouver cet arbre, ce lac, ces espèces. Les cycles biologiques et naturels sont immensément longs. Le marché de la nature, c'est "après nous le déluge", avec des entreprises qui gagnent de l'argent sur la raréfaction des ressources et de la biodiversité ! Nature production, nature utilitaire, nature marchandise, pour le capitaliste, la nature n'est en aucun cas une entité qui peut avoir d'autres fonctions qu'argent et retour sur investissement... Pourtant, c'est aussi une question de photosynthèse, biodiversité, climat, qualité des eaux, écosystème, régulation, cycles... Mais aussi calme, repos, champignons, beauté, paysage, faune, flore... D'où vient alors que de ces trois usages seul celui de l'entrepreneur soit entendu, et dans un sens qui annihile les deux autres dans un utilitarisme destructeur ? Comment en est-on arrivés là ?

La prédation de l'espèce sur la biosphère s'est exercée très tôt. Vivant d'abord dans une dépendance totale à l'égard de la nature, cueilleur puis chasseur pendant des milliers d'années, l'expérience de l'homme et son observation lui font lire celle-ci de plus en plus efficacement. Au néolithique, il s'installe, difficilement, on ne sait trop comment ni pourquoi, installation qui a duré des milliers d'années aussi et fut l'objet d'une lutte incessante entre nomades et sédentaires, chasseurs-cueilleurs et agriculteurs-éleveurs. Cet affranchissement des conditions de sa survie immédiate l'amène à observer efficacement les conditions de sa dépendance. Il sème, sélectionne, plante, domestique. En conséquence, il augmente le nombre de personnes nourries, qui vont pouvoir s'adonner à d'autres activités et constituer des classes : le religieux, le pouvoir, le sécuritaire. Les avancées technologiques se font de plus en plus pressantes : animal de trait, charrue de bois, de fer, puis beaucoup plus tard tracteurs, chimie, engrais... Cette conscience d'appartenir à un tout s'estompe en même temps que le progrès technique lui apprend à dépendre de moins en moins de cette

nature, distanciation du sujet à l'objet. Cependant, jusqu'à la révolution industrielle, la civilisation agraire n'avait pas modifié de façon irréversible les cycles de la matière et les flux d'énergie dans la biosphère. Tout change avec la révolution industrielle. La totalité des sols est conquise, les cycles sont rompus, les déchets ne sont plus recyclés, la vie des micro-organismes, des sols, des eaux est inhibée par les polluants, une foule de substances biodégradables s'accumule dans l'atmosphère, perturbant la plupart des écosystèmes. L'énergie fossile est dilapidée à un rythme inouï. Ainsi les États-Unis, en 1985 déjà, avec 5% de la population mondiale, consommaient 25% de la production énergétique mondiale. D'après François Ramade : *"C'est en grande partie grâce à ce capital d'énergie concentré que l'homme a pu accroître ainsi la production agricole au cours des dernières décennies. La traction mécanique a permis de récupérer pour les cultures de vastes surfaces qui servaient autrefois à nourrir les animaux de trait. En effet, l'apport d'énergie non photosynthétique à la culture s'effectue au travers des instruments de travail et du sol, de l'usage des engrais chimiques, des pesticides, également synthétisés grâce à l'énergie des combustibles fossiles."*<sup>47</sup> Ou le professeur Lebreton, qui met aussitôt des bornes : *"Aucune espèce vivante ne peut exploiter le milieu naturel au mépris des lois du recyclage des éléments et à un taux incompatible avec la pérennité des biocénoses. Toute population qui effectue des prélèvements supérieurs à la productivité de l'écosystème auquel il appartient, c'est à dire consomme non seulement l'intérêt mais le capital, est voué à l'extinction."*<sup>48</sup> Ainsi, les vertus généreusement dispensées par la pensée unique et le libéralisme économique, dogmes modernes de nos sociétés développées, sont des inepties écologiques. Il faut le dire bien haut et bien fort, il n'y a *aucun* moyen de concilier économie et écologie, ce sont deux systèmes *totale*ment antinomiques, puisque l'économie ignore le facteur essentiel de la survie de chaque espèce sur terre, à savoir les limites inhérentes à la vie elle-même. L'écologie sociale est ce retour conscient entre le sujet et l'objet, la partie et le tout, dans une interdépendance conflictuelle sur le long terme, avec les connaissances spécifiques que l'homme a accumulées dans sa distanciation. Ceci inclut dans notre nouvelle façon de fonctionner, le primat de "l'être sur l'avoir", du développement social global sur l'économique restreint, la réhabilitation de la pensée politique opposable à l'économisme de la pensée unique, la réintroduction de la notion d'émancipation, face à la docilisation moderne, à la soumission, à la hiérarchie. Cela inclut encore la nécessaire notion de solidarité planétaire, parce que face aux problèmes écologiques majeurs nous n'avons pas le choix, climat et problèmes sont transfrontières, là est la vraie mondialisation, et

---

47 - François Ramade : éléments d'écologie / Editions Dunod / 2009

48 - Philippe Lebreton : l'énergie c'est vous / Editions Stock / 1974

qu'étant donné ce facteur, à contrario nous avons dès lors le choix : soit de coopérer à grande échelle, soit de nous détruire mutuellement. Globalement, on pourrait dire qu'au "*tout est possible*" prôné par les « *forces de progrès* » on pourrait substituer le "*tout est limité*" de « *l'écologie sociale* ». Que l'augmentation du PIB a pour corollaire la dégradation de la terre, que les montagnes de capital accumulé sous forme d'habitations, de machines, de constructions, sont les déchets de demain, déjà visibles, les châteaux en ruines des siècles passés que nous aimons contempler aujourd'hui en touristes. Car la nature, c'est aussi le déchet. Toute action de la nature sur la nature et de l'homme sur la nature produit du déchet, de l'excrément aux décharges, de la construction à la décomposition, de l'individu à l'industrie. L'écologie sociale met le doigt sur ce que l'homme cherche à cacher. Car tout naît du déchet, de la décomposition, de l'autre, de l'organique, de la matière, à sa recombinaison complexe. Le déchet est valeur vitale, tel l'oxygène, déchet du végétal et nourriture de l'animal, écologique, par le recyclage naturel ou mécanique, biologique, puisque renouveau de vie, voire spirituel, puisque l'homme, déchet de Dieu, s'institue et s'enracine. L'écologie sociale, valorisant le déchet, valorise à la fois la nature et l'autre, la culture de l'autre, et se grandit avec lui. C'est l'écologie du métissage : historique, politique, religieux, linguistique, scientifique, économique, ethnique, idéologique, artistique. Ainsi la France, nation laïque et républicaine, par des invasions barbares, de la démocratie grecque, de la pensée religieuse, des langues variées, des mathématiques indiennes, des ethnies multiples (Bretons, italiens, Basques, Portugais, Arabes...), de la musique africaine, par Picasso et Chagall... Il n'est de cultures que métisses. Leurs transformations, évolutions, sont inévitablement liées à l'histoire humaine, qui est l'histoire de rencontres, violentes ou pacifiques, avec l'autre. L'écologie naturaliste, elle, se fait une valeur de la force, de la prédation : mieux vaut être comparé à un tigre qu'à un agent décomposeur. Ce faisant, elle en rejette le déchet, symbole d'impur, car identifiant l'homme à la nature visible, tout ce qui sort du corps est déchet (excrément, urine, sueur), et de la même façon tout ce qui sort du corps social constitué l'est aussi : l'excrément physique sortant du corps humain trouve son pendant dans le corps physique sortant du corps social : le chômeur, l'immigré, le délinquant, le sidaïque, l'étranger, l'autre... qui deviennent des déchets sociaux, le terme d'exclusion étant générique des deux : celui du refus physique et celui du refus culturel. La culture de l'autre devient déchet à son tour, hors normes, qu'il convient soit de cacher soit de détruire, pour que n'en reste que celle civilisée et pure, naturelle à ses yeux : la pucelle d'Orléans, la vierge Marie, l'identité nationale, symboles des puretés du corps et des âmes. Mais pureté est refus d'altérité, refus de l'égalité de l'autre, de la pensée de l'autre etc... Le mythe de la pureté mène aux

pires figures barbares, celles de la pureté de la race.

De par son action, l'homme rend la nature culturelle. En même temps qu'il sème, il accomplit un acte émancipateur (il s'est affranchi de la nature pourvoyeuse de biens pour se donner les moyens de subsister), prédateur (il tue ce qui vit dans l'endroit qu'il cultive), culturel (les sociétés cultivent des produits différents de façon différente). « Respecter la nature » sans chercher plus loin, c'est assister en spectateur à la prédation entre les espèces, ignorant que l'homme, étant le plus fort prédateur, se rend maître des autres espèces, tout comme l'homme dominant se rend maître des cultures minoritaires. Mais en même temps que l'homme prélève, il a la capacité de réaction consciente à son propre prélèvement, seul entre les espèces. L'introduction de l'homme, de la pensée, dans la nature bouleverse un équilibre qu'il doit compenser.

Pendant longtemps, la nature fut mythifiée, puis associée de façon productive à l'évolution des sociétés. Déesse ou faire-valoir sont les choix que l'homme lui avait dévolus. On ne peut abattre un arbre qui a une âme. Les sociétés antiques se condamnaient à se perpétuer dans l'identique. Pour évoluer, il fallait abattre l'arbre, afin de semer, et donc déplacer le problème du dieu-arbre au dieu-ciel. Cette perte du dieu présent permit le passage de la nature mythique à la nature productrice. Perdant son statut déïque, elle permettait à l'homme de franchir un pas de géant dans l'organisation sociale, mais elle perdait aussi son statut tout court pour n'être plus qu'une pourvoyeuse de bien. Nous sommes arrivés aussi à la fin de cette conception matérialiste. Nous savons que de par son action l'homme peut provoquer des catastrophes qu'il ne sait maîtriser, et que désormais, après les statuts de déesse et de ventre nourricier, il va lui falloir autant *la* servir que *s'en* servir, dans un rapport de profonde attention et dépendance. C'est un statut nouveau qu'il lui faut inventer, signe d'un changement culturel, et de même que le passage de la nature déesse à la nature productrice fit passer du nomadisme à la sédentarité, immobilisant l'homme errant dans le champ, ce passage-ci fera aussi des dégâts dans nos comportements et croyances. Suite à l'adoration, suite à la prédation, il va falloir tout à la fois maintenant et prendre et donner. Suite à la domination de la nature sur l'homme, puis de l'homme sur la nature, il faut se résoudre à lui inventer un statut nouveau, de profonde attention.

Or, notre type de société énergivore est condamné à court terme, les dangers les plus évidents étant ceux du changement d'échelle auquel les perturbations donnent lieu : c'est la couche d'ozone, c'est l'atmosphère, ce sont les mers, les sols dans leur totalité qui sont attaqués. Le lien planétaire d'aujourd'hui, primordial, est celui des conditions historiques de vie de l'homme : le soleil, l'air, l'eau et la terre. Le projet social écologique ne peut donc que concerner la totalité de l'humanité dans l'attention où elle se trouve d'assurer les conditions de sa

propre survie. Nous pensions encore il y a peu que les catastrophes écologiques prenaient du temps, que c'était sur plusieurs générations que l'effet de serre pouvait apporter des perturbations majeures. En même temps que l'inéluctabilité d'un phénomène, nous pensions avoir le temps de nous adapter et de réagir. Les schémas montrés, ou des fonctions linéaires sont à l'œuvre pendant des siècles, puis se transforment soudain en exponentielles depuis 1950 nous montrent que l'emballement est déjà là ! Il est notoirement intéressant de voir dans l'inaction des états leur propre impuissance. On sait, mais on ne fait pas, tout comme d'autres alertes passées dans divers domaines : "vache folle", amiante, Minamata, dioxine de Seveso, Tchernobyl, Fukuschima... La liste est longue. Restaurer la puissance du citoyen dans les choix de société est la seule façon de répondre au cynisme généralisé. En ce sens, un facteur de l'évolution joue à plein, celui de l'entraide. Analysé par l'anarchiste Kropotkine<sup>49</sup> au début du 20ème siècle, puis dernièrement par le biologiste Pablo Servigne,<sup>50</sup> il met en place un fondamental de l'attitude humaine largement mis sous silence par la pensée libérale, à savoir que la coopération entre les hommes est bien plus forte dans toute société que la compétition, que l'homme n'est pas qu'un loup pour l'homme, et ceci dès l'origine, comme d'ailleurs la pensée attribuée à Hobbes dans son Léviathan en est singulièrement absente.<sup>51</sup> L'histoire est écrite par les dominants, ce n'en est qu'une illustration de plus. En fait, une certaine forme de pensée a *besoin* que l'homme soit un loup pour l'homme, pour justifier l'injustifiable. La simple réflexion de savoir comment quelques milliers d'hommes ont pu, au cours de l'évolution, et au travers des mille dangers qu'ils ont pu rencontrer, en arriver à quelques milliards, devrait déjà nous suffire : on est plus forts, plus intelligents, plus efficaces, plus en sécurité à plusieurs que seuls, les forces de vie sont plus fortes que les forces de mort, on se sort mieux des problèmes quand on est entourés... Il s'agit bien ici d'enterrer une fois pour toutes la pensée libérale du self-made-man, du premier de la classe, du vainqueur, du chef, du guide, du hiérarque, du cacique ou du moine au sommet de la montagne. Personne ne peut survivre seul, et ces effigies calcinées d'hommes exceptionnels ne le sont qu'en comparaison avec d'autres qui, dans leur ensemble, sont sans doute bougrement moins intelligents individuellement mais bigrement plus efficaces collectivement ! L'humanité n'a pas besoin de chefs ni de héros ni de guides mais d'organisation collective à tous les étages.

Il faut savoir que la disparition d'une seule espèce peut perturber l'ensemble d'une biocénose. Or la conservation des espèces et des espaces est vitale pour l'humain. C'est un gage d'avenir, pour améliorer la production agricole, forestière, halieutique. La recherche irréfléchie du rendement maximum

49 - Kropotkine / l'entraide / un facteur de l'évolution / Aden éditions / 2009

50 - Pablo Servigne / l'entraide, l'autre loi de la jungle / LLL / 2017

51 - Hobbes / Le léviathan / Collection poche

aboutit à des situations d'une précarité caricaturale : sur 3 000 variétés de pommes existant en Europe il y a un siècle, 90 % reposent actuellement sur 10 variétés et la golden à elle seule en représente 70 %. Du Coca-Cola au Mac Do, des "blue-jean" aux goldens, le capitalisme est destruction et uniformisation. Mais tout en ayant voulu lutter depuis un siècle contre ses excès et injustices, le socialisme n'en a pas moins adopté la même idéologie scientiste et productiviste, liée à l'alignement indéfini vers le haut sur le mode de consommation des couches privilégiées. Il nous faut résolument adopter une rupture : celle, radicale, de la conception anthropocentrique, afin de poser un nouveau concept éthique : le droit à la survie, pour des cultures humaines qui se développent différemment des nôtres, pour les espèces animales et végétales, parce que toutes contribuent à notre propre survie. Sans nous, elles existent et existeront, sans elles, nous n'existerons plus. Si la nature a un rôle à jouer ici, c'est celui de la contrainte à laquelle elle nous soumet pour conserver une terre habitable dans les quelques degrés indispensables à la vie.

L'un des principaux domaines de la nature qui nous interroge aujourd'hui est bien celui, vital, de l'agriculture. De la presque totalité de la population paysanne, en deux siècles l'industrialisation ne conserve aujourd'hui plus que 3 ou 4 % de paysans dans les pays dits « développés », en attendant que cette saignée n'atteigne la terre entière si l'on impose, comme c'est en train de se faire, notre modèle de développement catastrophique. C'est à dire que le lien historique à la nature, aux saisons, a disparu. Le paysan moderne est un chasseur de primes de la PAC qui, nourrissant les autres, ne peut se nourrir lui-même ! Rationalité du marché ! Il ne peut plus resemer une partie de sa récolte, geste séculaire, mais doit en passer par les professionnels de la semence, qui font la pluie et le beau temps de par leur « catalogue » élaboré sous Pétain et imposé par les nazis ! Rationalité du marché ! Il ne peut plus employer les soins séculaires historiques par les plantes, mais doit en passer par les produits phytosanitaires, rationalité du marché ! Le vivant de l'élevage est celui d'animaux ayant perdu tous leurs instincts, milliers d'animaux élevés dans des univers concentrationnaires, parqués, mutilés, engraisés, abattus à la chaîne. Rationalité du marché ! On fait pousser les légumes dans des serres chauffées au pétrole ou au gaz, on envoie des fleurs de par la terre entière, on asphyxie les sols, on utilise les pesticides à foison et on utilise de la main d'œuvre à bon marché, rationalité du marché. De plus en plus de normes sont installées, restreignant la liberté des pratiques. On parle de traçabilité en allant chercher la nourriture partout sur la planète. On achète et on vend de la viande, des fruits en traversant plusieurs fois les frontières. On libéralise à tout va, faisant jouer la concurrence entre tous les acteurs, ce qui veut dire supprimer les petits. Rationalité du marché. Comment oser encore appeler progrès, un nom qui

raisonne agréablement aux oreilles, l'affaiblissement généralisé des animaux et des plantes de par la recherche scientifique la plus pointue ? Le vrai progrès ne serait-il pas de rendre animaux et plantes moins dépendants de l'homme au contraire, plus à même de se défendre eux-mêmes ? Comment appeler société de progrès une société qui a réussi à faire disparaître tout ses paysans, provoquant ainsi la même fragilisation sociale ? Le vrai progrès ne serait-il pas au contraire de rendre les hommes moins dépendants des structures et béquilles étatiques ?

Que faire ? Commencer par manger bio, pour avoir un esprit sain dans un corps sain ? En effet, d'après une enquête du journal l'Humanité du 24 octobre, portant sur 70 000 sujets et pendant 7 années, par des chercheurs « insoupçonnables » de l'INRA, de l'INSERM, du CNAM, de l'université Paris VIII, il y a 34% de cancers du sein en moins, et 76 % de lymphomes parmi ceux et celles qui mangent principalement bio. De quoi réfléchir au moment où Monsanto attaque les paysans qui polluent ses champs d'OGM, le monde à l'envers de par la puissance instituée ! Cela dit, manger bio n'est qu'une petite face de la trame ou du puzzle, car comment être bien portant sur une planète malade ? Partie de la nature, l'espèce humaine ne dispose que d'un quart de la surface (océans 3/4). Retrançons glaces, montagnes, déserts, soit les 2/3, reste 1/12 ème de surface. Or il faut ôter les 3/4 de sols disparus (érosions). Reste : 1/48ème de terre arable ! Or le capital agro alimentaire et chimique occidental dominant en a pesticiidé et détruit la vie biologique à 88% en occident.<sup>52</sup> L'agriculture, ayant accouché de l'homme moderne, pourrait bientôt l'enterrer, si elle continue sur la voie tracée par le marché. Le paysan, habitant du pays, a disparu au profit de l'exploitant agricole, à la tête d'entreprises capitalistiques, gros tracteurs et larges surfaces cultivées. Les derniers bastions où l'homme ne pouvait que sentir sa dépendance à la nature disparaissent sous les directives, l'industrialisation, les normes, les obligations, les contrôles de toutes sortes, la traçabilité. L'exploitant tire ainsi en moyenne la moitié de son revenu de subsides et de primes condamnés par le système libéral dans lequel il vit mais largement répandues dans l'agriculture (et l'industrie), incontournables pour survivre. Semi-fonctionnaire par obligation, il teste la rationalité des contradictions ! Quant à l'agriculture bio, elle s'industrialise à grands pas aussi, surtout dans les pays de l'est, avec concentration de poulets (l'Europe est prête à autoriser des bâtiments avec des dizaines de milliers de poulets bio avec abattage à 75 jours !) et œufs bio (batteries de 4 500 pondeuses juxtaposées autant qu'on veut !). Ne faisons pas la fine bouche toutefois, une des dernières directives européenne a fait passer la surface autorisée pour les poules de 24 unités au mètre carré à 16, soit un gain d'espace 25 cm<sup>2</sup> par poule, ce qui indique la grande mansuétude des commissaires vis à vis de la gent

---

52 - C. Bourguignon / Le sol, la terre, les champs / Ed sang de la terre / 2001



gallinée, puisque l'espace poule est sensiblement identique à la place des députés assis et repus dans l'hémicycle, se demandant depuis longtemps à quoi ils peuvent bien servir en ayant oublié pourquoi ils chantaient cocorico !

Dans ce système, les animaux sont réifiés, d'un bout à l'autre de la chaîne, vocabulaire intéressant encore une fois à décrypter lui aussi, la chaîne, tant pour l'animal que pour l'homme, soumis au même diktat. Dans les abattoirs, la viande est appelée « minerai », tout un symbole, vivant réduit à sa simple constitution atomique, et elle circule d'un poste de découpe à l'autre dans des wagonnets identiques à ceux des mines de charbon du siècle dernier. L'existence de l'animal est niée, mais celle des travailleurs aussi. Il suffit de voir la vitesse à laquelle ils désossent et découpent pour être sidérés, aucun ne résistant plus de trois ans, perclus de tendinites. Au suivant ! On pourrait penser que des associations comme L214 qui dénoncent ces faits vont dans le bon sens, mais il n'en est rien, car si elles dénoncent bien la maltraitance, elles en oublient de dénoncer le système qui y mène, industrie qui traite hommes et animaux de cette façon, mais, de plus, elles mettent tout dans le même sac, à savoir l'éleveur de montagne qui est aux petits soins pour ses animaux, capable de passer ses nuits près d'eux au moment de la parturition, qui les soigne, les promène, les nourrit toute sa vie, inverse exact de ce qui se passe dans les élevages concentrationnaires. Ce qui est en jeu n'est donc pas sortir les animaux de ferme de nos vies, mais de transformer les conditions de notre vie commune au travail, avec un élevage paysan et des éleveurs libres. Libres de choisir la race des animaux qu'ils élèvent, libres de leur mode d'existence, libres de maîtriser leur vie, leur reproduction mais aussi leur mort. Soutenir l'abattage à la ferme, c'est œuvrer bien plus efficacement pour les animaux que de verser une obole aux fossoyeurs. Car les fossoyeurs sont riches, et même très riches. On le comprend. Après tout, *volens nolens*, ils servent des intérêts puissants.

Il faut savoir que quand on mange un kilo de nourriture industrialisée, on détruit 6 kilos de sol (chimie, érosion par vent, eau par inondations). Comme chaque personne adulte mange environ une tonne par an, elle participe à la destruction de 6 tonnes par an de sol nourricier ou humus. C'est un peu moins qu'il y a quelques années. Au sud c'est pire : en Chine 18 tonnes par habitant, d'où l'accaparement de millions d'hectares en Afrique... Quant à la quantité de calories consommées par rapport aux calories alimentaires, on sait qu'avec l'agriculture industrielle ce rapport est de 10 consommées (gasoil, tracteurs, ...etc) pour une produite !!! Encore une fois, un chef d'œuvre de rationalité !!! Quittons donc définitivement l'anthropocène (les individus humains tous coupables à égalité, le pêcheur en barque autant que le capitaine de yacht, le jardinier autant que le gentleman farmer, le cycliste autant que le pilote de formule 1...)

et appelons les choses par leur nom, l'ère géologique nouvelle du capitalocène, système de production/consommation/culture dévastateur, des humains et de la planète qui, lorsque les historiens du futur s'il en reste l'analyseront, le feront durer... 2 siècles !

A tout ceci s'ajoute bien sûr la disparition de la biodiversité (400 millions d'oiseaux en Europe ces dernières 15 années par exemple) et aussi grave, la disparition de la pédofaune du sol,<sup>53</sup> base de sa fertilité naturelle et ce, à cause des intrants chimiques (plus de 110 000 tonnes annuelles déversées sur vignes et cultures), plus le retournement, plus le réchauffement, plus la sécheresse, plus la déforestation, plus la bétonnisation : un département artificialisé en France tous les 7 ans, soit 1,5 terrain de foot toutes les 5 mn ! Ridicule record en comparaison de la déforestation à Bornéo, en Amazonie, en Sibérie, en Suède, au Cambodge... Ajoutons que la situation est telle au Sud qu'en plus de l'accaparement des terres par les banques et investisseurs multinationaux genre Bolloré, l'eau manque tellement que les agriculteurs doivent abandonner pour la ville ou émigrer... Pas de panique pour autant, ils ont l'habitude !

A titre d'exemple, l'économie actuelle ne résout pas un problème essentiel de l'humanité, sa nutrition. Or il s'agit là de l'exemple type d'un problème non économique. Les hommes se sont toujours nourris. Des famines ont existé, bien sûr, mais de partout on a réussi à trouver des palliatifs (conservation, diversification...). Les causes actuelles des famines à grande échelle sont maintenant bien connues, ce sont celles de l'intégration à un marché mondial. L'imitation d'un mode de développement par les classes possédantes des pays pauvres suivant la décolonisation les a entraînées dans une spirale sacrifiant les cultures vivrières au profit des cultures d'exportation, où le soja est cultivé pour nourrir le bétail des riches, et où la "révolution verte" supprime la petite paysannerie, tout en favorisant les importations d'intrants et de parasites.

L'alternative locale donc mondiale est de refaire la santé des sols, de les agrader, donc de produire avec des animaux, de la paille, par des plantes amenant de l'azote, comme la luzerne, par l'agroforesterie. Évidemment ce qui paraissait rétro, il y a encore seulement quelques années, la traction animale, s'avère procurer un avantage considérable dans cette optique d'inversion de la destruction des terres par érosion du vent et de l'eau... produire de l'humus au lieu d'en détruire ! En ré-insufflant de la vie dans le sol, en jouant sur les compagnonnages et la biodiversité, et les déjections animales on va pouvoir d'une part accroître la productivité par m<sup>2</sup> et d'autre part consommer 3 à 6 fois moins d'eau, et beaucoup moins d'énergie que l'agriculture conventionnelle. Planter des arbres nourriciers et disposer par étages les plantes (comme chez les indiens où le maïs accueille

---

53 - C.Bourguignon - ibid

les haricots qui fournissent son azote, pendant que les courges protègent du soleil...etc). Au bout de quelques années de ce régime combiné des interactions de plantes à carbone bio diverses, des feuilles mortes, du compostage de surface, de la traction animale, des apports de déjections rendent très abondantes les productions et enclenchent une dynamique autoproductive. L'alimentation sans résidus chimiques suppose un engagement de la société civile pour l'agriculture paysanne et la permaculture résiliente. Il faut aller vers la multiplication de fermes paysannes et micro fermes, collectives et coopératives, en polyculture/élevage agro-écolo... qui permettront de réhabiliter les sols à condition de conserver des espaces entièrement sauvages. Il va de soi que les petites fermes sont mieux adaptées pour produire une alimentation de qualité. Agrandir les surfaces suppose en corollaire mécanisation gigantesque, chimie, disparition des paysans, main d'œuvre salariée sous-payée, érosion du capital naturel et fonction exclusivement utilitariste de la nature. D'autre part, dans des perspectives à moyen terme, une réoccupation des zones de montagne aura lieu, exode urbain futur inverse de l'exode rural existant depuis des lustres. En effet, sous l'effet du réchauffement climatique, la population va monter en altitude chercher fraîcheur et bien-être, où seules de petites fermes peuvent exister. L'heure est donc bien de prendre la dimension du problème global qui nous attend et d'anticiper dans un domaine où il y a de vraies certitudes. Contrairement à l'évolution actuelle, la petite entité autonome sera demain le *nec plus ultra* des profonds changements indispensables dans ce domaine. Il faut savoir qu'un tiers encore des fermes sont qualifiées de petites en France, et deux tiers en Europe (moins de 5 ha)<sup>54</sup>et seulement 3 % ont plus de 100 ha, la surface moyenne étant de 14 ha. Tout est donc loin d'être perdu ! Un changement complet des aides PAC est nécessaire (planchers, plafonnements...), et de nouvelles orientations par des critères différents (richesse du sol, biodiversité, plantation de haies, de même qu'augmenter les aides pour les tous premiers hectares et les tous premiers animaux de chaque ferme...). Les nouvelles communes devront s'investir à plein pour protéger le foncier agricole, afin de sauvegarder les fermes existantes et en installer de nouvelles. Il faut savoir qu'on exporte pour 12 millions d'hectares et on importe pour 10 millions d'hectares au niveau des produits agricoles, soit le tiers de notre surface agricole !<sup>55</sup> A une échelle plus locale, la récente loi Alimentation impose à la restauration collective publique de servir, d'ici à 2022, au moins 50 % de produits durables ou de labels de qualité, avec un minimum de 20 % de produits bio. Pour y parvenir, on a besoin de 450 000 hectares de fruits et légumes en plus. Il y a là une opportunité majeure pour les communes de créer des ceintures

---

54 - Revue de la Confédération Paysanne « Campagnes solidaires » N°349, avril 2019

55 - ibid

vertes, d'installer des petites fermes, de relocaliser les productions, de stopper la disparition des paysans et l'agrandissement des exploitations ( gigantesque dans les pays du sud et de l'est où les fermes peuvent faire des milliers d'hectares), l'industrialisation et ses aberrations : monoculture, surexploitation des sols, intrants maximum pour palier aux déficits nutritionnels... Mais, ici comme ailleurs, plus qu'un problème technique, c'est bien une technique de broyage d'une population paysanne *et* campagnarde qui a été éradiquée. Le « progrès », c'est le progrès technique soumis aux diktats de la rentabilité, l'uniformisation *et* des techniques *et* des sociétés. Il faut d'ores et déjà savoir qu'avec de nouvelles approches techniques, donc culturelles, de sens, au départ, la situation, grave, n'est pas désespérée : on peut refaire des sols rapidement, par ces pratiques culturales nouvelles, notamment le semi sur couvert végétal, augmentant la capacité de rétention du carbone dans les sols d'un facteur 10, permettant de stocker 1,5 tonne de carbone à l'ha au lieu de 150 kg ! Il s'agit autant d'une révolution culturelle que simplement technique : moins de travail du sol, les plantes le font elles-mêmes, l'aèrent et le nourrissent ensuite par les dépôts végétaux des pailles coupées qui se décomposent. Le couvert végétal ainsi organisé permet les semis, la nouvelle graine trouvant idéales les conditions de son développement, mais de plus ne nécessite plus d'herbicide (glyphosate, qui détruit aussi les bactéries), car le sol étant à l'abri de la lumière, l'herbe n'y pousse plus, retient plus d'eau, nécessite donc moins d'arrosage, n'est plus tassé par le tracteur et laisse libre les vers de terre qui eux-mêmes aèrent de plus en plus... Ajouter à cela la rotation des cultures, (on l'avait déjà compris au moyen-âge), afin de régénérer les sols et le tour est joué : des saisons beaucoup plus productives peuvent se mettre en place, permettant de plus de nourrir sol et humains, avec moins de travail ! L'érosion éolienne est stoppée, du fait du sol couvert, l'activité microbienne est relancée. Tout ceci nécessite également moins de rétention d'eau (barrages, lacs collinaires), diminue les ruissellements, permettant une augmentation des revenus, donc moins de subventions, l'agriculteur redevenant maître de sa production et vivant de son produit. On a constaté aussi moins de maladies et de ravageurs pour couronner le tout, car cette façon de procéder n'est plus d'éradication pure et simple, mais d'observation et de production de biodiversité, végétale et animale ! D'éminents agronomes disent depuis longtemps que le meilleur sol est celui de la forêt, qui n'est jamais travaillé, et qu'il s'agit là, tout simplement de reproduire la nature dans ce qu'elle a de meilleur, de plus fonctionnel. De plus, des pratiques ancestrales, comme l'association de plusieurs cultures en même temps, entrent complètement dans le système, preuve également que dans un système donné nouveau, il reste des traces de culture ancienne.

C'est une invitation à se battre collectivement, comme

les faucheurs d'OGM, Générations futures, Conf paysanne, Zadistes et tutti quanti pour faire décroître le système capitaliste agro-alimentaire, pour refouler l'agriculture industrielle, pour relocaliser. Quand on sait que 40% de nos fruits et légumes sont importés, gâchis immense, par transport routier, alors qu'une ville moyenne comme Valence, 50 000 habitants dans les années soixante, nourrissait à 80% sa population dans un rayon de 30 km !), nul besoin de dire qu'il y a donc déjà, pour parler comme les économistes, un « marché potentiel » de 40% à conquérir, un « gisement d'emplois » effectif, par la réintroduction dans la nature... de paysans et de paysannes !!! Mais il y faut aussi une vraie politique réelle, à base de relocalisation, de politiques publiques locales dynamiques : classer toutes les terres en ZAP, préempter des bois et des surfaces arables pour installer des jeunes, protéger et développer des zones entièrement sauvages, éduquer adultes et enfants à travers des jardins/vergers scolaires obligatoires et des collectifs municipaux, pratiquer des échanges de graines, bref refaire tout un tissu local de convivialité et d'échanges de savoirs et savoirs-vivre en coopération avec la nature... en encourageant tout azimut les sobriétés, individuelle et collective, le tout sous forme de « politiques d'austérité juste » en faveur de toutes les taxations des mésusages, la refonte et l'extension des « communaux » et de tous les biens publics et communs gérés collégialement afin d'aller vers des villes et des territoires « résilients » sortant du système... Fin de la dictature des marchés, incompatible avec l'écologie, retour aux plans à long terme, décidés par l'ensemble des nouvelles institutions françaises, et non par quelques technocrates de haut vol, démembrement, retour au bocage, aux petites fermes, interdiction totale des agrandissements, polyculture élevage, paysannerie de montagne, lieux totalement sauvages enclos, avec ours et loups, (pas plus difficile que la muraille en Chine de 8 000 km de long, 10 m de haut et 8 m de large !), et lieux de pastoralisme exempts d'ours et de loups, sur des surfaces conséquentes, non seulement pour préserver la biodiversité, mais parce que la reconquête d'un élevage de montagne est aussi un enjeu essentiel pour l'avenir, en tant que reconquête d'espaces désertés, de lutte contre la concentration urbaine et de nourriture animale là où on ne peut cultiver. l'Histoire n'est pas prédéterminée, elle est faite par la volonté des hommes, et personne ne peut en prédire son cours. Nous devons, par conséquent, créer une contre-culture dynamique, et au réformisme aujourd'hui sans espoir du système libéral prôné par droite et gauche confondues (l'antique sociale-démocratie), nous en appelons à une véritable révolution, des comportements, des mentalités et du pouvoir : *« Quel intérêt y a-t-il à vivre si l'homme ne peut entendre le cri solitaire de l'engoulevent ou les palabres des grenouilles autour d'un étang la nuit ? Je suis un homme rouge et ne comprends pas. L'Indien préfère le son doux du vent s'élançant au-dessus de la face d'un étang, et l'odeur du*

*vent lui-même, lavé par la pluie de midi, ou parfumé par le pin pignon. L'air est précieux à l'homme rouge, car toutes choses partagent le même souffle. »<sup>56</sup>*

L'écologie sociale doit aussi « s'attaquer » en priorité à un autre champ de ruines... la violence ! Violence sociale, violence des états et des guerres, avec pour but d'instaurer *une paix perpétuelle*.<sup>57</sup> Nous avons plusieurs marches à gravir pour une humanité accomplie : fin des guerres, démocratie générale, égalité et liberté maximale partout sur la planète. Mais au vu du gigantisme militaire existant, puisque 15 jours de dépenses militaires mondiales suffiraient à éradiquer toute misère matérielle sur la planète, il est impossible de continuer dans cette direction.

Qui pourrait reprocher au gladiateur Spartacus d'avoir mis le sud de l'Italie à feu et à sang pendant deux ans en libérant tous les esclaves qu'il rencontrait, avant de se faire écraser par le général romain Crassus (secondé par un génial stratège militaire, un certain Jules César), hésitant à prendre Rome alors qu'il le pouvait sans doute ? Puissance de la symbolique ! Qui pourrait reprocher à Toussaint Louverture et autres esclaves noirs de s'être libérés en Haïti après 10 ans de révoltes, après que Napoléon y eut restauré l'esclavage, battant tour à tour toutes les armées qui se présentaient à lui, anglaises, espagnoles et françaises ? Qui pourrait reprocher au Viet-nam, à l'Algérie, de s'être libérés par la force, aux résistants français luttant contre le nazisme d'avoir fait sauter des trains, et tant d'autres situations similaires dans l'histoire ? Personne ! Nous voyons d'emblée qu'il y a donc deux types de violence : la violence de libération, qui n'est qu'une contre violence en retour d'une autre violence, la violence d'oppression, celle du, des, pouvoirs, capables de maintenir hommes et femmes sous le joug pendant des siècles. La violence de libération, même si elle emprunte les mêmes chemins et a les mêmes effets, n'est aucunement comparable à la celle d'oppression. L'une est légitime, l'autre non. User de violence pour se libérer des fers n'est en rien comparable à user de violence pour mettre dans les fers.<sup>58</sup> Mais d'où provient la violence originelle, la violence d'oppression ? Pour la pensée libérale, elle est naturelle, inhérente à l'homme, animale, intrinsèque, et cette violence est le premier terme de la naturalisation entendue comme essentialisme qu'il convient de détruire. Elle sous-entend syllogisme et pro-syllogisme suivants :

Syllogisme :  
La nature est violente.  
L'homme est dans la nature.  
Donc l'homme est violent.

---

56 - André

57 - Emmanuel Kant / Pour la paix perpétuelle / Poche / 2002

58 - JJ Rousseau / Du contrat social / Poche / 2011

Pro syllogisme:  
L'homme est violent.  
Les sociétés sont faites d'hommes.  
Donc les sociétés sont violentes.

Dit autrement, les guerres sont inévitables puisqu'elles sont naturelles ! A l'opposé, le concept de *non-violence active*, défendu par l'écologie sociale, détruit tout analogisme avec la nature pour rendre l'homme et les sociétés libres et responsables de leurs actes, à la condition expresse que l'homme reprenne possession de sa vie en inventant de nouvelles structures politiques non oppressives.

Le discours le plus entendu sur le phénomène de la violence et de la guerre est que "*l'homme est l'homme*", qu'il est "*naturellement violent*", et donc, qu'à certains moments, en certaines circonstances, les sociétés ne peuvent que l'être, diffusion collective de la violence individuelle. De prime abord, la nature n'est-elle pas, il est vrai, qu'une formidable orgie de violence, et les chaînes trophiques des animaux se nourrissant les uns des autres un spectacle désolant certes, mais inéluctable, dont l'homme, dernier maillon dans l'évolution, aurait gardé les traces dans son cerveau reptilien. Car si la nature est violente, alors en effet l'homme né de cette nature ne peut qu'être violent *par nature*, et donc la guerre, par extension, n'est qu'une chose naturelle également sur laquelle il n'y a même pas à dissenter : "*Le clivage prédateur-proie est une loi fondamentale du monde animal... et l'on pourrait faire l'économie de la fiction morale... qui ne retient que le rapport dialectique d'hostilité qui traverse de bas en haut les différents étages de la nature. Toute honte bue, la guerre n'est somme toute que la continuité des oppositions dialectiques qui sont à l'œuvre dans l'ensemble du monde vivant.* »<sup>59</sup>

De ce point de vue, la guerre est donc aussi naturelle, normale, inéluctable, et avec elle tout ce qui s'ensuit : militarisation des sociétés, ventes d'armes, hiérarchie, commandement... Mais, pour dessiller les yeux du philosophe, la prédation naturelle n'a strictement rien à voir avec la violence belligène de l'humain pour trois raisons spécifiques : la prédation est un phénomène inter-espèces individuel de survie, alors que la guerre est un phénomène intra-espèce de masse et de pouvoir.

En effet, il n'y a pas de violence dans la prédation, simplement de la survie, qui se passe de tout jugement de valeur et de tout code moral. Pour faire simple, la nature a fait des herbivores et des carnivores, c'est ainsi, et d'ailleurs, des millions d'animaux sont également tués chaque jour par l'homme dans la même intention, se nourrir. Que l'on sache, nous ne déclarons pas ça violent, simplement nécessaire pour la

---

59 - Régis Debray / Le scribe / Grasset / 1980

survie de l'homme cette fois, et cela ne débouche pas sur des guerres, car dans ce cas précis ce phénomène là est aussi un phénomène inter-espèces. La guerre, elle, violence de l'homme contre l'homme, est un phénomène intra-espèce, qui n'a rien à voir avec la prédation, et qui a bien d'autres causes. L'hostilité, contrairement à ce qu'affirme Régis Debray, n'est pas présente dans la prédation. D'ailleurs, ces animaux, ces prédateurs et ces prédateurs de prédateurs ne vivent-ils pas en symbiose sur les mêmes territoires ? L'animal rassasié ne retrouve-t-il pas son calme à quelques mètres du troupeau dont il vient de prélever un membre, ceux-ci continuant de brouter tranquillement jusqu'à la prochaine alerte ? La nature n'est pas violente non plus en ce sens qu'elle se manifeste souvent à contrario par des gestes de coopération : les soins d'une mère pour ses petits, la symbiose plante/plante ou plante/animal sur un territoire donné, la coopération de la meute dans la chasse, la pollinisation... Les exemples sont légion.<sup>60</sup> Il n'y a pas de guerre dans la nature, parce que les espèces se mangent l'une l'autre, et non pas intrinsèquement. Le loup mange l'agneau et jamais l'autre loup. L'acte naturel de la prédation dominant/dominé inter-espèces n'est aucunement appliqué intra-espèce. L'agressivité prédatrice, nécessaire pour subsister, n'est en rien comparable à la violence sociale qui peut porter une seule et même espèce à s'anéantir, comme nous l'enseigne l'histoire. De plus, la prédation n'est pas un acte violent, car un acte, pour être qualifié de violent, suppose une intention. Il n'y a pas d'intention dans la prédation, simplement nécessité, acte momentané se suffisant à lui-même. Le loup qui mange l'agneau, sauf dans la fable de La Fontaine, n'a pas d'intention envers lui, de même l'ours qui mange le poisson, et ceci tout au long de la chaîne alimentaire ! La nature n'est violente que quand c'est l'homme qui la regarde avec les yeux de sa culture où le fait de tuer est vécu comme un acte violent. L'acte violent suppose une envie de nuire, de faire souffrir. L'idéologie culturelle humaine se projette sur la nature pour en définir une attitude naturelle applicable à l'homme. Mais c'est un tour de passe-passe intellectuel, car c'est dans la sphère humaine que l'on tue des hommes, instituant par la même l'acte violent. On a même fait de la mort animale et de sa souffrance des spectacles où les gens se pressent dans les arènes, succédané moderne des jeux du cirque antique. Ainsi donc le loup serait violent quand il tue l'agneau parce que l'est l'homme quand il tue l'autre homme ? Mais ce parallèle n'est qu'un artefact culturel de circonstance qui fait qu'ayant sacralisé la vie, de par la religion, la philosophie la morale ou le droit, l'homme en a projeté ce sacre sur le monde animal, et la prédation, ne régner pas en maître, mais y étant le plus visible et le plus sensible, alors il nous apparaît que la nature est violente, car de fait il y a de la mort au bout. Mais ce n'est que notre projection d'humain que nous regardons. Les animaux n'ont pas sacralisé la vie, ils n'ont

---

60 - Kropotkine - ibid



pas d'intention, notamment celle de faire mal ou de faire souffrir. Ils ne sont pas violents. La prédation n'est pas la violence car cette dernière prévaut d'une morale qui fait singulièrement défaut au monde animal. D'ailleurs il est aussi remarquable que lorsqu'une violence existe à l'intérieur d'une espèce, comme à tous les printemps le montrent les combats mâles de loups, de cerfs, d'ours et de mille autres espèces pour la possession des femelles, celle-ci ne conduit jamais à la mort, simplement à la soumission de l'un, reconnaissant par là même sa défaite, mais aussi organisant la meute, ce qui devrait nous interdire tout transfert du monde animal au monde humain.

D'autre part, l'instinct de survie indique que c'est la fuite qui est le comportement naturel de l'animal devant le prédateur, fuite car peur. Or le code social humain est tellement fort, prégnant, qu'il réussit à annihiler cette fuite instinctive, et qu'au contraire, le combat, la violence, vont être recherchés (le soldat, même s'il a peur, obéit à l'ordre et monte à l'assaut). Donc, un code social peut faire agir les humains à l'encontre de leur propre survie, et dépasser ainsi les instincts génétiques de l'espèce ! Dans le même sens, des prisonniers politiques ont préféré se laisser mourir de faim dans les prisons anglaises au mépris de leur code génétique, de même que certains font le choix de l'abstinence sexuelle à vie ! Ainsi, même les réflexes biologiques les plus profonds, les plus ancrés, les plus vitaux, comme la peur, la faim et la sexualité peuvent être annihilés soit par la volonté individuelle, soit par le code social. Donc si les instincts de survie naturels peuvent être soumis au code social de la volonté ou de l'obéissance, il n'y a pas de raison théorique a priori pour qu'un code social s'interdise la violence, franchissant ainsi un stade décisif dans la construction de l'humain. La violence humaine n'est pas naturelle non plus en ce sens que le plus souvent, nous sommes en paix ! Donc on pourrait inverser la problématique et dire que la paix est naturelle, et que les phénomènes de guerre sont l'exception : pour exemple, la dernière guerre mondiale ne représente « que » 1% des morts de la planète à l'époque.

Ainsi un travail social quotidien doit être de trouver les chemins de détour qui annihilent la violence, les conduites qui la restreignent, et les pratiques qui la proscrivent. Pour cela, il convient de disséquer les violences : violences physiques (coups et blessures), violence symbolique (celle, invisible, des rapports de domination hiérarchique acceptée par ceux et celles qui les subissent), violence structurelle (injustice, inégalités, exploitation), violence de l'indifférence (je n'existe pour personne), violence introjetée (dirigée contre soi-même), agressivité psychologique (énergie de l'individuation, du refus de la conformation, oxygène de l'opprimé), combativité (agressivité orientée vers le renversement de l'oppression). Les pauvres connaissent la violence qui ne se voit pas, cette violence structurelle du non avenir, qui commence avec l'échec scolaire,

se continue par le chômage, la précarité, les logements insalubres, les discriminations de toutes sortes, les contrôles à répétition... Pourquoi s'étonner alors que cette violence diffuse mais présente tout au long des jours s'exprime, quand elle le peut, en prenant les formes de la violence physique ? Cette violence de « tout cramer » est beaucoup plus saine que celle du suicide ou de la drogue, il vaut mieux diriger cette violence sur des objets que sur des personnes. Que dire encore de la violence des riches, celle qui s'étale au vu et su de tous, ces journaux gratuits placardées en devanture ou chez son dentiste, qui nous font voir les belles demeures avec piscine, les châteaux... tandis qu'on passe aisément sous silence les détournements de fonds publics, les violences sexuelles des dominants, les trafics d'armes... Comparution immédiate pour qui a jeté une tomate sur les forces de l'ordre, des années de procédure pour les grands de ce monde ! Que vous soyez puissants ou misérables... Qui parle encore de la violence verbale des dominants : le bruit, les odeurs, la racaille, les sauvages, les voyous, le nettoyage au karcher, le « casse toi pauvre con ! », humiliations symboliques au plus haut de l'état de droit, qui continuent de faire la guerre aux pauvres plutôt qu'à la pauvreté (V.Hugo). La naturalisation de la violence réduit l'individu à son prétendu fonds génétique, à ses caractéristiques strictement psychologiques, le coupe de ses conditions d'existence et de sa culture collective, de classe, permet que soient mis dans l'ombre, voire innocentées, les situations de domination et d'exploitation : le maghrébin est un paresseux, la femme « l'a bien cherché », l'élève n'est pas doué...

La naturalisation de la violence éclate encore jusque dans les systèmes de défense, de territoires : notre système de défense avait pour base, face aux hordes rouges qui pouvaient défiler sans jamais être nommées, la "riposte du faible au fort", appelée dissuasion. Nous ne sommes pas capables de vous battre, disait ce discours, mais nous sommes capables, avec le nucléaire, de vous faire assez de mal pour que vous ne tentiez l'aventure. En parallèle, on arguait que ce dispositif fonctionnait bien, puisqu'il n'y avait pas eu de guerre depuis fort longtemps sur les territoires (théâtres !) incriminés. L'idée maîtresse de cette argumentation repose donc sur la puissance de l'arme, tellement terrifiante que tout homme se voit contraint de s'y soumettre. Prolongeons donc ce raisonnement. Puisque ce système est capable de générer la paix, pourquoi ne pas le généraliser, et permettre ainsi à tous les pays du monde de se doter de l'arme nucléaire, réalisant de par là même la paix sur terre, puisque appliquant le même principe de dissuasion de tous contre tous ? A cet aune, la diffusion massive de la défense nucléaire doit être vue d'un bon œil, et recherchée. Mais c'est bien entendu courir le risque de mettre la bombe entre les mains de « dictateurs », de « terroristes » qui, eux, sont susceptibles de s'en servir, d'où, dans le même temps, les discours connus de non-prolifération envers ceux qui ne l'ont pas et qui la souhaitent. Mais ce faisant,

l'argumentation initiale tombe. Puisque des hommes sont capables *aussi* de se servir de telles armes, c'est que la puissance destructrice de celles-ci n'est pas une garantie suffisante de leur non-utilisation, un argument de non-guerre pouvant être retenu. Dès lors, il y a eu glissement de la problématique de défense des armes aux hommes, et force est de constater qu'il n'existe aucun système d'armes ne garantissant à lui seul sa non-utilisation. Le général de Gaulle, fin connaisseur en ce domaine, disait que les hommes s'étaient toujours servis des armes nouvelles qu'ils avaient inventées. Il ne faut pas oublier que l'argumentaire de non prolifération est né après que l'on s'en est servi au Japon, et de la concertation de ceux qui la possédaient déjà. Nous sommes donc, en matière de défense, irrémédiablement engagés dans une problématique de l'homme, quel que soit le niveau des armes. Par extension donc, la paix ne repose et ne reposera jamais sur les armes, mais toujours sur les hommes, et dès lors, tous les arguments fondés sur les systèmes défensifs n'ont plus aucune valeur, pouvant toujours être contre-argumentés par les systèmes humains. La seule solution est bien dans la recherche d'une autre sécurité fondée sur les hommes. Dès lors que la violence naturelle est sapée dans ses fondements, rien ne nous interdit plus d'inventer autre chose, chacun étant convaincu que c'est possible.

Dès lors qu'un système est fort, il se sert de la guerre. Jamais on n'a vu des systèmes faibles s'attaquer à des systèmes forts, sauf à trouver ou inventer des dispositifs faisant équilibre à la faiblesse de départ : surprise, stratégie, connaissance du terrain meilleure, cohésion sociale... C'est l'Allemagne qui a attaqué l'Autriche, puis la Pologne, c'est l'Irak qui a attaqué le Koweït, ce sont les pays forts colonisateurs qui ont envahi le tiers-monde, l'Amérique indienne, ce sont les USA qui attaquent partout, ce sont les "alliés" qui ont attaqué l'Irak, étant même obligés, pour que le rapport de forces en leur faveur ne soit pas trop évident pour les caméras diffusant en direct le spectacle à la planète entière, d'élever l'armée ennemie au quatrième rang des puissances militaires mondiales, c'est à dire d'en faire un pays honorablement fort, face aux plus fortes armées du monde coalisées pour la circonstance, et aidées par de nombreux autres faire-valoir justificatifs. Dès lors, le concept de dissuasion est un concept vide de sens, puisqu'il se pose déjà en tant que système fort pour dissuader tout en discourant qu'il est l'arme des faibles. La réalité, c'est que ce sont toujours les forts qui attaquent les faibles, les lionnes qui attaquent les gazelles, leçon d'écologie primaire d'un naturalisme à rebrousse-poil, et la course aux armements est le passage obligé pour garder une domination sur les faibles. Tout système fort qui ne s'attaquerait pas d'abord à son propre potentiel militaire pour changer l'ordre du monde ne serait qu'un système du verbe. Le fait d'avoir armé contre un système fort en discourant qu'il s'agissait là d'un problème de préservation nous a placé dans une position de pouvoir fort vis à

vis des autres pays du monde. Nous les avons mis par rapport à nous dans la situation de faiblesse que nous avons vis à vis des forts. Comment les empêcher, s'ils argumentent de la même façon vis à vis de nous que nous vis à vis des autres, d'aller dans la même direction, et de s'armer à outrance ? S'ils ont tort, alors nous avons eu tort avant, s'ils ont raison, alors nous avons eu raison avant, mais on ne peut logiquement opposer aucun argument à leur volonté de faire comme nous et de s'armer à outrance. Toutes les vellétés actuelles d'empêcher l'Iran d'avoir ou la Corée du nord de faire exploser leurs bombes ne tiennent pas la route, hormis dans la vision unique du monde des forts.

La guerre est un phénomène dû à l'organisation des groupes humains dont l'origine n'est pas la violence naturelle. Elle est un phénomène construit culturellement, qui s'appuie sur l'obéissance, la hiérarchie, la pression de conformité. Elle restitue le code écologique inter-espèce du plus fort dans une légitimation intra-espèce, en faisant éclater les codes culturels de paix pour faire émerger l'agressivité individuelle soumise aux codes culturels de la guerre. Ce n'est pas la violence naturelle qui trouve à s'exprimer dans la guerre qui ne serait que son prolongement, organisé culturellement, c'est le code culturel, par l'intermédiaire du droit des états et de la légitimation, qui permet à l'agressivité biologique individuelle de s'exprimer et lui en fournit les raisons et les moyens. Car pour que la guerre puisse durer, il faut qu'elle rencontre en sus une légitimation chez l'individu : la revanche, la défense du faible, le territoire, les valeurs, le drapeau, s'appuyant sur la soumission, l'ordre, la loi, dont l'organisation renforce la législation. Une fois le code social traditionnel éclaté s'y substitue un nouveau basé sur la violence légitimée, propagande, histoire, mise en condition, entretien et divulgation des méfaits de l'autre, du sang et des larmes, de la souffrance et de l'innocence.

L'Afghanistan, le Viet-Nam, l'Algérie et bien d'autres ont montré qu'il est impossible de venir à bout d'une armée inférieure mais qui défend son pays pied à pied, pouce de terrain par pouce de terrain, que la supériorité militaire n'est rien en comparaison de la volonté, de la détermination de ceux qui se battent chez eux pour eux, et qui mobilisent la totalité de leurs ressources et de leur potentiel humain, ayant comme allié essentiel le temps. Mais le complexe militaro-industriel, soutenu par tous les partis traditionnels, par tous les syndicats, par toutes les administrations, qui au nom de l'emploi, qui au nom de la défense, qui au nom de la petite troupe qui réside sur la commune, qui au nom des subsides, renforce la course. L'absence d'alternative, la volonté d'absence d'alternative proroge l'immobilisme, l'absence d'ambition et de perspective de plus de justice sur la planète enfonce dans le conservatisme outrancier. La gauche, en France, pour parvenir au pouvoir en 1981, a dû sacrifier à la stratégie de dissuasion pour mettre en place le programme commun de gouvernement. Elle y arriva

ainsi en ayant abandonné le seul véritable point de leur programme qui pouvait faire peur à l'establishment. Ils ont, par la suite, grandement voté les budgets. Gauche ?

Alors posons une réponse politique, et non militaire, à la violence pour faire mentir l'adage de Clausewitz qui dit que *"la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens"*. Elle est plutôt, comme le dit Hannah Arendt, la défaite totale du politique : *"C'est parce que l'apparition de la violence entre les hommes signifie toujours l'échec de leur dialogue, que la violence signifie toujours l'échec du politique"*. Les peuples ne sont pas en guerre les uns contre les autres, seuls les états le sont, disait Rousseau et... le grand boxeur Cassius Clay, rarissime sportif politique, refusant de partir pour la guerre au Viet-Nam : « les viet-cong ne m'ont jamais traité de sale nègre » ! Je ne vois donc pas pourquoi je partirais en guerre contre eux ! Ce qui lui valu destitution de tout ses titres et prison. Il nous faudrait beaucoup de Cassius Clay partout dans le monde et dans tous les domaines. La force d'un symbole peut bouger des montagnes.

Que faire ? Une première proposition est d'abandonner l'arme nucléaire, au moment où Trump le démocrate veut s'en servir localement, tant il est indécent politiquement de demander à d'autres ce que l'on ne peut faire soi-même. Évidemment, ce serait réintroduire aussi de la morale en politique en lieu et place du cynisme ! Mais balayer devant sa propre porte ne devrait-il pas être une attitude essentielle pour des rapports apaisés entre états ? Ensuite, faire comme la Suisse, se déclarer neutre aux yeux du monde, seule façon de ne plus être agressifs en le montrant aux autres, ce qui veut dire retrait des troupes de l'étranger, non intervention, fin des ingérences. Enfin, sortir de l'OTAN. L'objectif est de s'adresser aux peuples par-dessus les états pour les inciter à faire pression sur leurs propres états dans un sens de diminution des armes. Montrer une volonté populaire dans un sens de désarmement serait largement aussi productif que des conversations sans fin entre gouvernements sur la non prolifération. Ne plus jouer dans la cour des grands ne suppose pas rester inactif. La France pourrait prendre la tête d'un mouvement mondial tel celui de la conférence de Bandung en 1954, en s'adressant aux peuples sous dictature ou en grande difficulté, pays arabes aux révolutions avortées, Grèce soumise, pays africains sous colonialisme économique... en accueillant provisoirement les réfugiés des pays en guerre, en mettant sur pied avec eux et la résistance dans leur pays et l'assèchement par les armes, en même temps que des programmes de concertation pour l'après. Plutôt que d'externaliser nos frontières en les déplaçant jusque dans les autres pays afin que nous puissions rester tranquilles, accueillir pour préparer l'avenir. Enfin, la France, premier producteur d'armes par tête d'habitant au monde, devra se résoudre à diminuer progressivement ces fabrications jusqu'à les supprimer. On imagine déjà les cris des

civils militarisés dans leurs têtes, qu'on appelle hommes d'état, ceux des militaires, des ouvriers qui fabriquent, des syndicats qui défendent et d'une grande partie de la population moutonnaire. Imaginer rapidement aussi les productions de remplacement, sachant que personne mieux que les travailleurs de ces industries ne pourra faire cette projection pour un futur résolument écologique. C'est par l'engagement global des individus qu'on luttera contre les violences sous toutes leurs formes : sociales (exclusion, pauvreté, précarité), économiques (aliénation, chômage, petits boulots, horaires...), que l'on préviendra les guerres, que l'on pourra conjuguer des actions pour faire face aux grands problèmes du monde qui se profilent et ne pas sombrer dans le chaos, l'impuissance, le nihilisme ou la démence. Suspendre puis réduire la course aux armements, de par la force des peuples contraignant leurs gouvernements, là est la voie à inventer.

## SUPPRIMER L'ECONOMIE

Supprimer l'économie, car elle est la clef de voûte du *fait social total*<sup>61</sup> capitaliste, prisme par lequel tout est analysé, entonnoir pénétré par le bas et s'élargissant en faisant découvrir la totalité du paysage, discours dominant du matin au soir dans les médias aux ordres puisque propriétés des puissants, rejetant dans la pénombre toutes les autres fonctions vitales du corps social, système basé sur un nombre ridicule de concepts constamment rabâchés qui font douter de la variété infinie des autres concepts nécessaires à la pensée : croissance, diminution des charges, marché, compétitivité ! Tout est dit, ou presque. Six petits mots pour résumer un dictionnaire ! Heureusement, certains parmi les gardiens mêmes du temple de la religion économique se posent parfois de vraies questions :

Petit florilège :

*"la neutralité supposée de la science économique, la prétendue indépendance des moyens à l'égard des fins, les barrières déclarées infranchissables entre l'économie, le politique et le social, révèlent désormais ce qu'elles ont toujours été, des idéologies au service des intérêts acquis".* (François Perroux)

*"Je ne connais aucune science qui ait la prétention de parler de phénomènes du monde réel et se livre à des exposés en aussi complète contradiction avec les faits. »* (M.A Simon, prix Nobel d'économie).

*"Rarement, dans la science positive moderne, on a construit une structure aussi élaborée sur des bases concrètes aussi étroites et superficielles. On étudie des situations pour la plupart hypothétiques qui ne ressemblent en rien aux problèmes concrets qu'il convient de résoudre.*(W. Léontieff, prix Nobel d'économie).

Ajoutons un zeste de Georgescu-Rogen, et le tour est joué :

*« À terme, la décroissance est inéluctable et la sagesse serait de maîtriser la décroissance des pays industriels plutôt que de tenter la « relance » du moteur de la croissance par des moyens qui conduisent au chômage, à l'aggravation du fossé entre les riches et les pauvres de la planète, aux risques incalculables de l'utilisation de l'énergie nucléaire, en somme à une sorte de normalisation de la crise confinant en raison même de la réussite du progrès technologique, au désastre irrémédiable... ».*

Le tour de passe-passe magistral opéré par la théorie

---

61 - Marcel Mauss / Essai sur le don / in l'Année sociologique / 1924

économique néo-classique dominante, la mathématisation systématique, donnant, comme chacun sait, le sceau de la science, donc de la vérité, s'avère être une impasse ! Car une construction mathématique repose toujours sur un axiome, un postulat, indémontrable, qui va permettre d'échafauder une construction qui elle sera vraie, logique. Mais la qualité de la charpente ne permet en rien de vérifier la stabilité de la fondation. D'ailleurs, de temps en temps, des maisons s'écroulent. Dès lors, la théorie néo-classique mathématisée, comme toute théorie, n'est vraie qu'à partir du moment où sont acceptés ses principes de bases, fondamentaux, culturels : l'homme est rationnel, égoïste, informé, la socialisation c'est le marché, et la concurrence le meilleur des systèmes. Ce faisant, la théorie néo-classique s'est greffée sur une société *déjà* existante, qui pratiquait *déjà* le marché et la propriété privée. Elle a mathématisé cet existant qui était la culture bourgeoise, la pensée bourgeoise et l'ordre des dominants, lui donnant des allures de vérité. Mais refusant ses postulats de base, on peut construire sans problème d'autres sociétés de par l'action de l'homme. L'échafaudage mathématique, science rationnelle s'il en est, est d'abord et avant tout une formidable croyance irrationnelle : celle que des équations vraies puissent rendre compte de la vérité des sociétés. Lorsque le bateau coule, la rationalité veut que chacun monte dans le canot de sauvetage, qui coule à son tour sous le trop plein, tous les rescapés du Titanic vous le diront. D'ailleurs, comment des individus pourraient-ils être rationnels en économie, base de la théorie, et complètement irrationnels ailleurs ? Les millions de personnes interdites bancaires sont là pour nous démontrer l'irrationalité de la théorie.

L'écologie sociale, comme toute nouvelle pensée qui s'installe, impose donc de faire un deuil partiel des autres. Étape un du deuil, le choc, la prise de conscience : il est impossible de mathématiser des sociétés, et il ne peut y avoir de développement infini dans un monde fini, leitmotiv que l'on ne répétera jamais assez ! Personne n'avait jamais pensé à ça, mis à part quelques hurluberlus criant dans le désert, lanceurs d'alerte précurseurs et ignorés : Ellul, Charbonneau, Meadows, Mumford, Gorz, Dumont... Ce qui crève les yeux empêche de voir ! Ce simple constat devenu slogan met bas toute l'idéologie économique croissanciste, de droite comme de gauche. Mais les anciennes pensées nous ont formaté.es jusque dans nos gènes, ont façonné nos neurones ; il y a déni, refus de l'information ! La croissance est toujours là, même faible. Ailleurs, en Chine... ce n'est qu'un mauvais moment à passer, tout le monde le dit, les politiques, qui s'appuient sur les experts, la télé, la radio, les journaux, qui s'appuient sur les politiques... Position de refuge et d'intense monologue intérieur. Qui croire ? Les oiseaux de mauvais augure, ceux qui veulent nous faire retourner à la bougie (en paraffine, substance tirée du pétrole, donc même les



bougies sont limitées !), la *vox populi* béate qui reproduit ce qu'elle entend depuis des lustres, ou les faits régulièrement répertoriés et annoncés ? Car ceux-ci sont têtus ; nombre de nouvelles informations viennent corroborer de plus anciennes, les alertes sont plus fréquentes, plus rapprochées : ouragans, fonte des glaciers, disparition de la biodiversité... Tandis que politiques et experts économiques continuent leurs discours lénifiants... Heureusement, il y a des boucs émissaires faciles et habituels qui, si c'est vrai de vrai, peuvent juguler un moment la haine et les pulsions de vengeance : les étrangers, les immigrés, les pauvres, les assistés qui ne font que profiter, voire même un Carlos Ghosn, victime sacrificielle du moment, tout comme lui-même auparavant sacrifiait ses salariés sur l'autel de la compétitivité... La colère est là, il lui faut des exutoires. Puis, suite au déni, viendra l'impuissance face au constat : c'est vrai, la réalité s'impose à tous les discours, les graphiques parlent, puis, plus tard encore, l'abandon : c'est trop tard, il n'y a rien plus à faire... De toute façon, l'homme blanc des pays riches peut toujours espérer s'en sortir... Mais le deuil, après avoir plongé l'individu dans une dépression profonde, fait que, quand même, on est toujours vivant, alors, pourquoi ne pas tenter autre chose ? C'est à dire reconstruire ! Selon donc la position occupée, la conscience que l'on en a, encore interrogation, simple constat ou déjà reconstruction, des fractions de société, des groupes, plus ou moins avancés, choisissent leur route. On peut dire aujourd'hui que globalement, le doute est semé chez la plupart, que des ruptures prennent déjà forme, que le déni fortement installé chez nombre de sceptiques d'hier s'estompe, et qu'à l'étage le plus bas mais le plus nombreux, la rue, ça bouge de plus en plus : mouvements vers la transition, refus des grands projets inutiles, des extractions minières, de tel aéroport ici, de telle ligne de train là-bas, de tel forage de gaz de schiste encore, pétitions, blocages des ronds-points... De partout, on sent une reconquête des territoires, après avoir fait le constat de l'impuissance du système au plus haut niveau à remettre en cause son fondement idéologique : la foi économique, le marché régulateur, pourtant déjà mis à mal il y a longtemps...<sup>62</sup> Mais aussi le fait que malgré ses COP 21, 22, 23, 24... il a simplement oublié dans sa construction intellectuelle des paramètres importants, qu'à côté des facteurs de production du travail et du capital, deux autres passés sous silence dans toutes les constructions théoriques, pointent le bout de leur nez : l'énergie et la matière, facteurs naturels, abondants jusqu'à ce jour, de plus en plus limités demain, dont les effets se font déjà sentir (l'argent, le coltran, le lithium... importants dans les circuits électroniques, atteignent leur étiage)<sup>63</sup>. Surtout, et c'est ce qui va sans doute être le plus difficile : même si l'abondance de l'énergie fossile est encore là, sous terre, pour quelques temps...

---

62 - Karl Polyani : La grande transformation / 1944 / Gallimard

63 - Philippe Bihoux : *ibid*

il va falloir l'y laisser, sous peine de réchauffement encore plus important, de catastrophes inéluctables ! C'est donc bien la totalité des approches qui doit nous guider (historique, artistique, sociologique, économique, écologique...), et non la seule économie. Comment dès lors pouvoir penser résoudre les problèmes des sociétés complexes en se privant de tous les autres termes de la compréhension ? Car nous sommes toujours englués dans la logique d'une économie pillarde et de production illimitée, qui devrait faire un jour le bonheur de l'humanité. Le catéchisme quotidien cherche encore à masquer les effondrements en un "toujours plus" (de consommation, d'investissements, de besoins...), fuite en avant pourtant responsable de la situation actuelle, et dont "l'économie de casino"<sup>64</sup> que représentent les variations importantes de la bourse d'un jour à l'autre n'est que l'écume : il est notoire que quand le chômage augmente, la bourse aussi, et que quand un apprenti dictateur d'extrême droite arrive au pouvoir, elle s'emballé ! Si les marchés sont d'extrême droite, raison de plus pour les abattre ! La croissance dans les pays industriels augmente en même temps que le chômage, elle ne crée plus d'emplois, les gains de productivité de par les nouveaux outils informatiques étant très supérieurs aux investissements productifs, et il faudrait donc des taux de croissance extraordinaires pour recréer de l'emploi, ce qui mettrait directement en péril les conditions de vie sur la planète. Quadrature du cercle dont on connaît l'issue.

De plus, l'économie, en bonne logique mathématique, ne s'occupe que de ce qui se mesure (le temps de travail, la matière minérale, le prix...), et n'est de ce fait qu'un sous-ensemble de ce qui ne se mesure pas (les espèces, la longue durée, les symbioses, la bio-diversité, les religions, la culture, l'organisation, les valeurs...). Les prix sont d'abord et avant tout des rapports de forces politiques, utilisant tous les moyens à leur disposition, entre entités économiques, ou entre classes au sein de ces entités : concurrence ou monopoles, intervention étatique systématique ou soutien, aides, subventions diverses, décisions politiques, etc. Les marchés « rationnels » s'enlèvent plus sûrement à coup de pots de vins, de dessous de table, de charters de call-girls, de voyages, de cadeaux somptueux et de royalties que par la qualité des produits, et l'idéologie des affaires a depuis longtemps conquis le monde politique. L'éjection du circuit économique, fait constitutif majeur de nos sociétés, laisse l'individu dans un état d'abandon. Quand la gangrène du chômage atteint la totalité de la société (trois millions sans travail en France, autant de demandeurs potentiels, la moitié sans indemnités, une embauche sur deux à statut précaire, 2,5 millions de personnes ayant un revenu inférieur à la moitié du SMIC, 400 000 sans abris... dans un des cinq ou six pays les plus riches du monde !), alors celle-ci atteint les limites de la dislocation. L'économie réussit aussi le tour de force

---

64 - JM Keynes : « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie ». 1936

d'évacuer de ses coûts ce qui le gêne : la stérilisation du potentiel créatif humain (non chiffrable), la culpabilisation des individus (non chiffrable), les suicides, la délinquance, l'alcoolisme (chiffrables, à ajouter au coût du chômage), l'auto-dévaluation de l'individu (non chiffrable), l'augmentation de la demande de soins, de médicaments (chiffrable), la fragilisation de l'individu face aux agressions modernes quotidiennes (bruit, pollutions diverses, chiffrables et non chiffrables)... Alors comment ne pas penser que ce que l'on perd d'un côté, on ne puisse le gagner de l'autre ? Gardons en mémoire que la plus grosse économie au monde, les USA, est aussi constituée de 30% à 50% d'obèses ! Devons-nous vraiment grossir ? Les amérindiens, eux, n'avaient pas de problèmes de poids !

Malgré de nos jours l'immense bon en avant de la productivité de par les technologies, qui devrait faire baisser le temps de travail de façon drastique, celui-ci est toujours un sujet tabou, preuve de la force de cette idéologie montrant l'incapacité structurelle à poser l'économie en termes culturels, de sens, car les vraies questions sont dans la remise en cause totale et du travail et du temps à y consacrer : pourquoi travailler, pour faire quoi, dans quel but, pour quels produits, pour quelle finalité, pour construire quel homme et quelle société, et, de par la crise climatique... pour combien de temps encore ? A cette aune là, tous les travaux ne se valent pas, et lorsqu'on fait la somme de tout le travail inutile que l'on dépense chaque jour pour faire fonctionner le système tel qu'il est, on est confondu devant l'ampleur du vide béant qui nous étreint, devant les montagnes d'ingéniosité qu'il faut déployer chaque jour pour que les hommes travaillent toujours autant. Réduire massivement le temps de travail, la mise « *sur le marché* » (qu'il est difficile d'employer les mots des dominants pour relater une situation !) des chômeurs et demandeurs potentiels, la réduction des travaux inutiles (armes, publicité, journaux débiles, moyens de transport disproportionnés...), c'est encore beaucoup moins de temps pour chacun qu'il faudrait, sans diminution de niveau de vie aucune, globalement, mais avec des avantages certains : temps personnel gagné (le temps libre, voilà la vraie richesse, dixit Marx !) ; amélioration des relations sociales, augmentation du pouvoir populaire, politisation au sens noble...

La sécurité sociale est une autre possibilité de reprendre du pouvoir à l'état, par ce qu'elle a déjà permis, par ce qu'elle peut permettre encore. Un simple chiffre : son budget est 1,5 fois supérieur à celui de l'état, de quoi déjà comprendre l'enjeu majeur que constitue sa privatisation rampante en marche pour des acteurs privés ! Elle est, depuis la libération, le *monument social* créé, sachons peser les mots, qui prouve que ce que l'on a fait sur le plan social, on peut l'étendre au plan économique, par la socialisation mutuelle, la redéfinition des biens communs, en se passant au maximum de l'état et des banques. L'objet est bien de multiplier ce type d'organisme, de même que les communes

réunies en un cadre fédéraliste en est un autre. Toute extension de ce type de pouvoir est un affaiblissement des prérogatives de l'état, et donc une extension de la démocratie. Il s'agit de partir des besoins réels du plus grand nombre : a-t-on besoin d'un nouvel aéroport, d'une nouvelle autoroute, d'un center-parc pour bobos en mal de nature aseptisée, etc. ? Lorsque l'on met ces besoins sur la table, nombre de besoins de luxe, ou inadaptés à l'aune des problèmes écologiques fondent comme neige au soleil, car plutôt que d'une logique capitaliste individualiste (on produit de plus en plus de voitures, donc il faut de plus en plus de routes...), c'est bien à une réflexion globale qu'il faut inviter les terriens. La Sécurité sociale pourrait donc facilement ouvrir une nouvelle branche, après les accidents du travail, la maladie, la famille et la retraite, une branche sociale consacrée aux biens communs, basée également sur une nouvelle cotisation prise sur la valeur ajoutée, produite par toutes et tous, l'ôtant ainsi un peu plus encore à la sphère privée. Rappelons brièvement pour clore le bec des objecteurs que notre système de prélèvement obligatoire est bien moins cher que le système assurantiel privé en vigueur ailleurs, et surtout beaucoup plus juste même s'il reste beaucoup à faire. Les objectifs généraux en seraient la mise en place d'un programme face à l'urgence climatique, le remplacement du financement de l'économie par les banques, en se passant de l'intérêt, proposition venant s'ajouter aux banques mutuelles municipales ! Il est aberrant qu'un petit nombre d'individus, les « décideurs », fassent individuellement le choix de ce qui est important collectivement. Entre un plan d'isolation des maisons partout en France et un nouvel aéroport bruyant, polluant et réchauffant, le choix est vite fait. La « Sécu » fut une réponse aux aléas de la vie et aux dégâts de la société industrielle, chargée de leur réparation. Pris par un autre bout, tout sujet quel qu'il soit et où qu'il soit est un jour ou l'autre pris dans les rais de ces aléas et dégâts et il apparaît plus que logique qu'il soit aussi à l'origine de la réflexion sur le sens global de la société. Cela veut dire considérer aussi l'entreprise comme un « bien public », la valeur ajoutée comme une valeur sociale née de l'activité de tous. Comme disait encore Fourier : cent hommes en une heure peuvent élever l'obélisque, mais un homme seul en cent heures ne le peut pas. Seul, je ne suis rien, je n'existe que par les autres et avec les autres, et on ne voit pas pourquoi ni au nom de quoi des secteurs entiers de la société échapperaient à la réflexion globale pour ne plus être que des lieux d'exécution de choix faits ailleurs par une minorité aussi éclairée fut-elle. Il ne peut donc s'agir de simplement « diminuer le temps de travail » pour que tout le monde ait un emploi, mot d'ordre qui s'adresse encore à l'individu éclaté, mais de repenser et de réorganiser la totalité du processus de travail par la totalité de ses acteurs. Car pourquoi y aurait-il « prise de risque » individuelle, summum de la pensée libérale, à partir du moment où un besoin est défini

socialement ? Quand je ne suis qu'un exécutant quotidien qui travaille sur un toit ou dans une centrale nucléaire, je ne prends pas de risques ? En fait, ici encore le glissement sémantique nous fait apparaître l'accessoire pour le principal. Celui qui risque de l'argent est valorisé, celui qui ne risque *que* sa vie n'est même pas considéré. Fétichisme de la monnaie ! Quand on parle de « sécurité sociale », il s'agit bien là d'en peser les deux termes : la sécurité, c'est la sécurité du quotidien dans mon droit à vivre, (pas celle de flics en surnombre telle qu'elle est théorisée jusqu'à faire tache dans tous les secteurs politiques), sécurité pensée par le prisme du social, parce que tout ce qui fait société est social. On oublie toujours que les choix *individuels*, tels ceux pris par les « créateurs d'entreprises », les « capitaines d'industries », héros des temps modernes et de l'idéologie libérale se présentant neutre et naturelle, imposent, à contrario, des *contraintes collectives* ! Si je monte une entreprise de camions, je transporte des marchandises utiles certes, mais aussi je pollue, il me faut des routes larges, de vastes parkings, je provoque des accidents graves par l'explosion des horaires des conducteurs, j'exploite le « chauffeur polonais », je consomme plus de fioul que la péniche, je nuis donc autant à la société que je ne lui apporte de services, mais il y a privatisation des bénéfices et socialisation des pertes. Si je crée une entreprise de sondages dont l'activité est de passer des appels téléphoniques, telle celle que possédait Madame Parisot, ex-présidente du Medef, et grande donneuse de leçons économiques, je n'apporte strictement aucun gain tangible à la société en terme de richesse ou de mieux être, simplement sur un plan comptable, ce qui montre que comme pour le PNB la comptabilité nationale est à revoir, mais je pollue aussi, les esprits, j'érige une activité insipide en parangon de vertu, j'exploite les travailleurs marocains ou indiens qui *font du chiffre* dans des zones où les salaires sont misérables, les impôts inexistantes, les conditions de travail concentrationnaires etc., dégâts sociaux collatéraux systématiquement exclus des analyses, ainsi que tous les à-côtés, dégradations diverses, pollutions, non comptabilisés dans les coûts de l'entreprise individuelle. Toutes ces « élites » économiques nous colonisent le cerveau, nous surveillent via leur GAFAM, nous empoisonnent via leur agriculture industrielle et agro-alimentaire toxiques, nous contrôlent l'état avec leurs castes dévouées, nous zombifient via leur pseudo-démocratie représentative et leur Europe libérale, carcans consignants citoyens et citoyennes dans l'impuissance politique alors que tous les dossiers brûlants sont gérés en coulisse à leur profit, que les émissions de gaz à effet de serre s'accroissent, que l'air pollué continue de tuer 80 000 personnes par an, l'amiante encore 5 000, qu'un enfant sur 60 naît autiste, que la fertilité masculine s'assèche, qu'un porte-container pollue plus que des millions de voitures, que tous les acquis de la résistance sont soigneusement détricotés, sécu et retraites comprises, que la 5G

s'installe, que les licenciements boursiers continuent, que l'agriculture industrielle déverse toujours 110 000 tonnes de pesticides et que le nucléaire menace d'exploser !!!

La déconnexion entre sphères de production et de consommation, du fait du caractère collectif imposé dans l'acte de produire et individuel et libre dans l'acte de consommer, n'est somme toute qu'une liberté de choix *a posteriori*, présentée comme « la liberté », comme si le choix constituait le modèle de la liberté, y compris dans l'« offre » politique. C'est à dire que l'on passe aisément sous silence tout le processus de production imposé, miettes sous le tapis de toutes les contraintes inhérentes à l'acte de produire. Ainsi donc je travaille 8 h par jour dans un système de contrainte totale pour en arriver à l'acte d'achat libre, qui se déroule ailleurs, et qui se résout lui en quelques secondes, la liberté individuelle du choix final passant sous silence tout le processus de contrainte collective. Alors imaginons l'inverse, une liberté collective totale de produire, pour en arriver à l'acte de contrainte qui serait l'acte d'achat, contrainte parce que nettement moins diversifié que dans le système où la contrainte maximale est nécessaire pour multiplier l'apparence des objets (que vous ayez dix pantalons différents ne change rien au fait de leur utilité en tant que pantalon). C'est à dire que la contrainte change de camp : 8 h de travail quotidien nécessitant liberté dans l'organisation, la discussion... en arriveraient à une production moins diversifiée pour le consommateur, parce que non nécessaire, les fondamentaux sociaux changeant en même temps. On ne s'habille plus pour avoir l'apparence d'être différent des autres, on devient différent soi-même par les pouvoirs nouveaux conférés collectivement, attentif aux grands problèmes du temps parce que nouvelles contraintes collectives. Il ne s'agit pas d'être tous en uniformes Mao, mais simplement que l'apparence ne soit plus la distinction factice entre des personnes identiques intérieurement, mais révélatrice au contraire de personnalités diverses, s'étant emparées de leurs vies, bousculant les principes de construction sociale de la personne en même temps que les principes de production. Il ne s'agit donc plus d'offrir le maximum de choix au consommateur, liberté factice, mais un maximum de liberté pour chacun dans sa vie et dans l'acte de produire inhérent aux problèmes du temps. Ce faisant, il ne peut plus y avoir concurrence entre des systèmes, chacun, là où il est, prenant conscience de la totalité, de la sphère de production à la sphère de consommation. Il en découle inévitablement une réorganisation totale de la production et dans son organisation interne et spatiale. La liberté, ce n'est pas le choix, position intenable entre des offres contraintes rendant le consommateur inactif et simple spectateur, la liberté c'est l'engagement, dans un processus qui met la personne entière en mouvement, dans une unité globale manuelle et intellectuelle. On ne construit plus d'objets par l'intermédiaire des hommes, mais des hommes se construisent

par l'intermédiaire des objets, et l'objet unique de la société est la construction d'hommes libres et conscients.

L'urgence est donc bien à la radicalité tous azimuts, qui n'est pas synonyme de déterminisme catastrophique loin de là. Le capitalocène est une socio-genèse historique du dérèglement climatique qui met en cause le capitalisme, pas l'humanité, position bien commode pour innocenter les causalités réelles, l'origine socio-historique économique du crash climatique, et pour nous empêcher de démanteler l'économie fossile du capitalisme. Il nous faut redéfinir le dérèglement climatique comme un produit du capitalisme et non de l'espèce humaine. Il nous faut donc sortir du capitalisme si on veut avoir une chance de survie ! La conception naturaliste de l' « Homme » pyrophile sert de cache sexe en diluant la responsabilité d'un système aux mains d'une minorité puissante mais qui ne le gère pas comme non plus au gré de leurs fantaisies comme on pilote une bicyclette. Ainsi le capitalisme, partie de la nature, ne vit que sur son exploitation jusqu'à sa mort ! Et nous sommes d'abord partie intégrante de la nature (nous sommes mortels comme toutes les espèces naturelles), nous sommes pris dans un système de relations de propriété, de rapports de classe, d'us et coutumes, de tabous, d'idéologies, de modes de vie structurés et qui nous structurent en tant qu'individus, dans lesquels on est pris et qu'on trouve tout installés à chaque génération. L'hégémonie, pour Gramsci par exemple, se réfère à la façon dont les élites dirigeantes, à travers les organes de la culture de masse, manipulent notre compréhension de la réalité pour promouvoir leurs intérêts. Les consommateurs passifs de la culture de masse voient le monde non tel qu'il est mais tel qu'il est interprété pour eux. La culture de masse, y compris la presse, les écoles et les systèmes de divertissement, diabolisent tous ceux que les élites dirigeantes désignent comme boucs émissaires et craignent, dans notre cas les gens de couleur, les pauvres, les musulmans, les travailleurs sans papiers, les anti-capitalistes, les syndicats, les intellectuels, les progressistes, les dissidents... Les dirigeants d'entreprise utilisent la culture de masse pour transformer les revendications économiques et sociales légitimes en problèmes psychologiques et émotionnels, d'où les battements de tambour dans l'ensemble de la société appelant à croire en nous-mêmes, à travailler dur, à être obéissants, à tenir compte des psychologues positifs et des gourous du développement personnel, à étudier, à viser l'excellence et à croire en nos rêves. Ce mantra, qui nous assure en substance que la réalité n'est jamais un obstacle à nos désirs, s'accompagne de la promotion d'une fausse camaraderie avec la soi-disant famille d'entreprise, si nous travaillons pour une grande société, ou d'un nationalisme exacerbé. Gramsci a eu la prescience de voir qu'on ne demandait pas seulement au gestionnaire capitaliste de maximiser les profits et de réduire le coût du travail. Le gestionnaire devait construire des

mécanismes d'endoctrinement pour assurer l'intégration sociale et la solidarité collective au service du capitalisme, d'où les évaluations, les promotions et les rétrogradations permanentes en même temps que le rassemblement des employés dans des réunions pour instiller une pensée de groupe, et l'antienne de l'échelle sociale pour ceux qui n'en sont qu'au premier échelon et qui veulent monter. Avec cet endoctrinement, de mini états de sécurité et de surveillance ont été installés dans les lieux de travail, où chaque mouvement et chaque mot prononcé sont enregistrés ou filmés au nom du service à la clientèle. Les entreprises fonctionnent comme de petits États totalitaires, des modèles pour l'État corporatiste plus vaste. Au fur et à mesure que ces mensonges s'éventent, nous sommes jetés dans ce qu'il appelle un interrègne – un temps pendant lequel l'idéologie dominante a perdu son efficacité mais n'a pas encore été remplacée par une nouvelle. « *La crise consiste, écrit-il, précisément dans le fait que l'ancien monde meurt et que le nouveau ne parvient pas à voir le jour, et dans ce clair-obscur surgissent des monstres* ». D'où les mutations politiques comme Trump, Bolsonaro, Erdogan... il y a foule et, à l'époque de Gramsci, Mussolini.

Les ressources pour satisfaire les besoins humains étant limitées, la solution à la crise écologique des décennies à venir passe par la restriction des consommations telles que nous les connaissons actuellement. Soit nous continuons dans la logique marchande actuelle et "l'occidentalisation du monde"<sup>65</sup> atteignant de plus en plus d'espace, nous conduit rapidement vers une crise majeure, soit nous posons des bornes rapidement à cette extension, nous nous retirons des lieux, des endroits, à peine "entrepris", nous diminuons la place du marché, et nous permettons à des tas de cultures de respirer à leur rythme, dans la limitation des besoins qu'elles se donneront, en même temps qu'il nous faudra faire de même. Face au mot d'ordre libéral subliminal "conquérir les marchés en uniformisant les cultures", le mot d'ordre de l'écologie sociale est de "multiplier les échanges culturels en restreignant les marchés". Privilégier la qualité sur la quantité, à forte valeur d'usage. Ce changement là sera aussi important que le passage de la cueillette à l'agriculture puis à l'industrie. Après avoir nourri les ventres, il va falloir nourrir les têtes, car des milliers de personnes travaillent dans les services marchands gratuitement, sans retirer l'équivalent du temps passé. Les routiers, les agriculteurs, les cadres, les petits commerçants, les artisans, et bien d'autres, accumulent des heures dont une fraction seulement est rétribuée par le marché. A l'opposé, Le travail ménager, l'éducation des enfants ne sont pas des domaines marchands, le militantisme, le bénévolat associatif, sont indispensables à la bonne marche de la société, et sont ignorés. Pourtant, ils représentent globalement beaucoup plus d'heures passées dans des activités sociales essentielles que

---

65 - Serge Latouche / L'occidentalisation du monde / Ed. La Découverte /



celles agrégées par la comptabilité nationale. Une réorganisation totale est nécessaire qui éjecte le phénomène de l'emploi, succédané de l'économie de marché, pour que toutes les activités inhérentes à une société soient posées sur la table, débattues et réparties, et non simplement laissées au marché, qui ne débat que de ce qui rapporte, qui laisse des pans entiers de société dans l'impensé. Ce qui veut dire que le travail marchand doit diminuer massivement pour tous, afin de mettre un terme aux antiques dichotomies travail / capital, concepteur / exécutant, oppresseur / opprimé, maître / esclave. Le choix est évident. Plus nous sortirons de l'économie de marché, plus l'avenir sera ouvert vers des pratiques économiques et culturelles respectueuses, désaliénantes, responsables. Nous devons faire du savoir une diffusion massive, de telle sorte que la puissance collective de la pensée puisse s'opposer à la puissance et à la nuisance du capital, que le vouloir et le pouvoir des individus puissent s'opposer au pouvoir de l'argent. Il va de soi que tout ceci ne pourra se faire que dans de petites et moyennes structures, et qu'il faut poser dès lors la restriction des outils gigantesques du capital comme objectif. A la mondialisation doit succéder la territorialisation. Moins d'Airbus, plus de bus ! Au nom de l'emploi, on ne peut plus soutenir des productions qui hypothèquent l'avenir, nous sommes là devant le fossé qui nous sépare du productivisme. Des pans entiers de l'économie actuelle devront purement et simplement être mis au rebut, tandis que d'autres naîtront (exemple : les armes, et les nouvelles formes d'énergie). Mettre des bornes à l'impérialisme économique ne peut se faire que par une montée du pouvoir de chacun dans son analyse du monde, dans les organisations auxquelles nous participons, dans une diffusion culturelle massive qui fasse que l'on cesse de considérer le pouvoir et la décision comme devant être subis naturellement, alors qu'au contraire ils doivent être l'œuvre de tous. Comme disait déjà Aristote, la démocratie c'est être en même temps gouvernant et gouverné, ou comme disent les zapatistes, « gouverner en obéissant ». Bref, en un mot, s'émanciper !

Un nouvel âge des communs doit advenir, prenant appui sur ce qui a existé dans le passé, c'est-à-dire la gestion directe de ressources par des communautés de personnes. On pense aux forêts domaniales, ex propriétés des rois, devenues propriétés d'état ou de communes, et non plus simplement des habitants. Il s'agit là de l'exemple parfait d'une expropriation républicaine, ce qui permet à un président de vendre le patrimoine national, sans en référer à quiconque : autoroutes, immeubles, meubles, ports, barrages, aéroports... c'est-à-dire à le faire entrer dans le domaine marchand, alors que la philosophie à l'origine des biens publics était au contraire de les soustraire du domaine marchand ! Il n'est que de voir le sort réservé à la Grèce obligée de vendre ses actifs pour payer sa dette. Nul doute qu'une fois payée, une expropriation sans condition devra avoir lieu à l'euro

symbolique, il suffit d'y préparer les esprits dès maintenant, par un vote contre les puissances financières, qui sera lui respecté. Il manque la volonté d'un Robespierre menaçant de la guillotine les spéculateurs de grains, les accapareurs. Aujourd'hui, les spéculateurs sont des joueurs qui font la une des gazettes et des télévisions, et qui promènent leur cynisme sur la terre entière.

Il est impératif de réintroduire des préalables éthiques qui sont la solidarité avec les démunis, peuples et individus, la logique de partage, la lutte radicale contre la pauvreté, et l'accession du plus grand nombre à la compréhension des phénomènes et rouages. Pour autant, il ne s'agit pas d'appliquer une fois encore nos réponses à leurs questions, alors que nous sommes incapables d'appliquer nos réponses à nos questions. La conquête des marchés extérieurs n'est que l'antique problème des conquêtes tout court, où l'envoi à l'extérieur des troupes et des curés était organisé pour résoudre les problèmes intérieurs. Se construire un ennemi est le plus sûr moyen de fonder un groupe. Nous devons remettre en cause méthodes et instruments, et se placer dans un processus de responsabilité : ce qui a été, ce qui est, ce qui sera. La dette des pays pauvres, ce n'est pas de l'argent, c'est cinq siècles de génocide, d'esclavage et de colonisation, qui perdure sous forme de plans d'ajustement, de coups de sabre dans les budgets sociaux, de monnaie (le franc CFA toujours géré à Paris) ! La durée du travail, l'âge de la retraite, la façon de gérer son temps, doivent devenir des sujets de débats permanents, et non pas définis une fois pour toutes dans les hautes sphères dirigeantes. On peut fort bien imaginer des années sabbatiques, du travail à mi-temps annualisé, des crèches dans chaque immeuble, des jardins à la place des pelouses, des intervenants réguliers dans l'éducation, des remplacements réguliers... Nous devons, en outre, établir des liens de concordance très forts entre les outils et leur utilisation. Les démocraties se vantent d'avoir vingt chaînes de télévision. Le problème, c'est qu'aux heures de grande écoute, c'est sur toutes en même temps qu'il y a les mêmes jeux décervelants, les mêmes informations conventionnelles, les mêmes variétés débilantes. Une technologie de haute volée qui a mobilisé des cerveaux des années durant conduit en fin de parcours à l'amorphisme grandissant du citoyen, au vide intellectuel et culturel. La démocratie citoyenne est une démocratie du spectacle. La paupérisation de la planète est autant celle des cultures et des langues qui disparaissent, du politique qui perd le sens, des sociétés qui surconsomment que celle des ressources qui diminuent. La dissociation économie-écologie-culture, soumise au diktat de la première, provoque des aberrations. C'est à une reconsidération de nos buts sociaux, de notre façon d'occuper la terre qu'il nous faut penser. Chacun riait au dix-neuvième siècle, quand furent promulguées les lois sur l'école obligatoire, et chacun riait aussi quand au vote des femmes. Chacun rit aujourd'hui, car soi-disant, l'économie ne peut faire

l'objet d'une telle déclaration, puisque ce sont les marchés qui la régissent. Le raisonnement est circulaire, et réaliste à partir du moment où l'on accepte les présupposés de l'économie de marché. Mais cassons ceux-ci, et nous verrons que tout est possible : que des villages qui se créeraient de toutes pièces dans les régions désertées du centre de la France seraient rapidement autosuffisants, que de nombreux travaux pourraient être accomplis pour la remise en état de la planète, que l'urgence de changer de mode de consommation obligera, dans la sphère agricole, à en repasser par des cycles photo-synthétiques plutôt que combustibles. Des exemples ? Gussing, Autriche, 4500 habitants, village devenu autonome en énergies renouvelables en 12 ans, avec 1000 emplois créés, moins 400% d'émissions de CO<sub>2</sub>, une centrale de production de bio gaz pour le transport sans pollution et à moindre coût ! Montdidier, près d'Amiens, première régie publique d'éoliennes municipales de France et 400 000 € net dans les caisses chaque année après amortissement, qui dit mieux ? Mouans-sartoux, près de Cannes, 8 000 habitants, cantines bio à 100% et locales depuis 2 ans selon une formule de régie publique, à 2€ le repas, avec légumerie, conserverie, serres, terrains, tout en régie publique ! Feldheim, Est de l'Allemagne, région déshéritée du Brandebourg proche de Berlin, à l'initiative de la commune (130 habitants) le vent (éoliennes), le soleil (parc solaire de 200 panneaux dans une ancienne usine désaffectée) et le lisier de porc de la coopérative agricole issu des substrats végétaux de maïs et du seigle, ont remplacé pétrole, gaz et nucléaire, et ont mis en place leur propre réseau de distribution, le premier en Allemagne ! Bref c'est l'autonomie énergétique. Grâce au bas prix, la moitié de celui vendu par les quatre géants allemands, le village a créé cinquante emplois, installé une petite entreprise de métallurgie et stoppé l'érosion démographique tout en échappant aux taxes prélevées par les oligopoles, ce qui lui permet d'économiser 300 000 € par an, réinjectés dans la commune ! La transition se joue aussi dans les campagnes : Hierro, Espagne, achat d'éoliennes (géantes certes, il va falloir aussi gérer nos contradictions!), d'où surproduction contestable surtout si l'argent mène à délaissé les biens communs, non monétaires, accessibles gratuitement à tous et toutes, la nature, la culture, la fraternité, la résilience... Mais au moins, l'énergie est renouvelable (disons qu'elle permet d'aller un peu plus loin, mais il nous faut aussi gagner du temps!), locale, propre et socialisée, et grâce aux régies publiques communales propriétaires et productrices de ces énergies, l'argent public peut revenir à la population soit directement soit par des biens publics ou communs, biens de ceux et celles qui n'ont pas de biens. Gardons nous autant que faire se peut d'une approche radicale qui se voulant hégémonique condamne d'emblée tout ce qui se fait, au profit à l'inverse de multiples expériences qui, se nourrissant les unes des autres montreront les meilleurs chemins

à prendre, tout en pointant nombre d'erreurs à rectifier au fur et à mesure des avancées. Mais les ressources ainsi socialisées et captées par la puissance publique locale permettent de dégager les moyens pour que tous et toutes puissent se mettre à l'abri des graves aléas économiques et économiques qui s'en viennent : centrales villageoises, coopératives d'énergies et de petites transformations, communes investissant dans des rachats de terres, restaurant les espaces naturels dévastés par l'agro-alimentaire et la chimie, isolation des maisons, artisanat, jardins collectifs...

L'homo-économus des pays développés est plus sensible à la baisse des actions boursières de Tokyo, même s'il n'en possède aucune, qu'aux ravages de la famine en Éthiopie. On lui a tellement dit que son niveau de vie en découlait qu'il en est intimement persuadé. Chaque jour entend-on ainsi les commentateurs boursiers s'extasier sur le plus grand nombre de marchandises échangées dans les temples du capitalisme : aujourd'hui X échanges, le lendemain 2X. Ils pérorent. Mais de quoi et sur quoi ? Le nombre d'échanges est-il synonyme d'un mieux être, d'un moindre chômage ? Non. Ainsi, le bois coupé en France et vendu à la Chine qui nous revient sous forme de meubles que l'on exporte n'est-il en rien supérieur à la construction sur place d'un chalet. Mais, d'un côté, le bois a franchi des frontières, ce qui lui assure l'estampille libérale, et a augmenté sa valeur. De même, le nombre d'avions qui décollent ou atterrissent à Roissy est-il synonyme de meilleure économie ? Non. Il faudrait faire le rapport des avantages escomptés et des nuisances installées, des voyageurs satisfaits et des surdités augmentées. Et surtout se poser la question : qui voyage en avion ? Avec un tant soit peu de recul, on s'aperçoit que la totalité du système n'est faite que pour quelques uns dans tous les domaines, le loisir n'étant que le plus visible. Le nombre d'échanges est-il synonyme encore de plus de valeurs mises au service de l'économie ? Même pas, car 3 % seulement des échanges boursiers sont directement investis dans les économies, le reste n'étant que spéculation. Imaginez vous simplement échanger un billet de 10 € avec votre voisin de pallier, autant de fois que cela vous amuse, et vous aurez ainsi une idée de l'inanité et d'une telle attitude et de l'économie mondiale ! La disparition des bourses représenterait un épiphénomène qui n'affecterait que très peu la vie des sociétés, sauf des sociétés boursières. Par contre, une économie gérée par un petit nombre, comme l'économie mondiale, peut avoir des conséquences incalculables en cas de perturbation. Un fonctionnement reposant sur les décisions d'un plus grand nombre éviterait dysfonctionnements et gabegies actuelles, en jouant le rôle de freins et de restrictions, parce que l'homme ne rechercherait pas le profit facile mais l'efficacité sociale, gestion optimale des ressources, intellectuelles et naturelles, dans un débat permanent entre le souhaitable et le possible, le dire et le

faire.

Pour la première fois à l'échelle planétaire, une civilisation a la possibilité de dilapider les ressources du sol et du sous-sol, c'est à dire l'héritage écologique, et ainsi léguer aux générations futures des problèmes insurmontables. Nulle part, le capitalisme n'a disparu de par ses propres contradictions internes, au contraire, il n'a fait que fleurir, parce qu'il sait s'adapter. Ses avatars, tel le colonialisme, sont tombés sous l'action des hommes et non par quelque processus inéluctable, et c'est heureux, puisque cela prouve que les hommes ont le pouvoir de renverser l'ordre établi, et ne sont pas simplement les jouets d'un déterminisme historique et dialectique. Pour l'écologie sociale, l'homme est indissociable des conditions de sa survie, de son environnement, de la *nature* familière, et nous savons désormais que ces conditions ont pour corollaire une morale nouvelle dans les pays riches, à savoir que la satisfaction des besoins à l'échelle mondiale passe par un changement dans la consommation des pays développés, d'un rétrécissement de la sphère du marché, de la prise en compte de nouveaux critères de gestion et de vie, d'une diminution de la production d'objets matériels et de la consommation d'énergie. Face à la pénurie future et de métaux et d'énergie peu chers, la seule solution est dans la mise en place de technologies à basses consommations, dans la fabrication d'objets réparables, démontables et durables, à la mise hors circuit de l'obsolescence programmée, à la réinsertion de métiers disparus qui justement permettaient aux objets d'avoir une nouvelle vie : cordonniers, réparateurs et réparatrices diverses et variées, artisans et artisanes du coin de la rue qui faisaient vivre en même temps qu'une famille un quartier et une société.

Agir ainsi en créateur de centaines de milliers de micro-actions radicalement différentes de celles qui maintiennent notre société dans l'état de délabrement mental actuel, travailler le corps social d'utopies régénérantes, d'idées révolutionnantes, déstabilisatrices. La vie est une démarche permanente, et non un cours magistral que des révolutionnaires ayant compris le sens de l'histoire viendraient expliquer à d'autres. Ma révolution commence aujourd'hui et maintenant, dans ma vie quotidienne avec les autres, dans les idées qui s'échangent. Songeons au formidable pari que constitue la mise sur pied, de façon globale, d'entités gérées collectivement dans tous les domaines, aux formidables capacités d'invention qu'il faudrait trouver et mettre en œuvre pour assurer une production utile, à la nécessité de régler les conflits, songeons à la puissante avancée sociale, théorique, que cela supposerait dans l'obligation de la répartition des fruits du travail, aux capacités d'analyse et de théorisation du monde dont il faudrait que tous les individus se dotent pour des avancées sociales irréversibles, à la puissance organisatrice, solidaire, aux forces immenses à mettre en œuvre pour une formation de haut niveau, à l'incessante recherche, à la réflexion

nécessaire sur l'avenir de la planète...

En réalité, chaque pays devrait produire, dans les conditions qui sont les siennes, le maximum de ce qu'il peut, importer ce qu'il ne peut, et régler le solde par des exportations équivalentes à ses importations. La règle devrait être dès l'équilibre, dans des relations bi-latérales, et l'exportation minimum. La France, ne produisant pas de pétrole, doit l'importer. Cette dépense doit être équilibrée par des exportations en prix équivalentes, et non supérieures. La contradiction de l'exportation maximale (sur le plan mondial, toutes les exportations sont égales à toutes les importations) est bien la continuation de la domination. Cette politique viserait à l'occupation de ses propres marchés, et limiterait l'internationalisation des capitaux. Mais l'engagement dans les marchés mondiaux est tel qu'aucun pays ne peut s'y risquer seul. Acheter le plus possible au plus proche est une nécessité écologique et non économique. Il ne s'agit pas de nationalisme exacerbé, mais au contraire de restreindre l'idéologie du marché où le fort écrase le faible. Historiquement, et contrairement à ce que les libéraux laissent entendre, la liberté du commerce et de l'industrie s'est toujours faite sous la férule des armées, de la force, dans des conditions antinomiques d'avec la démocratie : c'est au nom de la liberté de commerce que les corsaires du Roi s'affrontaient sur les mers, que l'esclavage était organisé par les états, et c'est en pratiquant la déconnexion et l'autarcie que l'Angleterre et les États Unis se sont développés, de même que l'Allemagne et le Japon d'après-guerre. C'est une constante historique que la libre concurrence est toujours le discours des forts. Cela veut dire, pour nous, pratiquer des échanges sélectifs, lutter contre ses propres exportations (céréales, lait en poudre...) ou importations (bois tropicaux, fruits...), qui exploitent et déséquilibrent les pays tiers. Acheter en connaissant les conditions de production, légales et chimiques, pour n'avoir pas à payer des cassettes fabriquées à la sueur d'asiatiques de dix ans, pour n'être pas complices des déforestations massives de Bornéo, pour ne pas ingurgiter son cancer à petit feu.

Toute construction importante qui semble inébranlable, comme l'économie mondiale, est fragile de la tête aux pieds, un grain de sable peut tout dérégler, et des monceaux d'ingéniosité s'ouvrent à nous. Il s'agit de se rendre compte de nos aliénations mentales, celles que nous nous sommes créées au fil du temps, nous faisant accepter l'inacceptable : la guerre comme solution aux conflits, la domination de l'homme sur la femme comme solution sociale, et la mainmise du tout économique comme solution finale. De telles exigences de changements ne peuvent que déborder rapidement nos frontières pour avoir un minimum de réussite. Il faut dès l'origine poser la nécessité de transformations globales : écologiques, sociales, politiques, éthiques. La gestion du temps est depuis trop longtemps laissée à l'économie, pour que les individus, dans leur ensemble, ne

s'en saisissent pour la porter plus avant. De l'esclave appartenant à son maître et ayant la totalité de son temps contraint par celui-ci, à l'esclave salarié des sociétés modernes donnant encore quotidiennement la moitié de celui-ci à la société économique, alors que globalement le temps de travail diminue pour produire plus de choses, rejetant dans des statuts précaires et marginaux les travailleurs exclus, les sociétés modernes en arrivent à des impasses que l'irresponsabilité des responsables rend chaque jour plus criantes.

La société écologique établit une relation très étroite entre énergie et travail. De nombreux travaux précurseurs ont eu lieu en ce domaine qui offrent, sur le plan économique, une vision totalement différente de celle des banalités de nos vertueux économistes incapables de voir plus loin que les lois du marché et de la croissance comme solution unique. En un mot, plus l'énergie est chère, plus la société l'économise, et plus ça crée des emplois. Retour rapide sur quelques vérités bonnes à dire, tirées du "macroscope"<sup>66</sup> de Joël de Rosnay : *"énergie et travail varient en sens inverse... ils sont des substituts l'un pour l'autre... Partout où de l'énergie se substitue au travail des hommes, un flux plus important de dividendes coule vers les détenteurs du capital. Quand les prix de l'énergie sont bas, le capital de production est élevé. Quand les prix augmentent, le capital de production s'amenuise. Conséquence de la compétition entre énergie et travail : si les prix de l'énergie continuent de monter, la tendance à long terme se traduira par un accroissement des emplois"*. Dit de façon plus triviale : si le transport par camion devient prohibitif, nombreuses seront les brouettes ! (Attention ; après la bougie, les brouettes !).

L'automatisation permet de produire plus dans le même temps, ou autant en moins de temps. Si c'est la première proposition qui est choisie, cela suppose un marché potentiel avec maintien de l'emploi. Si c'est la seconde, cela suppose une diminution du travail global, possible de deux façons : en diminuant le travail de chacun, ou en maintenant le travail de la plupart, mais en mobilisant les heures gagnées sur les mêmes individus alors que les autres se retrouvent à l'état de chômeurs, éjectés des circuits de production. C'est cette solution qui est choisie par le système libéral, et on parle alors euphémiquement de chômage *"volontaire"*, réintroduisant par la-même une dimension *culturelle* au phénomène, car la réalité dément la théorie, qu'on s'emploie à fustiger le reste du temps, rejetant sur *l'individu* le dysfonctionnement du système, ou encore en parlant *"d'équilibre de sous-emploi"* comme si n'importe quel taux de chômage ne pouvait être analysé comme un tel équilibre ! L'enrichissement honteux de quelques uns se nourrit de la perversion de tout le système. Pour éviter la révolution sociale, il y faut alors du rêve : le loto, le foot, le tour de France et les concours de miss France sont là pour ça.

---

66 - Joël de Rosnay / Le Macroscop / Seuil / 1975

La décroissance suppose nécessairement la justice sociale, donc la limitation de l'arbitraire social également, le partage de la richesse et des revenus, puisque tout le monde travaille pour tout le monde, et que l'échelle des rémunérations n'est qu'un cache-sexe pratique et idéologique. On ne voit pas pourquoi, par exemple, la longueur des études justifierait une rémunération plus importante, le temps où l'étudiant étudie au chaud et payé par la société n'étant pas plus difficile que celui du maçon montant un mur en hiver. L'obligation d'avoir un métier manuel devrait être obligatoire d'ailleurs, contrainte libératrice, et tous les lycées devraient être professionnels, jouant chez l'individu sur les deux tableaux du manuel et de l'intellectuel, dans des allers-retours incessants, faisant disparaître la dichotomie largement installée et « naturelle » une fois de plus du peuple des manos et du peuple des intellos ! Tout travail manuel nécessite de l'intellect, sinon l'humanité n'aurait jamais progressé. Si elle l'a fait, c'est en observant, en imaginant, en inventant des outils et en s'en servant. La dimension créative est présente dès l'origine, la main va de concert avec la tête.

La nécessité de sauvegarder notre niche écologique, la planète, la subversion des idées dominantes, le droit à la paresse pour tous et non l'assistanat octroyé. Dès lors, tout comme on a réussi à instaurer, par le SMIC et le RSA, des minimum vitaux, achetant ainsi la paix sociale, il faut instaurer des maxima sociaux. Au-dessus de ces maxima, on prend tout, seule façon d'éviter l'enrichissement de quelques uns aux dépens du plus grand nombre, seule façon de mettre bas l'enfermement mental que représente la volonté de richesse. De la même façon, chaque produit sera réexaminé en fonction de son utilité pour le plus grand nombre, à l'abri du marché, parce que contrairement à la croyance qu'il diffuse, le marché n'est pas l'indicateur de l'utilité : contrairement à la société capitaliste où le pétrole est bon marché et l'eau chère, dans la société écologique, le pétrole, non vital, sera cher, très cher, et l'eau, vitale, bien commun, sera gratuite.

Toute avancée technique si belle soit-elle n'est pas synonyme de bien-être social. Le nucléaire en est la preuve éclatante, nous ayant placé dans une impasse totale : surcapacité productive, ventes à perte, menace durable sur les générations futures. Le surgénérateur de Malville illustre à lui seul l'échec massif de cette filière : quelques mois de fonctionnement seulement. Pourtant, dans le domaine de l'énergie, des progrès notables pourraient être accomplis. Dans les économies tout d'abord, dans la cogénération (production simultanée de chaleur et d'électricité, qui permet d'utiliser 80% de l'énergie produite, contre 1/3 à l'heure actuelle), avec le bio-gaz, (obtenu à partir des déchets verts, du traitement du lisier...) la France peut produire autant de gaz qu'elle en consomme. Sortir du nucléaire sans ponction supplémentaire sur la planète et sans aggravation de l'environnement, c'est possible.



En matière de transport également il est possible de transformer durablement les choses. Privilégier les modes de transport économes en énergie, comme les péniches ou les trains, en mettant dans les coûts de la route ce que l'on s'efforce d'exclure (péages moins chers, essence moins chère, dégradation des routes non comptabilisée, pollution non taxée, tout ceci au profit des camions...) et faire surtout le bilan catastrophique de l'usage forcené de la route. Trains, bus, tramways, vélos, patins, taxis collectifs, etc. sont des voies d'avenir, au détriment de la voiture en ville. Une autre voie à explorer est celle de la gratuité. Rendre gratuits pour l'utilisateur certains services, notamment le transport, qui continuent cependant d'avoir un coût, fera simplement répercuter celui-ci sur l'impôt, et fera cesser la surconsommation en ville. Mettre sur les trains les camions qui roulent à vide et qui n'en continuent pas moins de consommer 35 litres aux 100 km, limiter leur rayon d'action, inventer une bourse au fret...

La mondialisation n'est que la perpétuation historique des empires forts sur les nations faibles. Elle s'est vertueusement parée des atouts économiques et du discours de l'aide pour mieux masquer ses projets. En soi, elle n'est pas condamnable. Les échanges de marchandises sont aussi vieux que l'humanité, et l'échange de produits est aussi échange culturel. La mondialisation ne se mesure d'ailleurs pas au degré d'ouverture des économies nationales, mais au fait que, contrairement à ce qui se passait avant, le mode de régulation des échanges n'est plus le national, l'État, mais l'international, la finance, dont les projets ne sont pas ceux du plus grand nombre mais du profit, et qui réussit un peu plus chaque jour à faire sauter les verrous institutionnels et démocratiques. La mondialisation n'est pas tant l'opposé du protectionnisme que celle de la disparition des mécanismes régulateurs dont s'étaient dotés les états, donc, aussi, les cultures qui, à long terme, disparaîtront pour n'en laisser qu'une : celle du roi dollar ou du roi yuan. Une fois les nations dépossédées de leur monnaie, au gré des financiers, celle-ci, internationale, réglera la production et l'état verra un de ses rôles essentiels disparaître. L'autonomie des banques centrales, dégagées du politique, est un grand pas vers l'autonomie financière totale de barons financiers, dégagés des obligations de l'élection et des régulations sociales, pour ne penser qu'à leurs affaires, la gestion de la crise grecque en est un exemple parlant. Les délocalisations d'entreprises, la mise en concurrence du secteur public, la déréglementation du marché du travail, ne sont que les signes et les résultats de la pensée libérale en marche, où la concurrence prime la régulation, où la concurrence est la régulation.

L'augmentation du PNB, du gâteau, importe peu aujourd'hui. Ce qui est important, c'est d'abord une redistribution massive des revenus au niveau mondial, la disparition du chômage et de la misère sur la planète entière, plus de justice

sociale, plus de temps libre, plus de paix, un énorme effort vers la qualité de la vie plutôt que vers la quantité des objets, vers ce que nous appelons la sphère autonome, qui est la sphère de pouvoir et de création de l'individu collectif. Nous savons que cette vision sociale d'avenir ne peut se faire dans l'économie du libéralisme, puisque celui-ci creuse les écarts au lieu de les diminuer. D'autre part, l'augmentation nécessaire de la consommation des pays pauvres nécessite la diminution de celle des riches, sous peine d'implosion écologique. La qualité de la vie sociale est la contrepartie indispensable à la diminution des consommations. Mais cette redistribution par les deux bouts ne pourra se faire qu'avec l'assentiment généralisé des peuples entiers, et sans l'aide obligatoire des pays développés pour le sud, parce que la technologie est la mainmise moderne de l'asservissement des dominés. En même temps qu'une immense réflexion sur l'inéluctable décroissance, devront se mettre en place les conditions démocratiques du changement de système : ce sera le rôle d'un nouvel universalisme, et d'un approfondissement démocratique qui rejettera nos démocraties internes basées sur la domination au rang de statuettes de musées. L'universalisme bourgeois de la révolution française a réussi, mais vidé de tout son sens : c'est celui de la monnaie, du capital, et non des hommes. C'est un universalisme de bazar qui s'étale sur la planète entière. L'universalisme prolétarien, lui, est mort de ses espoirs, car ce sont des avant-gardes, des élites culturelles qui ont voulu mettre en place le bonheur des autres et l'idéologie, tant capitaliste que socialiste du "progrès", de la "science" pouvant apporter le bonheur pour tous est encore tenace dans la plupart des esprits. Pourtant, l'universalisme est une nécessité. Difficile de supporter l'esclavage qui existe encore, la traite des humains, les maltraitances insupportables quotidiennes faites aux femmes, comme l'excision en Afrique, le fouet en Arabie Saoudite ou la mort sous les coups en France, la colonisation économique en lieu et place de la colonisation militaire... L'universalisme, c'est des femmes et des hommes libres partout. Mais l'universalisme imposé n'en est pas un, et il ne suffit pas de changer la robe pour changer la foi. Il est vain d'utiliser la force pour prétendre à l'universel, mais il reste l'obligation des ponts entre les cultures, l'obligation de la paix.

C'est par la culture que l'homme sauvera la nature, et c'est par la nature qu'il sauvera la culture. Les deux vont de pair. Si l'universalisme est une nécessité, il n'en est pas moins un optimisme. L'homme moderne est un perpétuel insatisfait dans sa recherche matérielle, où les confessionnaires gratuits ont laissé place aux divans payants. L'universel libéral est celui de la marchandise. Mais comme l'homme n'est pas rationnel 24 heures sur 24, et qu'il doit exprimer des pulsions, des tensions et des passions, des arts et de l'amour, de l'agressivité et de la convivialité, l'économie faillit en voulant tout gérer. Pénétrant le secteur de l'irrationnel, il veut le rationaliser. Ainsi, ces

secteurs en perdent-ils leur vocation initiale, leur fonction sociale, étendant l'insatisfaction de l'individu jusque dans ses moments protégés. Aussi l'individu, au lieu de s'y reconstruire, continue-t-il de s'y détruire.

Ce ne sont pas les superstructures qui déterminent la société et l'individu, mais bien les structures mentales et les comportements qui les accompagnent. Dès lors il est vain de vouloir prendre le pouvoir par le haut et de ne vouloir que ça, de consacrer son action politique à la seule transformation formelle en se désintéressant du structurel. Ce n'est au contraire que par l'agencement systématique de micro-situations quotidiennes destinées à ce que chaque individu prenne pouvoir sur sa vie et son environnement immédiat que de gigantesques bouleversements se produiront. Toute action provenant du haut ne pouvant que provoquer soumission immédiate à un discours reçu et retour d'anciennes structures mentales. Le mouvement actuel des gilets jaunes peut être celui d'une formidable transformation sociale, à la condition expresse qu'il mette en place ses propres institutions, non pas au sens administratif mais pratique. Les ronds-points, les places publiques sont déjà des lieux conviviaux d'échanges, de paroles, des personnes qui ne se connaissent pas s'y rencontrent, l'agora se réinvente, une parole se diffuse. Cette première parole, il est nécessaire qu'elle puisse durer, afin de passer à une seconde parole, celle de la conquête du quotidien, par une multitude d'actions à inventer, en se libérant des carcans de la soumission : plus question de tolérer une famille mal logée, un harcèlement quelconque, une parole raciste, un petit chefaillon, un clochard... *au quotidien* ! Plus question de ne pas intervenir, *au quotidien*, face à de telles attitudes. Plus question de ne pas se mobiliser *immédiatement* dès qu'une loi ne convient pas ! Ce n'est pas grand chose d'intervenir, et c'est énorme, car c'est une prise de pouvoir sur soi et sur la réalité. Plus question de tolérer une promesse électorale non tenue, une injustice flagrante, une violence verbale ou physique *sans intervention immédiate*, seul ou en groupe, dans la rue ou sur son lieu de travail, au stade, dans son quartier... La première prise de pouvoir n'est pas institutionnelle, loin de là, elle est celle que je fais mienne aujourd'hui, sur moi et sur ce qui m'entoure. Plus question d'accepter la délocalisation de l'entreprise, la nouvelle route, l'arrachage des arbres du quartier... Plus question de subir sans intervenir. Le gilet jaune peut devenir ce signe extraordinaire d'une société qui passe de l'insécurité routière à la sécurité sociale, entendue comme lieu permanent de débats sur la société entière.

L'écologie politique émerge telle un iceberg face au naufrage de deux courants historiques : celui du communisme, massif, explosif, implacable, et celui du libéralisme, diffus, surnois, impalpable. Elle est une tentative de dépassement de deux visions de l'être humain : celle où l'individu est soumis à la communauté et y aliène sa raison pour n'être plus qu'un rouage

d'un monde déterminé scientifiquement et incapable d'aller de lui-même vers un ailleurs meilleur, et celle, à l'opposé, où l'individu triomphe, solitaire, de tous les obstacles de la concurrence que représentent les autres hommes et le faisant accéder au sommet, sans un regard sur les monceaux de cadavres nécessaires à son ascension. De l'individu se fondant dans le collectif à l'individu le fuyant totalement, il nous faut trouver le lieu commun où l'individu se réalisera par et dans le collectif, tout en gardant sa capacité de réflexion et d'action individuelle, réajustant en son sein les pulsions sociales atomisantes. Cette vision ne peut se réaliser qu'en retirant sa primauté à l'économique, qu'en intégrant la problématique des générations futures aux prises de décisions, qu'en réactivant la démocratie, en et hors les lieux de production, qu'en accordant aux femmes la place qui leur revient, qu'en choisissant l'option non-violente et le respect des cultures minoritaires. Tout ceci nous situe au-delà de ce qui existe actuellement. Nous devons saisir toute occasion de confrontation, de réflexion, d'action, avec ceux qui résistent aux exclusions, à la xénophobie, aux guerres, au laminage culturel, au culte démentiel de la raison technique. Mener campagne sur la réduction du temps de travail, contre la mainmise de l'OMC sur la planète, le tout nucléaire et militaire, nous situe dans les réseaux structurants du mouvement social. Porter une parole nouvelle et inédite, refonder les valeurs, susciter l'espoir, redonner confiance en agissant sur l'homme plutôt que sur l'outil, sur l'intelligence collective plutôt que sur la technique, sur la possibilité de faire plutôt que sur la production, car il n'y a pas de fatalité économique, mais des hommes et des femmes qui agissent. Un projet politique se construit en priorité dans la durée et à travers les situations sociales. L'écologie sociale porte un ensemble cohérent de valeurs de par les références qui unissent planétairement hommes et femmes. Ils sont à même de cristalliser les aspirations de tous ceux qui n'ont pas renoncé à la recherche d'un monde plus vivable, solidaire, riche de ses cultures multiples, en paix. Il s'agit de dessiner les contours d'une autre vision de la société, bien distincte autant de l'idéologie libérale dans sa version douce, la social-démocratie, que dans sa version dure, l'ultra-libéralisme, que du socialisme ayant réellement existé, le totalitarisme d'état. L'option de l'écologie sociale, non violente, se situe en rupture philosophique et culturelle avec la vision d'un monde comme éternel rapport de force dans lequel indéfiniment le fort opprimerait le faible. Elle récuse toute conscience du pire, elle pousse dans des situations historiques et politiques concrètes à la recherche de formes de résistance non-armée et de mode de résolution des conflits fondés sur la négociation. Elle mobilise nos intelligences pour la paix et non la destruction, elle nous entraîne dans une logique de réseaux et de solidarités à la base. Il s'agit de ré-englober l'économie dans le social et le culturel, de

sortir du règne de la marchandise, de donner priorité à la qualité et à l'intensité de la vie ensemble. Pourtant ce monde n'a jamais paru si déstabilisé, si déchiré qu'aujourd'hui, 30 ans à peine après les immenses espoirs soulevés par la chute du mur. Car le libéralisme économique et philosophique, véritable instinct prédateur de l'homme social occidental, a besoin de l'autre pour se nourrir, et quand cet autre n'existe plus il doit le recréer. Après la guerre froide, nous assistons à de multiples guerres chaudes, régionalisées au niveau de la planète, et localisées pour que se maintienne l'ordre immuable des dominants. Pour y échapper, pour que l'ordre marchand unificateur ne transforme sa main invisible en main de fer, ne plus adhérer aux idéologies du système, et réellement : collectifs de lutte, mouvements d'ensemble nationaux contre les privatisations, gilets jaunes, occupations diverses et variées, squats pour mal logés au colloque de Total à Pau par des dizaines « d'activistes », mais aussi en attaquant la propriété des moyens de production et au pouvoir ploutocratique : coopératives de production plutôt que start-up, nationalisations à autogestions locales, permaculture et dérivés plutôt qu'exploitation de la nature, démocratie directe locale plutôt que délégation... qui vont renverser le rapport des forces entre les puissants et les dépossédés, et les rapports d'idées (les soumissions et collaborations involontaires). Ne nous laissons donc pas endormir par la naturalisation de l'Homme ou de l'humanité comme pyrophile ou reptilienne, ni par le fétichisme d'un capitalisme indomptable et tout puissant, ni par la croyance que de nos petits ruisseaux de gestes naîtraient de grandes rivières, qui signent nos renoncements, mais osons la mobilisation massive au global, au national et au local comme les alternatives collectives, les luttes d'idées pour dessouder la légitimité du système, comme les propositions de long terme inscrites dans le court terme afin de mettre des forces en marche et en convergences dont la jonction fera reculer le funeste horizon qui n'est devant nous que parce que nous ne participons pas assez à un intense travail intellectuel et moral comme à une modification de nos habitudes de bien être personnel ou de promotion personnelle avant de nous soucier du bien public et commun dont dépend notre propre avenir personnel.

Responsabilité à faire partager à toutes les consciences, et dépassement de l'unique engagement matériel et économique, parce *"qu'aujourd'hui encore il s'agit de lutter contre les barbaries profondément enracinées dans les formes mêmes de production et de diffusion de notre culture"*<sup>67</sup> parce qu'aujourd'hui plus que jamais l'humain ne peut se réaliser hors du social. L'action livrée à elle-même, et c'est bien là l'échec de l'humanitaire, ne s'adresse qu'à l'individu, sans le replacer socialement dans la collectivité d'où il est issu, qui l'a peut-être rejeté, mais d'où il tire son identité. L'action n'a de prise que sur

---

67 - andré

une partie de l'effet, la partie visible, mais reste impuissant sur la causalité. Pour traiter de l'exclusion, il ne suffit pas de déplacer des emplois, d'en créer de nouveaux. Il est, par contre, indispensable que la collectivité se repense. Et pour ce faire, elle a besoin d'un projet où elle peut effectivement se redéfinir. Le projet est inséparable de l'humanité qui vit en chacun, inséparable de la volonté d'unir ces humanités pour reconstruire un être social affaibli, la cité, et, au-delà, la planète toute entière. Cette nécessité devra être relayée par de nouvelles constructions institutionnelles, mais qui ne seront que feu de paille sans l'engagement définitif de tous.

La démocratie ne peut plus être que mondiale, parce que ce n'est qu'en s'adressant à chaque individualité citoyenne que la totalité des gigantesques problèmes à résoudre pourra l'être. Ainsi, l'universalisme suppose voir et agir à la fois au plus loin et au plus près. Il n'est pas un universalisme imposé par le marché ou la révolution en marche mais un universalisme né de la culture, des cultures, dans leur rapport existentiel pour s'entendre, se respecter, se considérer sur un pied d'égalité, donnant par la même un sens au monde. Ni menace de pays dominant à pays dominé, ni menace de classe à classe, mais agrégation d'identités se dégageant ensemble des valeurs communes et les posant comme universelles : droit de perpétuation, droit de vivre, droits de l'homme et de la femme, paix et sécurité pour tous, non-violence, etc. Cet universalisme passe par une claire conscience des droits propres de l'individu et de chaque culture à ériger en droit international, suppose des droits non liés à l'économie (droit de travailler où bon me semble, de choisir un pays pour y vivre... tels qu'écrits depuis 1948 dans l'article 13 de la déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU), suppose y compris des droits minoritaires au sein de chaque communauté (chaque individu étant, par une quelconque de ses facettes, d'appartenance minoritaire au sein d'un groupe qui se définit comme porteur de culture majoritaire : homosexuel, athée, breton...). Ce sont aussi, paradoxalement, les fractures sociales, qui donnent sens au futur et indiquent là où il faut porter le fer. Tout comme Freud a fait du lapsus rare mais révélateur un des fondements de sa théorie, c'est notre rapport aux faiblesses, aux refus sociaux, aux impensés, aux rejets globaux, aux minorités, aux handicaps, à la prison, aux animaux qui nous feront avancer vers des sociétés apaisées, car tout changement aussi minoritaire fut-il rejaillit inmanquablement sur la totalité : le mariage pour tous a installé définitivement l'homosexualité comme fait constitutif de la société, les rampes d'accès pour handicapé.e.s à l'entrée des immeubles profitent à tous, l'abattoir tortionnaire oblige à reconsidérer l'élevage concentrationnaire, les gilets jaunes emprisonnés commencent à sonner le glas de la prison de l'intérieur car les autres prisonniers et prisonnières n'en restent pas moins des hommes et des femmes sensibles et à leur devenir et au devenir des autres et de

la planète.

L'universalisme suppose également une conscience de sa propre culture au regard des autres (égalitaire idéalement mais non pratiquement) ainsi qu'une place du "soi" interne et à sa culture et à l'univers des cultures. Il suppose enfin une attitude déterminée de l'individu dans le respect des valeurs universalistes qui fonde l'universalité des cultures. L'universalité de la culture ne peut être que l'universalité des cultures dans des principes unificateurs envers lesquels il est impossible de déroger : le droit à la vie, à la santé, à l'éducation, à une alimentation saine, au respect de l'intégrité du corps et des croyances, au travail, à ne pas souffrir, à être différent, et non l'universalisme républicain expansionniste et colonisateur que l'on a connu où les couleurs du drapeau national flottant sur les édifices publics passent aisément sous silence deux siècles de massacres d'individus et de cultures.

Au XXème siècle, après avoir été principe de douleur (2 guerres), puis de plaisir (30 glorieuses), l'Europe est devenu principe de réalité : pensée unique, monnaie unique, en attendant sans doute la langue unique, le comportement unique. Maastricht a balisé le chemin unique hormis lequel il semblerait n'y avoir point de salut. Parallèlement, la convention de Schengen nous invite à savourer les joies d'une nouvelle muraille de Chine qu'on élève contre les barbares du sud. Des pauvres et des islamistes qui copulent et pullulent à l'ombre des mosquées, miradors intégristes d'où s'élève une prière angoissante, tandis qu'au cœur même de notre vieille Europe, si vieille avant que d'être née, un fœtus avorté coupait le cordon ombilical qui le reliait à sa géographie : de nouveau, au su et vu de tous, sur les écrans des télévisions, des camps de la mort en ex-yougoslavie, il y a vingt ans, sous nos yeux médusés et impuissants, de nouvelles cartes charcutées au gré de petits chefs mafieux au nom d'une purification ethnique qu'on croyait réservée aux siècles passés, de nos jours une population grecque passée à tabac par les grands argentiers, et des barques surchargées qui coulent à nos portes... Qui voudrait de l'Europe que représente la monnaie unique, lorsqu'elle laisse s'accomplir ceci ? Qui voudrait d'une Europe fondée sur la voie économique, la voie des états et des multinationales, et non sur l'imaginaire, la voie des peuples, lorsque la voix des états se tait quand elle devrait parler, et impose le silence à la voix des peuples qui hurlent ? Comment aujourd'hui faire naître ce sentiment d'adhésion à une communauté en construction et de laquelle elle tirerait en retour sa légitimité ? Le conflit yougoslave offrait pourtant à l'Europe toute entière l'occasion de son acte fondateur, qui aurait pu servir de pacte unificateur entre les nations et donner à l'Europe ce qui lui manque encore, la reconnaissance du citoyen, le sentiment que quelque chose se joue qui va servir à tous, l'occasion, en faisant reculer la barbarie, de poser une pierre commune, d'œuvrer à quelque

chose de beau et de grand qui dépasse l'individu et le groupe et en quoi chacun se reconnaît. Au lieu de cela nous sommes une fois encore allés chercher le gendarme du monde, impuissants à imprimer le projet Europe de notre sceau, impuissants à nous accorder sur des hommes, n'étant capables de ne nous accorder que sur des marchandises ou du papier monnaie. L'histoire se rejoue sur des bateaux de fortune qui traversent la méditerranée, plein à ras bord de personnes en détresse, accusées de nous envahir alors qu'elles fuient les persécutions et la faim. Il faut rappeler aux racistes et intégristes présents et nombreux que quand on envahit, c'est avec une armée !

Comment, à l'avenir, penser agglomérer des peuples et des états aussi disparates, simplement par la voie de décisions oligarchiques, et sans le sentiment d'appartenance à quelque chose que l'on construit ? De fait, l'Europe économique ne porte aucunement en elle cette part d'imaginaire nécessaire aux grandes constructions, cette croyance fondamentale d'œuvrer ensemble. L'Europe présente est celle de la monnaie unique, insipide, inodore et sans saveur. Elle est morte à Sarajevo et enterrée à Athènes. Jouet entre les mains des investisseurs, elle fait cracher les peuples jusqu'au sang tout en érigeant ses murs de barbelés. Mais la crise écologique ignore ces murs, quand il fera chaud ce sera partout, et nous aurons à compter sur toutes les intelligences où qu'elles soient pour sortir tête haute de nos douillettes petites ornières.



## EPILOGUE

L'écologie sociale est une philosophie des limites, objectives et subjectives, naturelles et humaines. Les limites objectives sont celles de l'activité prédatrice du sujet, en proie à une pensée unique, la violence et le marché présentés comme étant les seuls régulateurs de l'homme et de l'objet. Mais la violence du marché produit exclusion et paupérisation sur la planète, tandis que le marché de la violence produit charniers et déchets à volonté. Ces limites objectives nécessitent la responsabilité de l'homme : impossibilité de dilapider le capital naturel sans le régénérer, les conditions de vie de l'homme sont aussi les conditions de sa survie ; obligation de choisir dans les techno-sciences, l'utilisation de basses technologies et la recherche dans ce sens est une obligation. Tout est possible, mais tout n'est pas permis.

Les limites subjectives sont celles auxquelles sujets et groupes s'astreignent eux-mêmes. Elles sont donc floues et extensibles. Mais l'acte de la plus haute liberté n'est-il pas de restreindre soi-même sa propre liberté ? L'homme de l'écologie sociale est l'homme conscient qui sait jusqu'où aller, et où s'arrêter. L'indien a le droit de vivre en indien, et l'esquimo en esquimo, car si on veut les empêcher de vivre comme ils veulent, ils meurent, et leur civilisation avec. Ces limites fixent le devenir de l'humanité. Tout est possible, mais tout n'est pas souhaitable.

La restriction de sa propre liberté individuelle va donc de concert avec l'extension sociale de l'égalité. La restriction de la liberté individuelle, au sens restreint que lui donne le libéralisme, à savoir le simple choix entre des possibles, ne peut trouver son pendant que dans l'extension de l'égalité sociale, qui à son tour est le vrai choix de la liberté, car choix aussi des limites et des contraintes. C'est l'exercice de la responsabilité qui fixe à l'homme ses limites. Liberté, responsabilité, égalité, auto-limitation sont les maîtres-mots de l'écologie sociale. Il n'y a ni déterminisme naturel ni dialectique, mais simplement des hommes libres et responsables. Mais si l'homme est libre et responsable, tous les hommes ne sont pas libres et responsables. Les responsables sont responsables des non responsables, et les libres des non libres. On peut aller à la catastrophe, comme on peut ne pas y aller. La responsabilité et la liberté impliquent des conséquences. Améliorer l'existence de tous, donc sa propre essence, donc ses propres liberté et responsabilité. Devenir non-violent par choix, par réflexion, parce que c'est la pierre philosophale de toute transformation durable et radicale de la vie collective, sachant que la non-violence a aussi ses limites. Ne pas avoir peur de désobéir à la société pour obéir à sa conscience. Se donner de nouveaux outils pour évaluer l'action de l'homme, sur lui-même et sur l'objet. Car devenir citoyen ou citoyenne c'est aussi apprendre la désobéissance, tout comme

l'enfant ne devient homme que quand il désobéit, s'affirmant ainsi sujet plein et entier. Le citoyen dépossédé possède encore, pour peu qu'il y réfléchisse, d'énormes moyens d'actions. L'obstacle est mental : on n'y pense pas, et quand on y pense, on a peur que l'acte ne mène vers une déliquescence encore plus grande de nos sociétés. Pourtant, le refus des armes, véhiculé par diverses structures, est une valeur incontournable. Mais on n'y arrive pas parce que les structures que jusqu'ici nous avons mises en place, qu'elles soient dominantes ou révolutionnaires, imposent des formes d'organisation hiérarchisées où l'obéissance est une vertu et la violence un moyen. Pour avancer, il faut rendre aux individus les pleines capacités et la pleine responsabilité de leurs actes en faisant de la responsabilité un des moyens d'actions vers une société plus juste et plus égalitaire, de la désobéissance une vertu. C'est en mettant en place des structures réellement démocratiques qu'une issue de secours est possible, d'une vraie démocratie, pouvoir souverain du peuple responsable.

Aux sociétés tournées vers l'accumulation de signes matériels, succéderont les sociétés écologiques, où le sentiment de l'ailleurs, de l'imposition de la vérité, du toujours plus, seront réorganisés par les sentiments de finitude, de relativité, de responsabilité, donnés par le thermomètre naturel. La société écologique sera une société de rareté matérielle relative, succédant aux sociétés d'abondance de pillage et de gaspillage. L'objectif écologique est que par des changements globaux dans la façon de se développer, pays du nord et du sud empruntent des chemins qui fassent que les uns renonçant à la domination sur les autres, l'ensemble des pays de la planète se rapprochent les uns des autres sur le long terme. Cet objectif ne sera pas atteint en faisant fonctionner l'économie capitaliste de façon à ce que les autres nous rattrapent, puisque notre façon de nous développer est celle qui creuse au contraire le fossé qui nous sépare. Cet objectif ne sera pas atteint non plus par des transferts de technologie qui ne sont que des mainmises supplémentaires et qui surtout ne répondent pas aux problèmes posés, notamment celui de l'occupation d'immenses masses de gens désemparés et ceux de l'augmentation impossible de la production de par les nouveaux outils. L'objectif prioritaire pour tous est d'abord de se mettre à l'abri par des politiques agricoles autonomes de souveraineté alimentaire, par la restriction des marchés autant que faire se peut. Cet objectif, pour être atteint devra s'appuyer avant tout sur le respect des cultures et des façons de vivre, de manger, de s'habiller, de se distraire, de faire la fête. De plus, des signes tangibles doivent être donnés qui montrent que l'on se dirige dans cette direction. La non violence doit devenir une réelle pratique sociale à l'échelle des nations, dès l'école, en amont des situations où tout peut basculer.

Chaque individu est le fils ou la fille de son temps politique, géopolitique, de sa classe, de sa famille, des paysages

de son enfance, des expériences sociales et rencontres qui tissent la trame de sa psychologie profonde laquelle comprend ces inconscients sociaux, géographiques, affectifs et sexuels, archéologie secrète de ses conceptions fondamentales et de la société et du monde fini. Les choix de vie ressortent donc plus largement de l'être (appartenance sociale actuelle et passée peu ou prou inconsciente) et pas seulement comme on le pense couramment de la conscience présente. La géographie et les ressentis profonds liés aux paysages, que ce soit dans la cité ou la nature, participent de ces arrières fonds psychologiques qui jouent dans la construction des choix personnels quand ceux-ci ne sont plus imposés par une trajectoire subie (destin de classe, habitus et conformismes) mais que s'ouvre un "champ des possibles". Dans des moments de "sursauts", de "révolte" ou de "prises de conscience", tels que ceux que nous traversons actuellement, ces renversements en germe s'opèrent brusquement. Le sujet donne alors son consentement instantané à ce qu'il a déjà choisi dans l'opacité de sa jeunesse ou même de son âge mûr. En effet, dans la conscience de toute personne fonctionnent toujours deux conceptions du monde : la dominante et la dominée. Des "appartenances" ou adhérences inconscientes ou "en soi" sont mises de côté pour de nouveaux engagements ou pensées "pour soi" dits de "référence". Comme la situation de classe objective, réelle, a pu changer par une ascension sociale, alors la conscience a tendance à épouser l'idéologie et les pratiques du nouveau milieu. Le "mécanisme" psychosocial et cognitif de ces changements est bien connu : il s'agit des théories dites de "l'engagement" et de la "dissonance cognitive". L'être qui désigne les situations de la nouvelle classe sociale, où se jouent les pratiques, pour l'essentiel professionnelles, détermine la construction d'une nouvelle conscience. Le mécanisme est celui de la dissonance cognitive c'est à dire de la résolution progressive de la "contradiction" entre les pratiques dans lesquelles l'individu se trouve à s'engager par soumission ou choix contraint, dans un système qui est toujours peu ou prou hiérarchique, et les valeurs, représentations, conceptions d'appartenance, préférences et références antérieures. Les expériences reproductibles de psychologie sociale expérimentale ont montré que la tension se résout par la recherche d'adéquation des pensées (la conscience), aux actes nouveaux (l'être), commis par soumission ou obligation. En définitive, ce sont nos actes qui nous engagent plus que tout ce que nous pensons ! Changer les actes, prendre du pouvoir au quotidien, avant même que de penser changer le monde avec des programmes tout faits, comme ceux des partis, c'est donc s'installer dans des habitus qui sont les réels changements. C'est en s'installant créateur du quotidien, en multipliant les lieux et endroits de réflexion, en pratiquant l'égalité du matin au soir, en abolissant les hiérarchies, en s'élevant contre toute atteinte à la dignité humaine, en se

saisissant de l'art, de la culture, que l'homme se sauvera. Notre perte de sens s'accélère lorsque règne le marteau des servitudes matérielles, et la seule porte de salut est celle de la pensée désintéressée, à mille lieux des calculs sordides, telle qu'elle transparait encore aujourd'hui dans des actes gratuits vers lesquels l'homme se tourne sans cesse, et qui pourtant lui sont occultés par la prééminence de l'économisme. La science et la technique, repoussant toujours plus loin les bornes de la connaissance cumulative, ne peuvent prendre le temps de s'arrêter pour se regarder marcher, même si certain novateur (Einstein) proclama bien haut l'intuition au secours de la raison. L'outil culture, l'outil art sont aussi indispensables au bon fonctionnement du monde, mais plus encore, ils n'éprouvent aucune limite à sa remise en question. C'est sans doute là le seul domaine illimité, l'imagination gratuite.

Aux pertes de sens des sociétés techniques, il convient de restituer le sens par l'appropriation, par la multitude, de ses conditions d'existence qui ne peut que se transmuier artistiquement dans une écologie de la survie. Art et culture sont modes de vie depuis que les hommes peignaient sur les parois des grottes, et pendant qu'ils continuent de taguer sur les murs gris des villes. L'art est la part imaginaire de l'homme dans laquelle il se reconnaît et transcende son réel. L'art, c'est la vie et c'est l'amour. Ses seules lois sont d'insoumission et d'exaltation, détachées de l'utilitarisme ambiant. L'écologie telle que nous la concevons est la mauvaise conscience de notre temps, tout comme le peintre, tout comme le poète. C'est une idéologie artistique. Elle se veut la vie dans sa plus simple expression et dans sa plus complexe organisation. Elle veut ré-insuffler à nos sociétés les liens distendus qui disparaissent sous le chiffre et la raison, elle veut libérer la fibre imaginaire essoufflée d'avoir trop voulu copier la machinerie tout en appelant les spectateurs à devenir artistes de la vie, c'est-à-dire à porter un regard neuf sur ce siècle. Son champ d'action étant l'humain et l'universel, elle ose proclamer les hommes créateurs, de leurs maux et de leurs biens. Nul doute qu'on la chassera par tous les moyens puisqu'elle dérange. Nul doute qu'on la récupéra, car dans un système marchand acheter maison ou raison est force loi. Mais l'art est intemporel en même temps que fugitif. Sitôt qu'on le croit prisonnier il s'invente ailleurs avec autant de force et de détermination. Les hommes font leur propre histoire non arbitrairement, par une somme de petites initiatives isolées mais collectivement à partir de leurs situations de travail, de logement, de relations... bref à partir des machineries complexes dans lesquelles ils sont pris, avant de décider de s'en déprendre. Si nous pensons holistique, global, critique, l'on doit mettre en lien les deux catastrophes se présentant à nous, l'écologique et l'anthropologique, et l'intrication de leurs conséquences. Pour en avoir une image, il suffit de consigner sur une semaine le contenu des infos télé ou autres, se constituant

ainsi un vivant musée des horreurs. Il nous montre que nous sommes au carrefour des effondrements qui vont nous précipiter dans la barbarie, ou de l'organisation d'un monde vivable pour toutes et tous, à condition de se battre. La crise écologique en acte joue le rôle d'une contrainte à laquelle nous ne pouvons échapper : « *c'est pourquoi il faut saluer la crise ouverte des institutions dominantes comme l'aube d'une libération révolutionnaire à l'égard de celles qui mutilent la liberté élémentaire de l'être humain* ». <sup>68</sup>

---

68 - Yvan Illich - ibid